
OUVRONS ENSEMBLE CETTE DEUXIÈME ÈRE

Un projet politique pour une démocratie pluraliste au Vietnam



1 JANVIER, 2015

RASSEMBLEMENT POUR LA DEMOCRATIE ET LE PLURALISME

Table des matières

I.	Une mission historique	3
II.	La 4e vague démocratique et le nouvel ordre du monde	7
1.	La 4ème vague démocratique	7
2.	Les États-Unis, la Chine et la région du Pacifique.....	11
3.	La mondialisation menace chaque nation	14
4.	Les alliances idéologiques sont remplacées par des partenariats de développement.....	15
5.	Les pays en développement et le nouveau contexte mondial	15
III.	Le Vietnam face à un grand tournant dans l'histoire.....	18
1.	Les défis	18
2.	Perspectives	22
IV.	Les fondements intellectuels pour l'ère de la démocratie.....	25
1.	La nation : un espace de solidarité et un projet d'avenir commun	25
2.	Démocratie pluraliste	28
3.	Réconciliation et concorde nationales	32
4.	Accepter et affirmer les valeurs porteuses de progrès	35
5.	Développer le pays sur la base de la démocratie, de l'économie de marché et des initiatives individuelles	37
V.	Les grandes orientations du modèle vietnamien	43
1.	Faire de la liberté une force motrice pour promouvoir la créativité et un esprit d'élévation.....	43
2.	Promouvoir le patriotisme volontaire	43
3.	Honorer et promouvoir la société civile	44
4.	Affirmer le Vietnam comme un pays construit sur les communautés	46
5.	Choisir définitivement l'économie de marché et l'entreprise privée	47

6.	Aller vers une économie industrielle et de services	48
7.	Renforcer le marché intérieur.....	49
8.	Être constamment vigilant pour renforcer la solidarité sociale.....	50
9.	Adopter une "doctrine de petit pays"	51
10.	Poursuivre une politique étrangère pacifique et coopérative ainsi qu'une bonne politique de voisinage.....	52
11.	Poursuivre une politique de contrôle des naissances civilisée	54
12.	Construire un bonheur national de qualité au sein même de l'effort	55
VI.	Institutions et constitution pour la République vietnamienne	57
1.	Deux préjugés erronés concernant le régime politique	57
2.	Le régime politique	61
3.	La constitution de la République vietnamienne	64
VII.	La lutte pour instaurer une démocratie pluraliste.....	66
1.	Les quatre conditions nécessaires et suffisantes d'une révolution démocratique	67
2.	Les 5 étapes de la campagne pour la démocratie	68
3.	Le contenu de la campagne pour la démocratie.....	70
VIII.	Pour une transition réussie vers la démocratie	76
1.	Le problème de la transition	76
2.	Les mesures politiques	77
3.	Les mesures socio-culturelles.....	80
4.	Les mesures économiques.....	83
5.	Les sources de financement pour l'effort de renaissance	85
6.	La transition vers la démocratie réussira, le pays se relèvera	86
IX.	Partager le rêve vietnamien.....	87

I. Une mission historique

Nous sommes 13ème dans le monde pour la population, il y a 15 Vietnamiens pour 1000 personnes sur terre. Les Vietnamiens sont considérés dans le monde entier comme intelligents et travailleurs. Notre géographie est avantageuse grâce à de longs et beaux rivages maritimes, à proximité d'importantes voies de communication, dans une région exceptionnellement dynamique. Nous avons le potentiel d'un grand pays riche et fort, apportant une précieuse contribution à l'édification d'un monde pacifique, riche et civilisé.

Au lieu de cela, nous sommes aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres et les plus arriérés du monde. Notre PNB par habitant est inférieur à 20 % de la moyenne mondiale. Nous n'avons pas d'industrie de haute technologie et nous sommes encore plus en retard pour la culture et les arts, par rapport au reste du monde ; nous sommes en bas de tous les classements nationaux pour le développement humain, social et environnemental ; et nous sommes privés des droits humains les plus fondamentaux. Cette contradiction douloureuse et inacceptable doit interpeller tous les Vietnamiens.

À la naissance, tous les individus, quelle que soit leur race, ont des potentiels égaux. Les différences de niveau de développement et de niveau de vie des nations résultent des conditions culturelles, de la géographie, des ressources naturelles et de l'organisation sociale. Parmi ces facteurs, l'organisation de la société est de loin le facteur le plus important. La façon dont la société est organisée, bonne ou mauvaise, ingénieuse ou maladroite, peut changer complètement le destin d'une nation. C'est pourquoi certaines nations se sont développées en dépit de l'étroitesse de leurs terres et de la rareté de leurs ressources naturelles, tandis que d'autres nations, bénéficiant des avantages de la nature, sont prises au piège de la pauvreté. Conscients de cela, l'arriération honteuse actuelle nous oblige à nous remettre en question pour trouver une issue ; d'autre part, cela nous permet de croire que, si le pays est réorganisé de manière rationnelle (c'est-à-dire basée sur des valeurs correctes), nous échapperons sûrement à la pauvreté et nous nous élèverons fortement.

Nous avons manqué de nombreuses occasions historiques.

À l'aube de l'ère nouvelle, marquée par l'explosion des idées au 18ème siècle et la révolution industrielle au 19ème siècle, comme d'autres pays asiatiques, nous n'étions pas conscients que le moment était venu de réévaluer toutes les valeurs et les coutumes, que nous devions renouveler complètement notre façon de penser et de nous organiser. Pendant de nombreux siècles, nous nous sommes contentés du modèle rigide de Confucius et Mencius, perdant la créativité et faisant du sur place; tandis que les Occidentaux, avec un esprit objectif et une méthode, grâce à la réévaluation et au renouvellement continu, ont fortement progressé et ont dépassé les autres parties du monde.

Parce que nous n'avons pas su nous adapter en temps opportun comme d'autres pays chanceux, nous avons perdu notre souveraineté et notre indépendance. En perdant notre souveraineté, nous avons aussi perdu la capacité de nous concerter pour trouver une solution pour le pays, puis nous avons perdu l'esprit de dialogue pour régler les désaccords.

En entrant dans le XXe siècle, nous avons dû résoudre en même temps deux problèmes difficiles : gagner la souveraineté nationale et nous adapter à une nouvelle civilisation. Parce que nous n'avons pas pu nous mettre d'accord sur un nouveau projet national, nous étions en conflit même sur l'objectif espéré par tous les Vietnamiens, retrouver la souveraineté. Nous avons perdu l'occasion de retrouver l'indépendance et de nous relever lorsque le régime colonial s'est effondré après la 2ème guerre mondiale. Nous avons été divisés, nous avons condamné, nous nous sommes injuriés et nous nous sommes exterminés les uns les autres, avec pour conséquence la guerre civile et un pays divisé ; à la fin, nous avons eu l'une des dictatures les plus toxiques après avoir subi les destructions les plus terribles.

Alors que d'autres nations n'ont pas versé ou n'ont versé que peu de sang pour obtenir l'indépendance, et dans certains cas, elles ont également réussi à construire la démocratie.

La myopie nous a fait perdre une grande occasion lorsque la paix a été rétablie en 1975. Au lieu de réconcilier la nation pour panser les blessures laissées par la guerre, le camp vainqueur a imposé un totalitarisme qui a été rejeté il y a un siècle dans son berceau et plus tard nié en son centre ; dans le même temps, il a été condamné par le monde civilisé comme un désastre pour l'humanité. La myopie nous a fait perdre une autre grande opportunité lorsque l'idéologie communiste et le mouvement communiste se sont effondrés.

Avec le recul, nous devons reconnaître que la raison de toutes les catastrophes que notre pays a dû subir est notre manque de pensée politique et notre manque d'investissement pour analyser et identifier les grands défis afin de trouver une solution. À chaque époque, il nous manquait un projet politique adapté à l'ère nouvelle et à la situation du pays. À la fin, nous nous sommes exterminés les uns les autres pour des idéologies empruntées que nous avons reçues à un niveau élémentaire et que nous avons défendues avec plus d'ardeur que les nations qui les ont initiées.

Nous avons besoin de toute urgence d'un bond de la pensée politique pour parvenir rapidement à un accord sur les nouvelles valeurs fondamentales pour organiser une société. Ce saut culturel doit être doublé de persévérance et de tolérance. Les expériences tragiques de l'histoire et l'humiliation d'être inférieur nous obligent à tirer une leçon définitive : abandonner la psychologie de l'impatience, renoncer au monopole d'avoir raison, maîtriser la passion pour dialoguer et faire des compromis dans un esprit de respect mutuel. Il ne peut en être autrement, car tous les Vietnamiens sont liés par un destin commun : si notre pays est riche, fort et avancé, nos vies seront glorieuses et nous serons tous respectés ; dans le cas contraire, si

notre pays est pauvre, misérable et arriéré, nous serons tous méprisés, quelle que soit notre catégorie sociale, notre tendance ou notre doctrine. Dans la situation tragique d'aujourd'hui, la meilleure option pour tout le monde est aussi la meilleure option pour chacun.

Aujourd'hui, la grande majorité de notre peuple est démunie, déprimée et pleine de ressentiment, notre pays est à la traîne et dans l'impasse. L'économie, le social, l'environnement, l'éthique, l'éducation, la surpopulation... les problèmes s'accumulent et ne sont pas réglés, ils deviennent de plus en plus aigus et ils ont atteint le niveau de l'urgence ; bientôt, il se peut qu'il n'y ait pas de solution si cet élan destructeur n'est pas rapidement inversé. Notre pays pourrait alors être retiré de la liste des nations ayant le droit de rêver d'une place digne dans le monde. Nous devons affirmer qu'il n'y aura pas d'issue pour notre pays sous ce régime communiste. Tout au long de son existence et de son règne, il a montré que sa seule préoccupation était de maintenir sa domination sur la nation à tout prix, même en dévastant le pays, en sacrifiant les intérêts nationaux et en étant un vassal de l'étranger. C'est aussi un régime extrêmement corrompu ; l'histoire de toutes les nations a prouvé qu'un gouvernement corrompu ne peut qu'être remplacé, et non réformé. La mission historique de notre époque est de libérer rapidement notre nation du totalitarisme et de sauver le pays du risque d'être définitivement inférieur.

Le risque de retard perpétuel est aussi le risque de perdre le pays, car à notre époque où le concept d'État-nation est attaqué de toutes parts et est en train d'être révisé, les nations qui ne peuvent apporter le bonheur, la fierté et l'espoir de s'élever seront dissoutes tôt ou tard.

Notre voie pour sortir de l'impasse et nous relever est la démocratie pluraliste et les droits humains, sur la base d'un patriotisme conçu comme amour et attachement entre les Vietnamiens.

La démocratie pour aborder les problèmes de manière appropriée et pour trouver correctement les solutions et les personnes responsables. Le pluralisme pour respecter toutes les différences et mener à bien la réconciliation nationale après les conflits sanglants. Les droits humains pour honorer chaque Vietnamien et promouvoir la vitalité et l'initiative de chacun. L'expérience de toutes les nations a montré que les droits humains n'ont jamais empêché personne de construire sa vie et que la démocratie n'a jamais empêché une nation d'avancer. La démocratie va en premier et ouvre la voie au développement, le développement renforce et promeut la démocratie. La démocratie est aussi un choix judicieux qui permet à un pays pas encore fort de gagner la sympathie et le soutien du monde pour protéger ses intérêts et son territoire.

Démocratiser le pays est un objectif évident, mais il est aussi semé d'embûches. Le Parti communiste a montré qu'il pouvait tout faire pour maintenir le monopole politique alors que la majorité du peuple vietnamien ne se soucie plus du pays, la trop longue déception vis-à-vis d'un mauvais gouvernement s'est transformée en déception envers le pays lui-même. Par conséquent, ceux qui luttent pour la

démocratie doivent, en même temps, combattre l'entêtement du Parti communiste et la psychologie de résignation des masses. La campagne pour la démocratie doit aussi être un effort pour restaurer le sentiment patriotique qui est gravement blessé. Il faudra beaucoup de détermination, de courage et de persévérance. Mais c'est une lutte obligatoire.

L'histoire humaine est en fin de compte un voyage vers la liberté, et puisque la démocratie est la formule d'organisation sociale la plus appropriée pour assurer la liberté, l'histoire humaine est aussi le voyage des nations vers la démocratie. Nous avons été très en retard dans ce voyage. Jusqu'à présent, malgré notre longue histoire, nous n'avons eu que des régimes esclavagistes ; les périodes d'autonomie ne signifiaient que remplacer l'esclavage étranger par l'esclavage indigène. La campagne pour la démocratie est la lutte pour faire passer la nation des ténèbres de l'esclavage à la lumière de la liberté, en ouvrant l'ère de la démocratie, la deuxième période historique de notre pays. En fonction des choix et des attitudes des hommes et des femmes d'aujourd'hui, les générations futures les jugeront comme ayant contribué à la plus grande révolution de l'histoire de notre pays ou comme ayant eu peur et refusé la responsabilité au moment où le pays en avait le plus besoin.

Ce projet politique a l'ambition de contribuer à une nouvelle conscience politique pour le Vietnam et réunir ceux qui ont encore la volonté et la foi de poursuivre un idéal commun : un Vietnam digne des efforts des hommes et des femmes d'aujourd'hui, que les générations futures continueront fièrement. Ce rassemblement est nécessaire et obligatoire car la lutte politique n'est jamais une lutte individuelle, elle ne peut être qu'une lutte organisée.

Une nouvelle vague démocratique est en train de déferler dans le monde. Nous n'avons pas le droit de manquer cette occasion.

II. La 4e vague démocratique et le nouvel ordre du monde

Nous vivons dans un contexte mondial favorable, plein de promesses. La possibilité de mettre fin à la dictature et d'entrer dans l'ère démocratique n'a jamais été aussi grande. Une nouvelle vague démocratique, la quatrième vague démocratique dans l'histoire du monde, s'est constituée et continue de grossir alors que la dictature s'épuise, en termes de confiance, d'intelligence, de foi et de volonté.

1. La 4ème vague démocratique

L'histoire humaine peut être considérée comme le voyage de l'homme vers la liberté,

pour se libérer de l'ignorance, de la maladie, de la famine, de la misère, des privations, et surtout du joug de la tyrannie ; et puisque la démocratie s'est avérée être la manière la plus rationnelle d'organiser la société pour exercer la liberté, l'histoire du monde est aussi le voyage des nations vers la démocratie.

Dans ce périple difficile, la démocratie a rencontré la résistance obstinée des puissances dominantes. En plus de la violence flagrante, les forces dominantes ont également utilisé des armes idéologiques. Des philosophies pessimistes qui considèrent la vie comme indigne d'être vécue et donc pas digne de se battre pour l'améliorer, aux illusions d'un paradis futur qui exigent des sacrifices aujourd'hui, en passant par des régimes théocratiques où les dirigeants se proclament les représentants d'un être suprême et ne sont responsables que devant l'être suprême, des nationalismes extrêmes, des doctrines pragmatiques qui considèrent la satisfaction des besoins matériels comme la seule priorité (ou la priorité la plus élevée), des doctrines collectivistes qui considèrent les gens uniquement comme faisant partie d'un groupe au-dessus et avant tout – la patrie, l'église, le parti, etc. L'attaque la plus vicieuse et la plus persistante contre la démocratie est l'assimilation de l'individualisme, fondement de la démocratie, avec l'égoïsme, avec pour conséquence que la démocratie conduit à l'incohérence et au chaos.

En raison de ces attaques, la démocratie n'a pas progressé régulièrement, mais par étapes, ce que l'on peut appeler des vagues démocratiques. Chaque vague démocratique visait à réfuter une doctrine totalitaire et à renverser ensuite certaines dictatures qui étaient fondées sur cette doctrine. S'ensuit une période au cours de laquelle la démocratie s'est arrêtée, peut-être même a reculé, en raison de la contre-attaque des forces antidémocratiques qui ont profité des erreurs et des embarras inévitables des démocraties nouvellement établies dans les premiers jours difficiles.

Ces hauts et bas ont leur raison. D'abord, parce que la démocratie est à la fois difficile à réaliser et difficile à maintenir en raison de sa complexité. La preuve en est que la démocratie a émergé en Grèce, seulement des milliers d'années après que les hommes ont appris à vivre de manière organisée, puis elle s'est éteinte ; il faudra attendre encore deux mille ans avant que la démocratie ne réapparaisse timidement dans certains endroits d'Europe et ce n'est que récemment qu'elle s'est fortement développée. Une autre raison importante est que l'activité démocratique est basée sur les partis politiques, tandis que les dictatures, après avoir interdit et exterminé les partis d'opposition, ont laissé un vide politique jusqu'à ce qu'elles doivent s'effondrer à la fin. Mais la démocratie est une activité naturelle d'une société civilisée, donc une régression, si elle se produit, ne peut pas éliminer les produits de la vague démocratique précédente ; la démocratie continue de mûrir avec l'évolution de la société et, à un moment donné, elle est assez forte pour créer une nouvelle vague démocratique. La tendance à la démocratisation ne peut pas être inversée comme la réalité l'a montré. Au début du XXe siècle, plus d'un siècle après la première vague de démocratie, il n'y avait qu'une dizaine de pays démocratiques : les États-Unis et quelques pays d'Europe occidentale et septentrionale. De plus, à l'exception des États-Unis, ces pays n'étaient pas nécessairement démocratiques car il s'agissait de pays coloniaux qui violaient les droits de l'homme dans les colonies. Malgré les hauts et les bas, à l'aube du XXIe siècle, les deux tiers de près de deux

cents pays dans le monde sont démocratiques. Actuellement, en 2015, ce taux est de plus des trois quarts et parmi les pays considérés comme des dictatures, seuls quelques pays osent affirmer publiquement un régime de parti unique. Le périple du monde vers la démocratie s'accélère, un nouvel ordre mondial est en train de se construire.

Jusqu'à la première année du XXI^e siècle, le monde a connu trois vagues de démocratie.

La première vague de démocratie a commencé avec la Révolution américaine en 1776 et la Révolution française en 1789 et visait à renverser les monarchies absolues basées sur la théocratie, qu'il s'agisse de la théocratie chrétienne, de l'islam ou du confucianisme. Il a forcé les monarchies européennes à renoncer à leur pouvoir réel pour devenir des monarchies constitutionnelles, faisant tomber l'Empire ottoman et les monarchies de Russie et de Chine.

La deuxième vague de démocratie a commencé avec la Seconde Guerre mondiale et visait à renverser le chauvinisme national. Cette doctrine, qui a émergé et s'est développée après la chute des monarchies, considérait que les conflits entre les nations étaient naturels car chaque nation devait protéger et étendre son espace de survie. La deuxième vague de démocratie a rejeté ce nationalisme extrémiste et a affirmé l'égalité entre les peuples de toutes les races et le droit à l'autodétermination de toutes les nations. En conséquence, les régimes nazi allemand, fasciste italien et militariste japonais ont été anéantis ; l'Allemagne, l'Italie et le Japon sont devenus des démocraties, le Japon est devenu le premier pays démocratique d'Asie ; la plupart des colonies britanniques sont également devenues des démocraties. Cependant, cette vague démocratique s'est rapidement arrêtée et a laissé place à la guerre froide entre les deux blocs, capitaliste et communiste, considérés à l'époque comme deux formules de démocratisation en concurrence l'une avec l'autre. Il convient de souligner que le mouvement communiste est né en tant que mouvement démocratique, cela a été une mauvaise façon de construire la démocratie avant d'être exploité pour devenir un crime.

La troisième vague de démocratie visait à réfuter le communisme et à éliminer les dictatures, produits de la guerre froide. Tout a commencé en 1974 avec une révolution qui a renversé la dictature de Salazar au Portugal, à l'époque où le débat entre les deux formules se réclamant de la démocratie, capitaliste et communiste, était terminé et où le concept de démocratie avait un contenu assez fort. L'échec de la formule communiste était tout à fait clair, les progrès dans les transports et les communications ont révélé l'infériorité mentale et matérielle des pays communistes par rapport aux pays capitalistes. Le communisme a perdu de son attrait. Les démocraties ne craignent plus un triomphe du communisme et sont suffisamment confiantes pour abandonner les dictatures anticommunistes, même si le prix à payer est qu'elles céderont temporairement la place à des régimes communistes. Cette vague de démocratie s'est déroulée en deux phases. Dans un premier temps, elle a écrasé les dictatures de droite au Portugal, en Espagne, en Grèce, aux Philippines, en Corée du Sud, à Taïwan, au Vietnam du Sud et dans de nombreux autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Certains pays sont devenus des démocraties,

mais d'autres sont tombés dans l'orbite communiste, comme le Vietnam du Sud, le Laos, le Cambodge, l'Angola, l'Éthiopie, le Yémen, le Nicaragua. Mais bientôt, elle s'est répandue pour faire tomber la plupart des régimes communistes, y compris l'Union soviétique, la terre sainte du marxisme- léninisme.

Cette troisième vague de démocratie s'est arrêtée depuis le milieu des années 1990. La cause de ce ralentissement est, tout d'abord, l'optimisme après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide. On pensait que la démocratie avait maintenant gagné et que les dictatures restantes seraient assez sages pour évoluer vers la démocratie. Cette mentalité a été la cause d'une baisse de la garde. Plus tard, le pragmatisme a été promu par l'administration Clinton aux États-Unis et le gouvernement Chirac en France. En matière de relations internationales, cette doctrine place les intérêts, en particulier les intérêts économiques, au-dessus de tout ; et chaque fois qu'il y a contradiction entre les intérêts et la morale, les intérêts doivent avoir la priorité. La promotion de la démocratie et des droits de l'homme n'était plus une préoccupation majeure et tous les gouvernements, même les dictatures qui bafouaient les droits de l'homme, pouvaient encore être des partenaires des États-Unis, de l'Europe et des démocraties développées en général. Au début du 21^e siècle, le monde était absorbé par la lutte contre le terrorisme ; la psychologie optimiste avait disparu, mais la politique étrangère pragmatique a continué et a été promue au cours du premier mandat d'Obama. De plus, le visage économique du pragmatisme est la politique de stimulation de la croissance économique en encourageant la consommation, même au prix d'une balance commerciale fortement déficiente, en parallèle avec la spéculation sur l'immobilier et les valeurs mobilières. Cette politique a, pendant longtemps, soutenu des dictatures tyranniques en Chine, au Vietnam et dans de nombreux autres pays. Ces régimes ont su mettre en œuvre une politique économique de la porte ouverte pour exploiter la pauvreté dont ils étaient la cause : maximiser l'exploitation des travailleurs pour exporter beaucoup à bas prix, attirer les touristes grâce à des services de voyage bon marché. La doctrine pragmatique a permis aux dictatures restantes, y compris les vestiges du communisme comme la Chine et le Vietnam, de continuer à exister, voire de se renforcer économiquement.

En fin de compte, le pragmatisme a conduit à une crise et a forcé le monde à repenser en profondeur à la fois la politique étrangère et le paradigme économique, c'est-à-dire : d'une part, prendre soin et protéger les valeurs démocratiques et les droits de l'homme dans les relations internationales, d'autre part, donner la priorité à l'économie de production plutôt qu'à la spéculation, et maintenir prudemment l'équilibre entre le budget national et la balance commerciale. Les violations des droits de l'homme par les dictatures ne sont plus tolérées, les dictatures ne peuvent plus survivre grâce aux exportations comme avant. C'est cette révision qui conduit à la quatrième vague de démocratie. Le pragmatisme a été une parenthèse dans l'histoire de l'humanité. Cette parenthèse se referme, la période de grâce des dictatures est terminée.

La quatrième vague de démocratie, qui a débuté en 2010, cible les dictatures économiquement ouvertes. Ces régimes ne peuvent plus durer ; ils ne reposent sur aucune pensée politique, même si des slogans parfois ennuyeux, comme "construire

le socialisme", sont répétés maladroitement. Ce sont de simples régimes de pillage au nom d'aucun idéal ou projet politique. Ils n'ont même pas d'illusion. Ils dépendent entièrement de la répression pour survivre. Tous sont des gouvernements paralysés. Des deux instruments nécessaires du pouvoir politique, la légitimité et la violence, ils n'ont que la violence et doivent donc tirer pleinement parti de la violence. Et pour une répression facile, le groupe dirigeant doit être fort et, au contraire, les masses doivent être faibles. L'exploitation et l'injustice doivent augmenter parce qu'elles sont dans la logique d'existence du régime. Mais c'est une logique suicidaire, car elle rend le régime de plus en plus haïssable, alors que, volontairement ou non, l'ouverture de l'économie et les avancées spectaculaires des médias et des transports ont aussi complètement changé les gens, la société et le rapport de forces. Les gens ne sont plus complètement dépendants du gouvernement pour leurs besoins matériels quotidiens, en même temps ils sont suffisamment informés pour connaître la médiocrité et le manque de sincérité de ceux qui sont au pouvoir. Ils disposent également de moyens modernes pour communiquer, se motiver et se coordonner. Ces régimes absurdes ont survécu grâce à la passivité des intellectuels, mais de nos jours, la prise de conscience s'est popularisée, un nouveau contingent d'intellectuels s'est engagé. Le changement doit venir, et il a commencé. La quatrième vague de démocratie est en train de se lever.

En Asie de l'Est, elle a transformé des démocraties formelles en Indonésie, en Thaïlande, en Malaisie, à Singapour et aux Philippines en démocraties substantielles, créant un changement soudain au Myanmar.

En Amérique latine, elle a renforcé les jeunes démocraties, donné une place et une voix dignes aux peuples autochtones et forcé progressivement Cuba à s'ouvrir. En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, elle a renversé trois dictatures de longue date en Tunisie, en Égypte et en Libye et force les dictatures restantes à choisir entre la démocratisation ou l'effondrement. Ici, elle aborde également une question d'importance mondiale, qui est de sortir l'islam de la politique, pour le ramener à la juste position d'une religion.

Aux États-Unis et dans d'autres démocraties développées, il faut une démocratie plus saine, plus de solidarité, en donnant la priorité aux activités productives créatrices d'emplois plutôt qu'à la spéculation, au respect de l'environnement, des personnes et des choix personnels. Un environnement propre, de l'eau propre et de l'air frais sont considérés comme des éléments fondamentaux des droits humains.

Cette nouvelle vague démocratique bouscule également la fausse démocratie en Russie et les deux régimes communistes restants au Vietnam et en Chine, où les deux partis communistes se sont transformés en deux classes d'exploiteurs, vivant séparés des masses en colère. De plus, les gouvernements chinois et vietnamien seront en grande difficulté car la politique économique basée sur l'exportation n'est plus adaptée à l'ordre économique de l'après-crise.

La caractéristique la plus marquante du monde actuel est que l'équilibre des forces a changé, les dictatures restantes ne sont plus une menace pour les pays

démocratiques. Elles sont toutes en retard en termes de science et de technologie, complètement dépourvues d'idéologie politique ; elles n'ont même pas une utopie pour tromper, elles sont inférieures aux pays démocratiques en termes de force militaire et leur poids économique est inférieur à 15% de l'économie mondiale. Le monde démocratique n'a plus besoin des dictatures et n'en a plus peur. Un changement important dans le contexte mondial est la métamorphose de l'ONU. La mission principale des Nations Unies depuis sa fondation était d'apaiser les tensions afin que la guerre froide ne devienne pas une véritable guerre. Cette mission est maintenant accomplie, l'ONU doit trouver une nouvelle mission pour continuer à avoir une raison d'exister. Après une période de tâtonnements, il est de plus en plus affirmé que la nouvelle mission est de promouvoir des valeurs universelles dont le cœur est les droits de l'homme et d'édifier un ordre démocratique. L'ère de la doctrine pragmatique en matière d'affaires étrangères – c'est-à-dire une cohabitation forcée et une coopération économique avec des régimes tyranniques pour sauver la paix – est révolue. De plus, à quelques exceptions près, les dictatures restantes sont fortement dépendantes du commerce extérieur et ne peuvent pas défier le monde démocratique. Elles vivent les derniers jours difficiles.

La quatrième vague démocratique continuera à se renforcer et elle ne sera achevée qu'après avoir mis fin aux derniers régimes à parti unique et conduit à la séparation entre la religion et la politique dans les pays islamiques.

Nous sommes face à une opportunité très favorable pour démocratiser le pays.

Cette quatrième vague démocratique imposera la démocratie à toutes les nations. Ensuite, chaque nation devra s'attaquer à deux problèmes : d'une part, identifier sa propre feuille de route pour comprendre ses propres défis et espoirs dans un monde globalisé ; d'autre part, évaluer continuellement sa propre démocratie pour l'améliorer, parce que la caractéristique de la démocratie, comprise comme mode d'organisation sociale, est la capacité et la nécessité de s'améliorer continuellement.

Parallèlement à cette vague démocratique, le monde achève une transformation majeure pour entrer dans une nouvelle ère. C'est une ère basée sur les valeurs qui ont fait la force des pays avancés : la paix, la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité, l'État de droit, le dialogue, la coopération, le profit, l'environnement et la solidarité. Les réalisations culturelles, artistiques, scientifiques, techniques et économiques déterminent la position et l'honneur (ou la honte) des nations, à condition qu'elles aient des institutions démocratiques stables et saines pour continuer à exister. L'éducation et la formation seront la nouvelle compétition mondiale et le front vital pour toutes les nations.

Pour l'instant, le leadership mondial appartient toujours principalement aux États-Unis et à l'Europe occidentale, mais la tendance multipolaire va se renforcer. Le Japon a réussi sa difficile transition, d'un Japon traditionnel utilisant la technologie moderne à un Japon véritablement moderne à tous égards ; le Japon a entamé une nouvelle ère de croissance saine et il jouera un rôle de plus en plus important. De nombreux pays, tels que la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie, la Corée du Sud, auront

une voix et un poids de plus en plus importants dans les grands problèmes du monde. Dans un avenir proche, une partie importante du rôle de leadership sera transférée à la région du Pacifique, dans laquelle la Chine et la Russie, si elles réussissent à se transformer en démocraties, joueront également un rôle important de premier plan. Les classements peuvent changer, les alliances vont changer aussi, mais les règles du jeu ne changeront pas parce que les valeurs de base ne changeront pas. Dans ce jeu, l'arme décisive est la créativité pour avoir des réalisations exceptionnelles. Mais la créativité ne naît et ne se développe qu'avec des personnes libres, dans des sociétés démocratiques. La prochaine course entre les nations sera la compétition pour organiser des espaces nationaux ayant, en même temps, le plus haut niveau de connaissance, de compétences, de liberté, de solidarité, de discipline, de dynamisme et de créativité. Les nations qui ne comprennent pas les règles de ce jeu, ou qui hésitent à s'adapter rapidement aux nouvelles valeurs, doivent s'attendre à un avenir très sombre.

2. Les États-Unis, la Chine et la région du Pacifique

La caractéristique la plus remarquable du monde d'aujourd'hui reste le rôle écrasant des États-Unis.

Bien que leur poids relatif ait diminué et continuera de décliner naturellement dans un monde où de plus en plus de nations se lèvent ou voient le moyen de s'élever, les États-Unis sont toujours une puissance supérieure dans tous les domaines, en particulier pour leur puissance militaire ; ils sont aussi la puissance la plus créative avec le plus grand potentiel pour aller de l'avant, de sorte que leur suprématie durera dans ce siècle. D'ici quelques décennies, il sera difficile de résoudre un problème international important sans l'accord des États-Unis. Les États-Unis sont donc un problème mondial, et chaque nation, volontairement ou non, a son problème américain. La bonne nouvelle, c'est qu'en plus de leur puissance inégalée, les États-Unis se sont également révélés être une grande puissance qui intègre activement les questions de démocratie et de droits de l'homme dans leur politique étrangère. Ce qui est inquiétant, c'est que les Américains sont moins intéressés par la compréhension du monde et qu'ils choisissent souvent leurs dirigeants et les grandes orientations sur des critères simplement internes, parfois sur des intérêts économiques à court terme. Cependant, leur pouvoir étant de plus en plus contesté dans un monde globalisé, les Américains se rendent progressivement compte qu'ils ne peuvent être en sécurité que dans un monde démocratique. Par conséquent, leur protection active des valeurs démocratiques et des droits de l'homme ne peut que s'accroître à partir de maintenant.

Mais, si le monde a son problème américain, les pays d'Asie du Sud-Est ont aussi leur problème chinois. Grâce aux échanges avec les pays démocratiques développés, la Chine s'est renforcée économiquement et, grâce à cela, a considérablement augmenté sa puissance militaire. Le problème inquiétant est que, bien que la Chine se soit renforcée, jusqu'à présent, la Chine est un régime totalitaire qui nie de manière flagrante les valeurs démocratiques et les droits de l'homme ; de plus, elle semble prête à utiliser sa puissance militaire pour une politique hégémonique

régionale. L'Asie est aujourd'hui la région du monde où les menaces de guerre sont les plus grandes à grande échelle. Le fait que la Chine ait à la fois augmenté sa puissance militaire et révélé certaines ambitions hégémoniques a inquiété le monde, en particulier les pays de la région Asie-Pacifique. L'inquiétude suscitée par la Chine a été à l'origine d'une course aux armements coûteuse et dangereuse dans la région, aggravant la situation.

Dans cette situation, le Vietnam, le pays qui a le plus de litiges avec la Chine, est également un pays qui n'a pas la capacité financière de rénover les armes et d'améliorer la capacité de combat de l'armée de l'air et de la force navale, les deux forces centrales de cette époque. Par conséquent, une politique de défense sage et obligatoire pour notre pays est un engagement ferme à la démocratisation pour s'intégrer pleinement dans le monde démocratique et être protégé par les pays démocratiques conformément au droit international, et en même temps, pour regagner la sympathie et la solidarité de deux pays voisins, le Cambodge et le Laos, qui sont soudoyés par la Chine dans sa stratégie d'encerclement et de contrôle du Vietnam. C'est aussi une condition pour que nous vivions en paix et amicalement avec la Chine.

Cependant, les perspectives d'avenir ne sont pas entièrement sombres. Le fait que, bien que la Chine ne soit pas encore un pays riche – la production par habitant est encore bien inférieure à la moyenne mondiale –, elle ait exceptionnellement augmenté ses dépenses militaires et ses actions provocatrices, crée une inquiétude mondiale à l'égard de la Chine, avec le risque de devenir un mouvement anti chinois ; cela oblige la Chine à se reconsidérer si elle ne veut pas être isolée. La création du Partenariat Trans Pacifique (PTP), qui inclut tous les pays de la région du Pacifique à l'exception de la Chine, reflète cette préoccupation. Il y a déjà des indications que la population chinoise et certains dirigeants ont commencé à prendre conscience du danger d'une politique d'hégémonie régionale que la Chine ne devrait pas et n'est pas en mesure de suivre. Nous avons des raisons d'espérer que la Chine changera d'orientation vers une politique plus bénéfique pour le monde et pour elle-même. Une autre raison est que le Japon, qui est plus fort que la Chine dans tous les domaines, renforce et affirme sa capacité et sa volonté de contribuer à la protection de l'ordre démocratique et du droit international dans la région.

Mais la plus grande préoccupation du monde (et la nôtre) est ce qui est peut-être sur le point de se passer en Chine. Le régime communiste chinois a choisi un modèle de croissance sauvage, sans tenir compte des personnes et de l'environnement ; il a accumulé suffisamment de contradictions pour une crise majeure. Ces dernières années, alors que le monde entier était en crise, la Chine a caché ses difficultés en augmentant le crédit et les dépenses publiques pour maintenir une croissance artificielle. Cette politique aventureuse peut retarder temporairement la crise, mais elle l'aggravera lorsqu'elle ne pourra plus être retardée. Les signes de la crise chinoise deviennent évidents et cette crise peut être très tragique et durer longtemps, peut-être même briser la Chine dans la violence. D'autre part, les aspirations à la démocratie ont progressivement mûri parmi le peuple chinois et il n'y a aucune garantie que la Chine survivra avec son territoire et sa population actuels après la transition obligatoire (qui ne peut pas être retardée) vers la démocratie, car l'unité

de la Chine n'a été maintenue que par la violence jusqu'à présent. Le monde n'a peut-être pas à s'inquiéter que la Chine déclenche la guerre pour résoudre des conflits internes dans des circonstances troublées. En raison de sa structure, comme le montre l'histoire, la Chine n'a fait preuve d'agression que lorsqu'elle était puissante, et non lorsqu'elle était en difficulté. Cependant, en raison de sa population, chaque tragédie de la Chine est aussi une tragédie pour le monde. Le Vietnam est plus vulnérable parce que nous sommes proches de la Chine et que nous dépendons de la Chine à bien des égards. De plus, nous sommes confrontés au risque d'une crise majeure.

Si la Chine est une source d'inquiétude, au contraire, le Japon devient de plus en plus une garantie. Le Japon a achevé une transformation difficile mais obligatoire, passant d'une société japonaise traditionnelle à une société japonaise véritablement avancée, en phase avec le mode de vie et les valeurs des pays occidentaux avancés. Cette transformation a embarrassé le Japon pendant près de trois décennies parce qu'il a dû revisiter l'ensemble du modèle social, de la structure de production aux relations travailleurs-entreprises, pour remplacer une économie basée sur l'effort, la production et l'exportation par une économie innovante et de qualité, de l'application des technologies modernes à l'invention de nouvelles technologies. Mais le Japon a réussi et c'est aujourd'hui une véritable démocratie, stable et confiante, sortie de la crise et un leader mondial dans les domaines de la culture, de la science et de la technologie. Le Japon est devenu de plus en plus affirmé et audacieux dans sa politique étrangère pour assumer le rôle d'un allié égal des États-Unis dans la région du Pacifique, apportant ainsi une contribution décisive à la démocratie, à la paix et à la coopération dans la région.

La nouvelle puissance japonaise consolide une tendance de plus en plus forte selon laquelle la région Asie-Pacifique progresse de façon déterminée vers la démocratie. La Corée du Sud et Taïwan, deux démocraties pionnières dans la région, sont devenues des pays avancés. Avec le virage du Myanmar, la démocratie devenant un consensus de l'ASEAN, le régime communiste vietnamien est en train de devenir le seul pays anti-démocratique du bloc et il sera rapidement isolé s'il ne s'adapte pas à temps.

De plus, il faut mentionner la forte montée en puissance de l'Inde, la démocratie la plus peuplée aujourd'hui et bientôt le pays le plus peuplé du monde. L'Inde renforce sa présence dans le monde et dans la région. Cette présence stimule une tendance démocratique et ne peut que bénéficier à la paix et à la coopération.

3. La mondialisation menace chaque nation

Le phénomène dont nous devons être correctement conscients est la dégradation mondiale du concept de nation. De nombreux pays sont fragmentés sans avoir été envahis, détruits dans le chaos, comme de nombreux pays africains, ou découpés en plus petits, comme la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Éthiopie. L'intégrité de nombreux pays démocratiques et prospères, tels que le Canada, la Grande-Bretagne et la Belgique, est plus ou moins menacée

Le concept de nation est attaqué de toutes parts. Par l'extérieur à cause des associations régionales qui promettent un espace de fonctionnement plus vaste que l'espace national, par l'intérieur par des communautés ethniques revendiquant l'autonomie, et à la fois de l'intérieur et de l'extérieur par des entreprises multinationales et un commerce incessant à une vitesse croissante. Les moyens modernes de transport et de communication ont également rétréci la terre et rapproché les gens.

La tendance dominante actuelle est la mondialisation. Le capital n'a plus de patrie. Les grandes entreprises cherchent des opportunités d'investissement à travers le monde et élaborent des plans de production, de marketing et de distribution à l'échelle mondiale. Dans un effort pour trouver un poids et une superficie d'activité plus importants, les entreprises fusionnent de plus en plus pour créer des corporations de grande envergure. De nombreuses corporations disposent d'actifs supérieurs à la somme des PNB de nombreux pays. Dans un monde pacifique, le pouvoir économique est déjà de lui-même le pouvoir le plus important, mais il peut également empiéter sur le pouvoir politique.

L'émergence de multinationales géantes constitue un défi croissant pour les nations et pour l'idée même de nation. Les règles commerciales sont rapidement convenues et appliquées dans le monde. Les droits de l'homme sont de plus en plus reconnus comme universels, considérés comme la première étape du droit international et placés au-dessus des lois des nations. Les réseaux de communication, en particulier Internet, permettent aux personnes éloignées de communiquer et de travailler directement les unes avec les autres. Une personne peut travailler pour une agence à l'autre bout de la terre. La distance est en train de disparaître. La présence virtuelle devient réelle et tout aussi efficace que la présence physique. Un citoyen peut résider de manière permanente à l'étranger et servir son pays de manière permanente et régulière comme une personne dans le pays d'origine. Un "monde virtuel" entier s'est formé avec une importance croissante. En ce moment, les échanges culturels, scientifiques, techniques, financiers et commerciaux dans ce monde virtuel, sur Internet, sont déjà très importants. Dans un avenir proche, ce monde virtuel submergera le monde réel, transformant le monde réel en l'une de ses manifestations.

Cette grande transformation – souhaitable par nature – fait de plus en plus de chacun une personne du monde avant d'être un citoyen d'un pays. L'idée de nation est relativisée. La nation n'est plus un but sacré mais elle doit être une condition pour bâtir le bonheur du peuple et de chaque individu. Dans le contexte du monde actuel et à venir, une nation qui n'est pas conçue comme un sentiment, un consensus, un projet commun et un espace de solidarité, ne durera pas longtemps. Un pays qui ne garantit pas la sécurité et la dignité, qui n'apporte pas du bien-être et de la fierté au peuple, se désintègrera sûrement ; il se désintègrera plus rapidement et tragiquement si la frontière nationale est considérée comme un mur pour décourager les valeurs progressistes et stipuler une zone d'opération sûre pour des juntes tyranniques. Dans cette nouvelle ère, nous devons être conscients que les juntes au pouvoir, manquant de culture et de vision, sont des désastres pour la survie des nations. Les dictatures tyranniques tuent les nations, plus elles sont mauvaises et

cruelles, plus elles tueront rapidement les nations.

4. Les alliances idéologiques sont remplacées par des partenariats de développement

L'effondrement du communisme a mis fin au débat idéologique. La démocratie et les droits de l'homme ont été reconnus comme des valeurs universelles que même les dictatures restantes ne font que réfuter maladroitement pour retarder plutôt que nier. Par conséquent, les alliances idéologiques n'ont plus de raison d'exister. Au lieu de cela, de plus en plus d'alliances de coopération ont émergé, notamment des associations régionales. Le monde est progressivement divisé en un certain nombre de grands ensembles géographiques dans lesquels les pays rivalisent les uns avec les autres, tout en s'appuyant mutuellement dans leur compétition contre le reste du monde. Au sein de ces ensembles, les frontières nationales, les barrières tarifaires sont de plus en plus floues, la circulation des personnes, des biens et des idées est de plus en plus facile. La frontière entre la diplomatie et le commerce extérieur est de plus en plus difficile à définir. Les pays recherchent des opportunités, basées sur des raisons géographiques, religieuses, linguistiques ou de production, pour établir des liens, créer des relations de coopération et former des alliances. Dans le monde d'aujourd'hui, l'isolement signifie la mort. Les pays qui ne souhaitent pas, ou ne peuvent pas rejoindre ou activer ces relations de coopération sont considérés comme désespérés, car ils sont marginalisés des activités d'un monde interdépendant. La règle du jeu commune de ces ensembles inclut de plus en plus le respect des valeurs démocratiques, telles que des lois justes et respectées, des syndicats indépendants, la non-ingérence de l'État dans la gouvernance des entreprises, la liberté d'information, la liberté de mouvement, la transparence, la concurrence loyale entre les entreprises. Automatiquement, ces associations imposent un ordre démocratique. Avec la faillite de la doctrine pragmatiste, la capacité à participer et à activer ces alliances coopératives dépendra de plus en plus du respect et de l'expression des valeurs universelles de l'humanité. Les régimes tyranniques restants seront de plus en plus isolés.

5. Les pays en développement et le nouveau contexte mondial

Le décollage ou la chute est le destin des nations arriérées. Les pays à la traîne qui ne comprennent pas cela disparaîtront sûrement. Décoller est vital mais c'est aussi un chemin plein d'épines et de pièges.

Nous pouvons prévoir qu'avant de se lancer dans la concurrence sous tous ses aspects, le monde traversera une période de transition assez longue au cours de laquelle, en général, les pays nouvellement développés produiront la plupart des biens, des gadgets et des produits semi-finis, tandis que les pays développés de haut niveau fourniront la majorité du capital, des services, des biens de haute qualité et des équipements de production. Par conséquent, pour les pays moins développés, dans quelques décennies, la concurrence la plus difficile sera celle entre eux. Cette concurrence sera très difficile pour les pays les moins développés, ou pour ceux qui ne s'adaptent pas très rapidement à la situation.

La première menace est la concurrence féroce pour les investissements qui peut transformer les pays pauvres en otages et victimes de grandes entreprises multinationales. Il y aura toujours des pays qui acceptent des conditions plus faciles pour attirer le capital d'investissement : bas salaires, conditions de travail difficiles et précaires, normes environnementales laxistes, etc.

La situation est plus difficile car les progrès en cascade et importants dans l'automatisation, la microélectronique et l'informatique entraînent une tendance croissante à l'automatisation, d'où le travail bon marché n'est plus un facteur unique suffisamment convaincant pour attirer les investissements ; les pays moins développés perdent une arme stratégique. De plus, après la crise récente qui a débuté en 2008 et qui n'est pas encore terminée, les pays riches et forts ont également fait des efforts pour, d'une part, garder les investissements dans leurs pays d'origine et, d'autre part, limiter les importations et maintenir l'équilibre commercial. Une politique stable, un gouvernement non corrompu, des personnes honnêtes, une société pacifique, un ordre garanti, des lois simples, de faibles taxes, des conditions géographiques favorables, un large marché de consommateurs, des ressources humaines qualifiées et efficaces sont les armes stratégiques nécessaires pour attirer les investissements internationaux. Ce sont généralement des facteurs que les pays en développement ont du mal à posséder. Dans de telles conditions difficiles, les sacrifices doivent être partagés de la manière la plus équitable possible, la nation doit être perçue par le peuple comme un sentiment, un espace de solidarité et un projet d'avenir partagé afin d'être acceptée. Sinon, l'élite qui a nécessité les investissements les plus coûteux dans l'éducation et la formation cherchera à s'installer dans des pays développés. Par conséquent, le préalable est d'avoir des dirigeants qui soient véritablement patriotes, talentueux, éthiques, dotés d'une grande connaissance et d'une vision, de profonds sentiments nationaux et capables de persuader les gens d'accepter les efforts nécessaires, c'est-à-dire meilleurs que les dirigeants des pays avancés. En revanche, le nouveau contexte mondial présente également des avantages dont les pays moins développés peuvent bénéficier.

Tout d'abord, les régimes dictatoriaux, qu'ils soient publics ou déguisés, ne seront plus tolérés en raison d'alliances idéologiques et seront renversés. Les peuples seront libérés, les énergies seront libérées, les nations seront gérées de manière plus appropriée, même après une période de tâtonnements.

Désormais, ils disposeront de l'arme principale qui a aidé de nombreuses nations à surpasser le reste du monde : la démocratie. L'élimination des régimes dictatoriaux est une énorme chance pour les pays moins développés. L'expérience a montré que toutes les dictatures sont toxiques. Sous le prétexte de donner la priorité au développement économique, de maintenir la discipline et l'ordre, les régimes dictatoriaux ne sont que des refuges pour la corruption et les abus de pouvoir, permettant à des gangs de voyous dégénérés de garder le contrôle sur les gens, empêchant tout progrès et ruinant les pays.

Éliminer les régimes tyranniques est désormais beaucoup plus facile qu'auparavant, mais c'est quelque chose que les nations moins avancées doivent réaliser rapidement dans cette lutte vitale.

Deuxièmement, l'économie devient la priorité absolue de chaque nation. La compétition féroce entre les pays riches et puissants, dans un monde où le classement change constamment, encourage les grandes entreprises et les pays développés à rechercher en permanence de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités d'investissement. Les pays moins développés, s'ils peuvent créer un contexte social stable, des conditions économiques favorables, s'ils ne sont pas condamnés et isolés, pourront trouver des sources de coopération très rentables.

Troisièmement, en raison des avancées dans les communications et le transport, d'une population croissante, le monde s'est rétréci et les nations sont devenues interdépendantes. Une nouvelle conscience est née, selon laquelle la terre est la patrie commune de toute l'humanité. Chaque nation ressent le besoin de vivre dans un monde sans menace. Plus les nations sont riches et développées, plus elles ressentent le besoin de garantir leurs acquis en contribuant à un monde pacifique et stable. Par conséquent, qu'ils le veuillent ou non, les pays riches et forts ne peuvent pas laisser d'autres pays vivre dans la pauvreté. Ce n'est pas seulement une obligation humanitaire, c'est aussi dû à une interdépendance intime. Un exemple concret est la question environnementale. Tchernobyl n'a pas été une catastrophe uniquement pour l'Ukraine. Les cheminées en Chine ne polluent pas seulement l'espace chinois, donc ce n'est pas seulement un problème pour la Chine, mais un problème pour le monde entier. La destruction des forêts amazoniennes n'est pas seulement un problème brésilien. La pollution des eaux d'un pays est un problème pour de nombreux pays. Un autre exemple est le mouvement migratoire des pays pauvres vers les pays riches, qui pose une série de problèmes difficiles pour les pays riches. Cette interdépendance oblige les pays développés à créer les conditions pour aider les pays moins avancés à obtenir des opportunités de développement. Cette assistance, même si elle provient d'abord des aspirations des pays développés à vivre dans un monde avec moins de dangers, est aussi une chance pour les pays moins avancés de se relever.

Quatrièmement, les exigences en matière de bonheur et de confort des pays développés augmentent rapidement, un peu plus vite que leur développement économique. Le nombre d'heures de travail diminue, les salaires augmentent, la proportion de personnes âgées et retraitées augmente ; les dépenses publiques consacrées à la société, à la culture, aux arts, à la santé et au confort vont augmenter, entraînant une hausse des impôts. Bien sûr, de nouvelles inventions apparaîtront constamment pour faire baisser les prix et améliorer la qualité, mais dans le monde médiatique d'aujourd'hui, si ces inventions apparaissent dans les pays développés, elles seront bientôt popularisées dans d'autres pays. En conséquence, les coûts de production, les marges bénéficiaires et les portions réinvesties du PIB sont généralement moins favorables dans les pays à niveaux de vie élevés que dans les pays en développement. Dans cette situation, les populations des pays moins développés, en raison d'une demande moins forte de confort et de consommation, seront en mesure d'accepter plus de sacrifices et d'efforts ; par conséquent, ils pourront concurrencer efficacement les pays développés, à condition que ces sacrifices et efforts soient équitablement répartis pour éviter les conflits.

III. **Le Vietnam face à un grand tournant dans l'histoire**

Notre pays est confronté à l'un des plus grands défis depuis sa fondation, mais en même temps, la perspective de se débarrasser du joug de la dictature et d'ouvrir l'ère de la démocratie est sans précédent.

1. **Les défis**

Dans un contexte international favorable, notre situation est tragique et l'avenir du Vietnam est très incertain.

Nous avons raté la phase de décollage. Lorsqu'un pays à la traîne commence à se lever grâce à son intégration dans l'économie mondiale, le succès ou l'échec dépend de sa capacité à créer une véritable classe d'entrepreneurs, honnêtes, compétents et audacieux. Le fait indéniable est que la soi-disant politique de 'renouveau', ouvrant l'économie mais restant politiquement fermée, n'a créé, dans une écrasante majorité, que des hommes d'affaires ayant des richesses falsifiées par la corruption et les affaires illicites. Nous perdons également l'avantage d'une population jeune ; la population en âge de travailler a stagné et a commencé à décliner.

Nous nous dirigeons vers l'isolement. Bien qu'en principe notre pays ait des relations normales avec tous les pays et est membre de l'ASEAN et de nombreuses associations régionales, le maintien obstiné d'une dictature totalitaire au nom d'une doctrine condamnée comme un crime, les violations flagrantes des droits de l'homme et des droits civils, la bureaucratie et la corruption, le rejet des réformes nécessaires, des manières grossières dans les affaires internationales, et une dépendance flagrante et excessive envers la Chine, mettent le Vietnam en danger d'un grand isolement s'il ne change pas de direction à temps. Le Vietnam est absent de presque tous les grands programmes de coopération et n'a qu'une présence négligeable sur les marchés internationaux importants.

Bien que le commerce extérieur du Vietnam ne soit pas significatif en termes de stature objective, il joue un rôle prépondérant dans l'économie nationale, représentant presque le double de notre PIB, nous rendant donc fortement dépendants du contexte mondial. Les investissements ont fortement prospéré après que le Vietnam a rejoint l'Organisation mondiale du commerce (OMC), créant la confiance dans une intégration honnête dans le monde, mais peu après cela, ils ont chuté continuellement – en raison de la répression accrue et de la corruption qui déçoivent les investisseurs – tandis que d'autres pays prennent constamment toute initiative pour attirer le capital international, sur la base de leurs avantages existants. Nous avons perdu une grande opportunité et sommes au bord d'une crise grave.

L'industrie qui a été mal gérée est également sujette à la concurrence illicite des marchandises importées frauduleusement sur le plan fiscal, principalement en provenance de Chine. La plupart des équipements de production sont obsolètes, y

compris l'équipement récemment acheté par des fonctionnaires corrompus. Les entreprises d'État, qui sont considérées comme les principaux moteurs de l'activité économique et qui reçoivent la majorité des investissements, sont également malades ; la plupart d'entre elles sont contrôlées par des dirigeants à la fois incompetents et malhonnêtes, nommés sur des critères de parti, de corruption et de partage.

Nous accusons un retard dramatique tant en quantité qu'en qualité. Notre production annuelle moyenne par habitant aujourd'hui, en 2015, n'est qu'environ 1500 USD, ce qui représente 15 %, ou un septième de la moyenne mondiale.

De plus, la richesse nationale est répartie de manière extrêmement injuste, la plupart de notre peuple vit dans une pauvreté extrême. Le faible revenu national et l'irresponsabilité ont conduit les autorités à abandonner l'éducation, les infrastructures, les équipements de production et même les préoccupations minimales en matière d'hygiène et de santé pour le peuple. L'éducation et la formation, trop déprimées, sont entièrement incapables de préparer la jeunesse à la concurrence mondiale. La situation de la grande majorité des hôpitaux vietnamiens est une honte et un crime.

Nous devons nous tourner vers la vérité et reconnaître une situation douloureuse : nous sommes un pays perdu et enlisé. Bien que nous soyons le 13ème pays le plus peuplé du monde, nous n'avons aucun accomplissement scientifique ou technique, aucune invention, aucune entreprise de stature internationale, aucune œuvre littéraire ou artistique, même aucun accomplissement sportif connu du monde. Nous sommes maintenant un pays négligeable. Les Vietnamiens ne sont pas seulement pauvres, nous n'avons aucune raison d'être fiers. Et nous sommes également l'une des dernières nations du monde encore soumise au joug totalitaire et au déni des droits humains fondamentaux, tels que la liberté d'expression, la liberté d'association, la liberté de voter et de se présenter aux élections, même la liberté de posséder des terres. Des millions de personnes sont injustement dépouillées de leur terre et languissent avec ressentiment.

Notre matériau social a été déchiré par les guerres civiles prolongées et catastrophiques, l'intolérance et la haine que ces guerres ont produites, les politiques discriminatoires du parti communiste pendant une longue période, l'écart évident entre les riches et les pauvres et la méfiance générale des gens envers les valeurs fondamentales de toute société; il est encore plus en lambeaux en raison de l'impuissance ressentie face à un gouvernement brutal agissant comme une force d'occupation.

En même temps, la ressource la plus précieuse de la nation, ses habitants, est également dramatiquement dégradée. La santé des gens est affectée par le manque de nutrition, de médicaments et de soins. Les maladies infectieuses dangereuses se propagent de façon alarmante sans mesures préventives. Les adolescents quittent massivement l'école. L'intellect national est sérieusement réduit avec la dégradation dramatique du système éducatif. La toxicomanie, la prostitution et le vol sont en

hausse. La vie difficile dans une société dépravée éloigne de plus en plus les gens des valeurs essentielles de chaque pays : moralité, honnêteté, véracité, travail acharné, discipline, etc. Les mensonges et les arnaques deviennent le fondement des relations sociales.

Dans une situation aussi désespérée, trois dangers particulièrement graves et urgents se dégagent.

Tout d'abord, il y a la corruption. Tant la population que les autorités s'accordent à dire que la corruption est une calamité nationale et un envahisseur intérieur dévastant le pays, mais peut-être ne sommes-nous pas pleinement conscients de sa toxicité et la société a tendance à accepter de vivre avec elle comme un destin. Elle devient une règle du jeu et une institution. Mais la corruption ne doit pas être tolérée. Elle gâche tout. Elle place des personnes indignes dans des positions importantes, remet de grands projets à des groupes d'intérêts frauduleux. Elle enfreint les règles du marché, transforme les gens en voyous et fait des relations sociales une compétition de tricherie. Elle élimine la connaissance, la recherche et la créativité. Elle rend tous les projets et plans publics et privés insensés et inutiles. Elle nuit à la fois à l'environnement et à l'infrastructure en cachant la pollution et en permettant des travaux de construction et d'entretien insidieux. Un exemple est le projet de bauxite dans les Hauts plateaux du Centre et la décision de construire massivement des centrales nucléaires ; les deux projets sont non rentables et, de plus, ils menacent la vie du pays, mais ils sont tout de même imposés en raison du grand bénéfice pour des dirigeants corrompus. Un autre exemple est la détérioration rapide du système routier et des ponts, bien qu'ils aient été récemment construits. Cela menace même la sécurité nationale car, si l'argent peut tout acheter, il n'est pas surprenant que de nombreux hauts fonctionnaires de l'appareil d'État soient en fait des infiltrés de l'étranger. À son niveau actuel, la corruption ruine le pays, et en même temps, elle menace la sécurité et la souveraineté, et rend le concept de nation absurde. Si cela n'est pas arrêté, cela détruira rapidement le pays.

La deuxième menace sérieuse est l'environnement. Au cours des dernières décennies, nous avons été témoins d'une tragédie extrêmement grave dans notre histoire : la destruction rapide des fondements mêmes du pays. Les arbres sont abattus, les plages, les rivières et les voies navigables sont fortement polluées, la terre devient stérile, les inondations sont suivies de sécheresses. L'eau n'est plus potable, l'air est irrespirable. Sans parler des tas de déchets malodorants, des égouts bouchés. Les citoyens doivent porter des masques dans la rue et deviennent étrangers les uns aux autres. La pollution a atteint un niveau de dévastation sanitaire causant des tragédies pour tout le monde, surtout pour les pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population. Elle a également un coût élevé pour la santé, réduit la productivité du travail et peut éloigner les touristes, et amener le monde à boycotter notre nourriture. C'est une terrible catastrophe à arrêter immédiatement. Avec une densité de population d'un millier de personnes par kilomètre carré de terre habitable, nous n'avons d'autre choix que de faire d'un environnement propre une priorité nationale. Le pays est avant tout une terre et de l'eau ; si le pays est stérile et si pollué que nous ne pouvons plus y vivre, alors il n'y a plus rien à se dire.

Le pays n'a pas seulement été détruit, mais il a aussi été vendu, de nombreuses terres de valeur économique stratégique sont entre les mains d'étrangers, de nombreuses forêts de tête de bassin ont été louées à long terme et en fait sont contrôlées par un pays étranger.

La troisième menace sérieuse, qui est en même temps une honte nationale, est une dépendance excessive à la Chine. Actuellement, nous n'avons plus de souveraineté. La déclaration conjointe Vietnam-Chine du 21 juin 2013 montre que le gouvernement communiste a signé de nombreux accords tacites qui placent le Vietnam sous le contrôle de la Chine, tels que l'acceptation de l'exploration conjointe de pétrole et de gaz (en fait, permettant à la Chine d'explorer le pétrole et le gaz dans la zone économique exclusive du Vietnam), permettant à la Chine de former des officiers militaires et de police vietnamiens. Encore plus grave est l'engagement de consulter la Chine - c'est-à-dire de recevoir des instructions de la Chine - en matière de relations étrangères. Le Vietnam n'est plus souverain. Cela est inacceptable pour le peuple vietnamien.

Cette dépendance n'est pas seulement honteuse, mais aussi dangereuse. Les Chinois, depuis des temps anciens, considèrent toujours les nations voisines, y compris le Vietnam, avec les yeux des aînés ; ils considèrent le Vietnam comme un pays dépendant. Avec la culture des paysans en quête de terres, leur politique traditionnelle envers les pays voisins est la fusion, par la violence ou par l'émigration. Accepter la dépendance chinoise signifie accepter d'être fusionné, ce pour quoi nos ancêtres ont lutté pendant des milliers d'années et versé tant de sang pour préserver le pays.

S'échapper de la Chine est aussi une condition obligatoire pour notre pays pour s'élever. Nous devons nous débarrasser de la culture confucéenne, une culture d'esclavage et d'aliénation intellectuelle que nous avons partagée pendant des milliers d'années avec le peuple chinois et que le gouvernement chinois essaie de réhabiliter. Nous avons beaucoup à apprendre du monde, mais nous ne pouvons apprendre tout cela correctement, en profondeur et rapidement qu'avec d'autres nations. La Chine est comme nous, mais plus développée que nous ; ils ont tout ce que nous pouvons produire, mais en plus grande quantité et moins cher. C'est pourquoi le Vietnam devient maintenant, sous de nombreux aspects, un port d'exportation de marchandises chinoises portant l'étiquette 'Fabriqué au Vietnam', aggravant de plus en plus le déficit commercial avec la Chine.

Enfin, la Chine devient de plus en plus isolée. La dépendance à la Chine signifie risquer de se retrouver isolé avec la Chine ; il nous sera très difficile de rejoindre le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) et nous risquons d'être isolés au sein de l'ASEAN. Le monde reconnaît de plus en plus la Chine comme une menace qui doit être arrêtée. Cette politique d'endiguement provoquera probablement un déclin de la Chine car l'économie chinoise est fortement dépendante du commerce extérieur. D'autre part, la croissance économique est la seule justification du régime de Pékin, un ralentissement économique signifie également que le régime fléchira. Que cela plaise ou non, il ne sera plus possible de compter sur la Chine.

En général, le pays est en grand danger ; mais le gouvernement, au lieu de mettre tous ses efforts pour sauver le pays, n'a pour seul objectif que de conserver le pouvoir à tout prix, au nom d'une doctrine condamnée par le monde comme un crime et considérée par le peuple vietnamien comme la cause de la tragédie actuelle. L'État communiste a échoué de toutes les manières et dans tous les aspects, mais il continue à régner comme une provocation envers le peuple ; de plus, il affirme sa détermination à maintenir le monopole politique indéfiniment. L'insolence a culminé avec la constitution de 2013, qui précise que les forces armées doivent être absolument loyales au parti communiste vietnamien, même avant l'État vietnamien. Le régime communiste est donc une provocation quotidienne pour le peuple et un désastre. Le désastre a duré si longtemps que le peuple, impuissant et dégoûté, non seulement hait le gouvernement, mais a aussi progressivement perdu confiance en son pays. Chaque personne se débat pour trouver des réponses personnelles à des problèmes personnels. Le rêve de nombreux Vietnamiens aujourd'hui est de quitter le Vietnam et de devenir citoyen d'un autre pays. L'État a progressivement perdu son monopole sur la violence au profit des gangs de malfaiteurs et d'une société hors la loi, et il a de plus en plus perdu son monopole sur la collecte des impôts en raison de la contrebande et de la corruption. Nous progressons vers une dissolution nationale. Nous devons sonner l'alarme. Si cet élan se poursuit, l'idée de nation perdra son contenu, des intentions séparatistes et d'autonomie émergeront et grandiront, les forces étrangères seront de plus en plus enclines à nous renverser, dans un monde où le concept de nation est remis en question. La survie du pays lui-même est de plus en plus incertaine.

Le danger de la perte du pays n'a jamais été aussi grand. Cela peut être dû à la perte de souveraineté, à la perte d'identité nationale et surtout à une adaptation lente à un monde en rapide changement. Le scénario de la perte est celui de l'infériorité, du manque à la fois de souveraineté et de droits humains, qui fait que l'idée du Vietnam perd progressivement son sens et devient ennuyeuse ; la volonté et la fierté d'être Vietnamiens disparaissent peu à peu, le pays se dissout dans les cœurs avant sa réelle dissolution.

2. Perspectives

Notre pays est en danger, mais pas désespéré. La démocratie est proche et nous disposons encore des fondations nécessaires pour relancer notre pays une fois devenu démocratique.

Nous disposons d'une langue homogène dans tout le pays, facile à apprendre et suffisamment complète pour transmettre toutes les connaissances culturelles, scientifiques et techniques. Et nous ne sommes pas englués dans une religion écrasante.

Notre population est relativement nombreuse, près de 100 millions d'habitants, ce qui la place au 13e rang mondial. Cette forte population constitue un obstacle majeur à l'amélioration du niveau de vie, mais elle constitue également un atout, compte tenu de la situation géographique privilégiée de notre pays et du caractère

naturellement travailleur des Vietnamiens, supérieur à la moyenne. Par le passé, nous avons démontré notre capacité à maîtriser rapidement les sciences et technologies les plus récentes ; de nombreux étudiants vietnamiens ont réussi de nombreux concours difficiles dans tous les pays ; les travailleurs vietnamiens apprennent vite et sont appréciés. Les Vietnamiens émigrés ont également fait preuve d'une excellente capacité d'adaptation à des conditions de vie totalement nouvelles. Nous pouvons dire que nous sommes un peuple plutôt intelligent. Un tel capital, même s'il est érodé – et même s'il a décliné – ne peut disparaître en une ou deux générations. Si une organisation sociale rationnelle est trouvée, le peuple vietnamien pourra se relever. Et une fois que le Vietnam se sera relevé, nous disposerons d'une ressource humaine puissante. Dans notre effort d'essor, une fois que le pays aura mis en place une démocratie rationnelle, nous pourrons également exploiter le formidable potentiel de millions de jeunes diplômés des universités et des grandes écoles, mais qui n'ont pas encore eu l'occasion de contribuer. Bien que la population jeune ne soit plus un avantage du Vietnam, les ressources humaines jeunes et formées sont encore abondantes.

Tout au long de leur histoire difficile, les Vietnamiens ont exprimé leur désir sincère de défendre leur pays, de vivre ensemble et de partager un avenir commun. Malgré son déclin dû à la déception et à la frustration, leur patriotisme peut encore être restauré. Ils ont fait preuve d'une vitalité extraordinaire et ont surmonté de nombreux défis difficiles. Nous avons encore la force de surmonter les défis actuels et de nous relever si nous nous ressaisissons à temps.

Nous bénéficions d'une géographie favorable. Bien que notre territoire soit étroit, il est fertile ; notre agriculture, bien gérée, permettra non seulement de nourrir la population, mais aussi d'exporter. Notre littoral est long et magnifique, notre pays est proche de nombreux axes routiers importants, au cœur d'une région en plein développement, qui a toutes les chances de devenir un pôle économique stratégique majeur à l'échelle mondiale. Nous possédons le potentiel d'un grand pays pour le tourisme, l'industrie et le commerce. La vague de démocratie qui s'installe dans le monde, y compris dans les pays d'Asie du Sud-Est, constitue également un nouvel élément positif, créant un environnement de plus en plus sain et civilisé, un facteur d'encouragement pour les Vietnamiens.

Nous vivons un changement de mentalité plein d'espoir. Les guerres acharnées, destructrices pour le pays, ont fait prendre conscience aux Vietnamiens des effets néfastes de la violence. Nous sommes parvenus à un consensus : la paix est la plus précieuse de toutes les valeurs et la guerre civile, le plus grand désastre. L'expérience de dictatures successives et mensongères nous a également donné une foi profonde en la liberté et la démocratie. Nous avons également mis fin à nos débats sur le modèle économique pour affirmer que seule une économie de marché fondée sur la concurrence et l'initiative individuelle peut réussir. Notre indignation commune face à un gouvernement cupide nous a fait oublier les conflits passés et comprendre la nécessité de la réconciliation et de l'unité pour se débarrasser de la tyrannie, résoudre les problèmes communs et construire un avenir commun. Nous avons également compris, dans notre esprit, notre cœur, notre chair et notre peau, les conséquences tragiques de la haine et de la division. Sur de nombreux points

fondamentaux, l'intelligence vietnamienne a été libérée.

La principale raison pour laquelle nous sommes si confiants est que la plupart des problèmes, y compris les plus graves, n'ont pas de raison d'exister. Ils sont tous imputables au régime communiste et trouveront donc une solution rapide une fois celui-ci terminé.

Notre problème principal est donc la fin de ce régime. Mais même les paramètres de ce problème épineux ont changé.

Le Parti communiste est divisé. Il n'a plus d'idéal commun pour fédérer ses membres. De plus, la corruption, l'incompétence et l'immoralité suscitent jalousie et mépris au sein du parti, même au plus haut niveau. Le Politburo n'exerce plus la direction suprême en raison de conflits avec le Comité central, une institution non permanente qui détient l'autorité ultime pour nommer et punir les dirigeants à tous les niveaux. Le Parti communiste n'est qu'une fiction. Le régime, tel un navire sans équipage, se transforme d'une dictature de parti en dictature individuelle. Cette transformation s'opère dans des conditions très difficiles : le parti est polarisé, haï par le peuple et dépourvu de personnalité charismatique. Cette situation ne peut que le mener à l'effondrement. Dans l'histoire asiatique, deux raisons principales conduisent souvent à l'effondrement des régimes. Premièrement, avant d'entrer en contact avec l'Occident, la classe dirigeante a commis des excès de pillage, notamment en spoliant les terres du peuple ; deuxièmement, après avoir interagi avec l'Occident, le régime s'est obstiné à poursuivre une idéologie dépassée. Le régime communiste vietnamien possède ces deux éléments. Il ne peut survivre.

Ce régime a perduré jusqu'à présent pour deux raisons :

La première est la doctrine pragmatique que les puissances, en particulier les États-Unis, ont poursuivie pendant près de vingt ans depuis le milieu des années 1990 ; elle a nourri les dictatures subsistantes, notamment en Chine et au Vietnam. Mais cette doctrine pragmatique a fait faillite et est rejetée, les valeurs démocratiques et les droits de l'homme ayant acquis une priorité méritée.

La deuxième, et la principale, est que les intellectuels vietnamiens n'ont pas assumé leurs fonctions et responsabilités pour guider les masses. En raison de leur héritage culturel et historique, ils n'ont pas eu le cœur à souffrir, l'intelligence pour savoir, le courage de se battre, ou ont pris trop au sérieux les situations et les avantages. Mais l'ancienne classe intellectuelle a disparu, une nouvelle classe intellectuelle a émergé, comprenant une catégorie d'intellectuels qui n'existait pas dans l'histoire vietnamienne : les intellectuels politiques. Ces jeunes sont plus instruits que leurs aînés et ne se font aucune illusion sur la doctrine et le régime communistes. Ils ne cherchent plus à réformer le régime, ils ont compris qu'il doit prendre fin. Ils osent agir, décident d'agir et savent comment faire ; ils découvrent qu'ils doivent travailler ensemble, en équipe ; ils ont compris que la lutte politique n'est jamais une lutte individuelle, mais toujours une lutte organisée. Le pays est sur le point de changer, car il a changé de peau.

Jusqu'à présent, une caractéristique commune des dictatures tyranniques est qu'elles semblent souvent très solides jusqu'à l'effondrement soudain. En effet, leur obstination et leur brutalité nécessitent un point de rupture, où les changements quantitatifs se sont accumulés suffisamment pour engendrer un changement qualitatif. Ce point de rupture approche, grâce à la nouvelle vague démocratique, au nombre croissant de nouveaux intellectuels politiques et à une prise de conscience de plus en plus nette, notamment au sein de la police et de l'armée, que le régime ne peut plus durer ; il faut contribuer au processus démocratique plutôt que de l'entraver, et être l'acteur plutôt que la victime d'une transformation nécessaire, obligatoire et imminente. L'ère de la démocratie pourrait être très proche.

Surtout si les démocrates savent gagner la confiance et la participation du peuple, avec un sentiment pur et généreux, des méthodes de combat rationnelles et un projet juste pour reconstruire et promouvoir le pays.

IV. Les fondements intellectuels pour l'ère de la démocratie

L'époque des doctrines et des idéologies est révolue. Dorénavant, il n'existe aucune vérité qui ne puisse être remise en question. Néanmoins, à chaque étape, un rassemblement politique doit encore s'accorder sur quelques évaluations fondamentales.

Au milieu des changements incessants qui nécessitent des politiques et des mesures diverses et complexes pour s'adapter à la situation, chacun doit maîtriser les choix fondamentaux, c'est-à-dire quelque chose qui ne change pas, et expliquer le pourquoi des mesures et des politiques. C'est la condition pour que le pays ne perde pas sa direction et pour que les citoyens comprennent et contribuent de manière consciente aux activités nationales. Nous avons une grande population et nous devons faire face à de nombreux problèmes graves, épineux et urgents ; notre travail est certainement très compliqué. C'est cette complexité qui oblige les organisations politiques à faire des choix de direction, entendus dans un sens qui n'est ni une doctrine ni une idéologie ; ce ne sont pas des théories très complexes, ce sont des idées simples considérées comme justes et qui constituent les fondements des politiques et des mesures sur une période assez longue.

Le consensus de base du Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme se compose des cinq points suivants : le pays doit être conçu comme un sentiment, un espace de solidarité et un avenir partagé ; l'institution politique pour le Vietnam est la démocratie pluraliste ; l'esprit directeur dans l'effort de reconstruction du pays est la réconciliation nationale ; l'organisation de la société vietnamienne doit réellement exprimer les valeurs progressistes ; le développement économique doit être basé sur l'économie de marché et les initiatives individuelles.

1. La nation : un espace de solidarité et un projet d'avenir commun

Le Vietnam s'est formé depuis des milliers d'années et a plus de deux mille ans d'histoire. Cependant, comme tous les autres pays, nous n'avons connu que récemment le concept d'État-nation, compris comme une entité appartenant à chacun. La raison en est que le concept de nation est un concept très récent, né avec la démocratie.

Jusqu'à ce que le concept de démocratie voie le jour, les royaumes n'appartenaient qu'aux rois. Le territoire ainsi que les peuples appartenaient au roi et étaient placés sous sa décision exclusive et absolue. La terre et les gens peuvent changer de propriétaires de manière arbitraire en fonction des transmissions entre les rois. Dans ce contexte, il ne peut y avoir de vraies nations. L'attachement naturel à la terre des ancêtres et aux personnes connues n'est pas encore l'esprit national ou le patriotisme. Les gens n'ont aucune autorité dans le pays, donc ils n'ont aucune responsabilité envers le pays. L'idée de démocratie a transformé les royaumes en États-nations et a été la pierre angulaire d'un État, ou d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

A la différence des royaumes qui se sont progressivement formés au fil du temps, l'État-nation est une entité constituée d'un territoire, d'un gouvernement, d'un patrimoine culturel historique et d'un peuple ayant des droits égaux attaché à ce territoire, acceptant ce gouvernement, partageant ce patrimoine historique et culturel, et surtout, acceptant de construire et de partager un avenir commun. L'État-nation est au-dessus de tous et commun à tous.

Avec le concept de nation en tant qu'entité appartenant à tous et à chacun, un sentiment de communauté est né, où chaque personne ne peut pas résoudre complètement ses problèmes seule ; au contraire, le succès ou l'échec de chaque individu dépend également d'une nation qu'il/elle a désormais le devoir, le bénéfice et l'autorité de protéger et de promouvoir. Cette conscience communautaire crée à son tour le patriotisme, un amour pour ses proches, ses coéquipiers et ses camarades de combat. Ce patriotisme ne doit pas être confondu avec l'esprit xénophobe d'un nationalisme étroit.

L'État démocratique, fondé sur l'idée de nation, a été le plus grand progrès de l'humanité aux 17^e et 18^e siècles. Ces États-nations, parce qu'ils étaient organisés pour encourager et accepter le soutien libre et volontaire de tous leurs peuples, ont libéré la vitalité, les idées et les initiatives de l'ensemble du peuple, promu tous les progrès scientifiques, technologiques, philosophiques, culturels et artistiques et ont fait que les pays occidentaux ont dépassé de loin le reste du monde. La raison profonde pour laquelle les pays occidentaux ont soudainement gagné en force est la découverte du concept de nation.

Plus chanceux que de nombreux autres groupes ethniques, le peuple vietnamien a une longue et stable tradition de vie en commun grâce à des conditions

géographiques particulières. Notre terre historique, le nord du Vietnam, est entourée et protégée par des falaises épaisses au nord et à l'ouest, adossée à la mer à l'est. Grâce à cette isolation, nos frontières et notre structure humaine n'ont pas beaucoup changé au fil des siècles. Par conséquent, le sens de la communauté et l'attachement à la terre ancestrale étaient très forts ; ils constituaient les fondements d'une forte conscience nationale. Mais en raison du manque de pensée politique, nous n'avons compris que récemment l'idée de nation, en tant qu'entité appartenant à tout le peuple. Nous n'avons compris l'idée de nation qu'au moment d'être dominés par des étrangers. Depuis lors, nous avons continuellement enduré des guerres – principalement des guerres civiles – et des régimes dictatoriaux. Nous n'avons jamais eu de démocratie, l'élément fondamental de l'État et de la nation, donc nous n'avons pas encore construit une véritable nation et n'avons pas mobilisé le véritable pouvoir du peuple.

Si les États-nations ont été à l'origine du pouvoir et de la prospérité des pays européens et américains, leur absence explique l'infériorité et la souffrance de nombreux pays, y compris le nôtre.

Les états-nations sont forts et apportent de grands avantages parce qu'ils ont été conçus correctement. La nation appartient à tous et est au-dessus de tous. L'État, ou le gouvernement, n'a que la mission de servir la nation, il doit donc être en son sein et en dessous d'elle. L'État n'est pas le but final, c'est seulement un outil ; par conséquent, il doit seulement être construit et maintenu au niveau requis. La nation est le but final, la nation signifie avant tout la collectivité de citoyens libres et égaux.

L'État n'a pas d'intérêts propres, mais seulement les intérêts de la nation, tandis que les intérêts de la nation sont déterminés par l'ensemble du peuple après un juste récapitulatif des opinions personnelles exprimées librement. Fondamentalement, l'État-nation est l'instrument pour matérialiser le consensus sur la construction d'un avenir partagé de personnes libres. C'est pourquoi cet État, d'une part, encourage la contribution de chacun et, d'autre part, veille à ce que les gens maximisent leurs capacités et leur contribution au bien commun.

Nous, comme beaucoup d'autres nations malchanceuses, avons été inférieurs parce que nous n'avons pas de tels États. En revanche, jusqu'à présent, nous n'avons qu'un État appartenant à une junte dirigeante au lieu d'appartenir à tout le monde. Ces États ont leurs propres intérêts et ne connaissent que leurs propres intérêts, donc leur seule préoccupation est de conserver le pouvoir à tout prix, même s'ils causent de grandes pertes au peuple. Ces États dominant au lieu de servir la nation, ils traitent les gens comme des objets à contrôler et à utiliser au lieu de protéger et de servir.

Nous faisons actuellement face à une situation particulièrement grave car nous n'avons pas encore construit une véritable nation alors que le concept de nation est en train d'être révisé et dépassé. Ainsi, nous devons à la fois, rapidement construire une véritable nation et être à l'heure pour l'avenir, c'est-à-dire construire la nation vietnamienne dans le sens où elle doit être.

En raison de l'explosion des moyens de transport et de communication, ainsi que des échanges intensifs et de l'expansion des nouvelles idées, les poids relatifs des éléments structurels traditionnels de l'esprit national ont changé.

Le sentiment de sécurité dans la proximité, la peur de l'étrange et des étrangers, les liens du sang, les attachements à l'histoire et à la culture traditionnelles, l'attachement à une terre familière, le confort dans le contact avec des personnes partageant les mêmes habitudes et modes de vie, etc., tout cela devient de plus en plus insignifiant dans un monde qui permet des échanges directs et immédiats, y compris le travail ensemble, entre des personnes aux antipodes, dans lequel les gens se déplacent et interagissent régulièrement, et reçoivent quotidiennement diverses informations, images et opinions. La terre est désormais la petite patrie de toute l'humanité et le bonheur personnel est devenu la valeur suprême. Les sentiments traditionnels qui ont contribué à l'esprit national révèlent de plus en plus leur conservatisme et leur étroitesse.

D'autre part, le rôle et la place de la nation sont également attaqués de tous côtés. De l'extérieur, avec les associations régionales créant un espace d'opération plus vaste ; de l'intérieur, en raison des exigences des individus et des communautés ethniques ; et à la fois de l'intérieur et de l'extérieur en raison de l'expansion rapide des entreprises multinationales dont le rôle et le poids augmentent.

Dans ce contexte, les raisons qui lient les gens au pays doivent, bien sûr, changer et en fait, ont changé. Les gens ne sont liés au pays que pour au moins l'une des trois raisons suivantes : parce que le pays garantit une protection et un bénéfice spéciaux, parce qu'il offre une source de fierté, ou tout simplement parce que le pays leur appartient.

Dans les éléments qui composent une nation, le territoire n'a plus de valeur absolue ; on peut aimer son pays et contribuer où que l'on vive. Le patrimoine historique, culturel et linguistique a également diminué en importance. Le gouvernement n'est pas non plus important. L'idée d'une patrie sacrée à laquelle chacun doit se soumettre, honorer et servir sans condition est encore plus obsolète. Les éléments restants, le peuple et un projet commun pour l'avenir, prennent de plus en plus d'importance.

Ainsi, une nation ne peut exister que si elle est perçue, non pas comme une race ou un passé, mais comme un espace de solidarité entre des personnes qui se comprennent, se valorisent et coopèrent pour construire et partager un avenir commun. Une telle nation est avant tout une société civile avec sa mémoire, ses problèmes à résoudre et ses projets d'avenir. L'État est à l'intérieur et en dessous de la nation avec la mission de servir la nation, jouant ainsi le rôle de servir, et non de contrôler, la société civile.

Un tel pays a encore la capacité de lier les Vietnamiens les uns aux autres et est toujours essentiel pour tout le monde ; c'est aussi un environnement favorable à la coopération. Ce pays profitera à tout le monde car il sera un environnement de

développement naturel pour chaque personne. Ce pays sera une source de soutien pour nous tous afin de construire nos vies, et en même temps, de construire ensemble une fierté partagée et d'augmenter le bien-être commun. Ce pays sera aussi un soutien sentimental pour que chaque personne soit pleinement heureuse. Il doit appartenir à tout le monde et non à un pouvoir ou à un parti particulier.

C'est le point de vue du Rassemblement pour la démocratie et le pluralisme sur le Vietnam. Le Rassemblement pour la démocratie et le pluralisme considère que seul un tel concept de nation peut donner au peuple vietnamien la raison d'aimer son pays et de le construire ensemble, c'est-à-dire permettre au Vietnam d'exister et de s'élever.

2. **Démocratie pluraliste**

Afin de sortir de l'impasse actuelle et de s'intégrer dans le monde progressiste, encourager efficacement toutes les énergies nationales pour trouver une place digne dans la communauté internationale, le Vietnam n'a pas d'autre option politique qu'une institution démocratique et pluraliste.

La démocratie pluraliste n'est pas seulement un choix évident pour le Vietnam, mais aussi une direction inévitable de l'humanité progressiste.

Le débat le plus difficile du vingtième siècle était le débat sur la démocratie. Des dizaines de millions de personnes à travers le monde sont mortes à cause des conflits engendrés par cette controverse. La question centrale est de savoir comment les gens décident du destin du pays, et de nombreuses formules ont été conçues et testées.

Ce débat est désormais terminé. Le marxisme-léninisme et le modèle de 'démocratie socialiste' qu'il proposait se sont complètement effondrés. Les régimes communistes restants ne sont guère que de purs régimes tyranniques. Le modèle démocratique basé sur la liberté personnelle a gagné théoriquement et a également remporté la victoire dans la pratique. Le nombre de pays démocratiques est impressionnant et augmente rapidement.

Beaucoup disent que la démocratie de style occidental, que la plupart des nations du monde ont acceptée comme vérité, est naturellement pluraliste. Cela est en partie vrai, mais le terme 'démocratie pluraliste' a son importance, surtout pour le peuple vietnamien en cette période actuelle. Il désigne un esprit, une attitude et un idéal. C'est un esprit de générosité et de tolérance, de respect pour chacun et chaque opinion. Cette attitude réfute franchement toutes les formes de dictature totalitaire, y compris, et surtout, la 'démocratie' trompeuse connue sous le nom de 'démocratie centralisée' ou 'démocratie socialiste' qui réserve une position unique à une doctrine et à un groupe au pouvoir. Cet idéal est de construire un pays - le Vietnam - avec une place digne et égale pour tous.

Le multipartisme n'est pas encore du pluralisme si toutes les tendances ne sont pas reconnues à égalité. À ses époques les plus autoritaires et dogmatiques, le régime communiste vietnamien avait parfois trois ou quatre partis, mais ce n'était pas pluraliste pour autant. Le multipartisme n'est qu'un élément nécessaire, mais pas suffisant, du pluralisme. Le pluralisme est un esprit, tandis que le multipartisme n'est qu'un nombre.

Dans la bataille épique contre le mouvement communiste, les pays occidentaux ont pris une décision extrêmement audacieuse : au lieu de reculer dans une discipline de défense elle-même sclérosée, ils ont maximisé le développement de leur démocratie, dont la caractéristique la plus remarquable est le respect de toutes les différences dans la société, et ils ont progressivement évolué vers une démocratie pluraliste. Pourtant, de nombreux régimes capitalistes occidentaux ne sont pas encore de véritables démocraties pluralistes. Les pays occidentaux se trouvent à des niveaux différents de pluralisme.

La démocratie pluraliste est l'intégration et l'application de la philosophie pluraliste dans la vie politique. La base de la philosophie pluraliste est l'esprit de tolérance, la reconnaissance et le respect de toutes les différences dans la société. Bien sûr, le pluralisme existe dans chaque société ; un raisonnement fallacieux est que toutes les sociétés sont pluralistes, mais la spécificité est que la philosophie pluraliste, au lieu de traiter l'existence des différences comme une réalité à reconnaître et à surmonter, les considère comme naturelles, un enrichissement à encourager et à exploiter. C'est un style de vie politique. La démocratie pluraliste est une démocratie mais toutes les démocraties ne sont pas des démocraties pluralistes.

La démocratie pluraliste est un nouveau système politique avec ses caractéristiques obligatoires. Nous pouvons souligner cinq caractéristiques:

Point 1 : la démocratie pluraliste reconnaît et respecte la position égale et la voix de toutes les personnes de toutes les origines sociales, de toutes les races, de toutes les croyances et de toutes les tendances politiques. La démocratie pluraliste condamne toutes les discriminations, elle s'oppose fermement au régime à parti unique. En pratique, la constitution d'une démocratie pluraliste ne peut contenir aucune référence à un parti politique, à une doctrine ou à une religion.

Point 2 : en plus du principe de séparation des pouvoirs qui doit exister dans chaque démocratie digne de ce nom, la démocratie pluraliste exige une décentralisation pour respecter les différences entre les localités. Un gouvernement, même issu d'élections libres, n'est pas une démocratie pluraliste si la plupart du pouvoir est concentré entre les mains du gouvernement central. Dans une démocratie pluraliste, les gouvernements locaux, élus par la population locale, doivent avoir des droits statutaires étendus pour organiser la vie en fonction du contexte de chaque région. Chaque région doit avoir une taille et une population adéquates pour être des entités de stature suffisante pour l'auto gouvernance et le développement. Ainsi, certaines causes de conflit seront naturellement résolues. Les minorités ethniques auront des voix significatives dans les localités où elles sont concentrées. Les partis politiques

qui n'ont pas de majorité aux élections nationales peuvent tout de même gouverner dans les localités où ils sont soutenus. La démocratie pluraliste atténue les tensions entre le gouvernement et l'opposition, tant au niveau central qu'au niveau local, et élimine la source du conflit : 'le gagnant est roi, le perdant devient ennemi'. La décentralisation a pour conséquence que le gouvernement central ne gouverne pas directement ; il n'entreprend que les missions de défense nationale, de diplomatie, de politique monétaire et de coordination des localités. Un autre rôle du gouvernement central est de réaliser des travaux d'infrastructure à l'échelle nationale et de soutenir les programmes locaux qui méritent d'être encouragés.

Point 3 : la démocratie pluraliste est fondée sur la société civile. En plus des partis politiques, les communautés ethniques, locales et religieuses, ainsi que les associations civiques organisées par activités, intérêts, préférences, visions de la vie, souhaits, préoccupations, etc., sont autorisées à fonctionner indépendamment du gouvernement et sont reconnues comme un point d'appui important ; elles ont une voix et une influence dans la vie quotidienne et l'évolution de la société. L'État se considère comme ayant la mission de servir la société civile, et non de la contrôler, ni de déterminer la vie quotidienne de la société civile. Économiquement, cela signifie que l'économie nationale doit être basée sur des entreprises privées, le secteur public doit être limité à un minimum, et encore mieux : pas de secteur public. Une société civile forte et diversifiée est la meilleure garantie d'une transformation permanente, naturelle et continue de la société, évitant les désordres soudains et destructeurs des révolutions.

Point 4 : la démocratie pluraliste respecte les minorités et cherche toujours le compromis. Dans une démocratie pluraliste, le principe 'la minorité se soumet à la majorité' n'est pas utilisé automatiquement et mécaniquement, mais seulement après que tous les efforts ont été faits pour trouver un consensus. La démocratie pluraliste est contre toutes les formes de tyrannie, y compris la dictature de la majorité. Normalement, dans un régime démocratique, la légitimité d'un gouvernement repose sur les résultats de la dernière élection, mais dans une démocratie pluraliste, la légitimité d'un gouvernement repose également sur la sincérité de la recherche de consensus dans chaque décision importante.

Point 5 : la démocratie pluraliste respecte naturellement toutes les catégories de personnes, elle n'accepte pas de sacrifier une catégorie et elle ne peut pas permettre à une catégorie d'exploiter et de piétiner une autre catégorie. Ainsi, la démocratie pluraliste attache une grande importance à la solidarité sociale et elle ne peut pas aller de pair avec ce qui est souvent appelé 'capitalisme sauvage'. La solidarité sociale est également une condition nécessaire pour nourrir et renforcer l'esprit national car, parmi des personnes ayant des niveaux de vie, des modes de vie, des préoccupations et des statuts sociaux trop différents, le sentiment de compatriote n'est que théorique.

La justice sociale absolue, dans le sens d'éliminer toutes les disparités, de niveler par le bas, de diviser en parts égales, est quelque chose d'impossible et de non désirable. Ce qui peut et doit exister, c'est une politique de solidarité sociale qui garantit à

chacun l'égalité devant la loi et l'égalité des chances de réussir, tout en soutenant ceux qui sont faibles ou malchanceux.

Dans une démocratie pluraliste, l'État n'est plus le leader absolu. Le rôle de l'État est d'entreprendre trois fonctions : l'arbitrage dans les relations entre les éléments de la société, la sanction des violations et la réconciliation des demandes conflictuelles de différents groupes de personnes. L'État de réconciliation plutôt que l'État de contrôle est une caractéristique de la démocratie pluraliste. Cela distingue définitivement la démocratie pluraliste des régimes autocratiques, mais cela rend également la démocratie pluraliste différente de nombreuses démocraties où le gouvernement a encore l'ambition de décider au nom de la société civile.

Une société pluraliste est une combinaison extrêmement complexe de relations entrelacées, respectant toutes les différences, avec le rôle fondamental de la société civile comprenant d'innombrables communautés, associations civiques et entreprises, avec des organisations politiques décentralisées.

Une telle société complexe ne peut exister qu'avec des lois claires, transparentes et rigoureusement appliquées. L'État dans une démocratie pluraliste ne peut être régi que par la loi. Tout État civilisé doit être un État de droit, mais un État démocratique pluraliste doit être un État de droit complet. Pour que la loi soit absolument respectée, elle doit être juste, c'est-à-dire faite par de véritables représentants élus par le peuple, uniquement pour le bien commun ; son objectif est de spécifier l'expression des droits individuels libres dans les activités sociales.

En regardant la situation au Vietnam, s'il y a une chose que nous pouvons affirmer, c'est qu'avec la haine accumulée, la crise de confiance et le manque de point de vue commun, il est impossible d'imposer une quelconque force ou une quelconque direction sans forte opposition. La future institution vietnamienne doit être une institution qui respecte toutes les différences, donnant un statut et une voix égaux à chacun et à chaque personne. Cette institution doit donc être une démocratie pluraliste.

Il est impossible de prendre comme prétexte le fait que notre peuple n'a pas assez d'expérience de la démocratie, que la discipline n'est pas élevée, que les opinions sont divisées, etc. pour dire que la démocratie est un produit de luxe pour le Vietnam. Alors, devons-nous accepter temporairement une certaine dose de dictature ? Pour répondre à cette question, il suffit de comparer les réalisations des pays démocratiques avec les maigres réalisations des régimes communistes, en regardant ce que les dictatures de droite ont un jour apporté aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Dans le sens inverse, la nature de la démocratie ne doit pas être mal comprise. La démocratie ne résout pas immédiatement et complètement le problème du développement. Le succès de chaque régime nécessite les bons choix et des personnes compétentes. La démocratie ne donne pas de nourriture et habits, ni de prospérité gratuitement. La démocratie ne remplace pas les choix et les personnes.

Mais la démocratie est un mode de vie qui permet de traiter les problèmes de manière appropriée et de choisir correctement les personnes responsables. La démocratie, et en particulier la démocratie pluraliste, est également une méthode d'organisation sociale qui permet une pleine promotion des idées et des initiatives, le moteur le plus fondamental du progrès. Ainsi, le niveau de démocratie détermine une limite supérieure au développement. Plus la démocratie est élevée, plus la possibilité de développement est grande.

Au contraire, les régimes autoritaires interdisent les opinions et les initiatives, empêchent l'évolution pacifique et continue de la société, tolèrent la corruption, l'injustice et l'abus de pouvoir, et empêchent ainsi le développement. Nous devons rester vigilants : il n'existe pas de dictature intelligente, car la base de chaque dictature est l'arrogance malade d'une personne ou d'un groupe de personnes qui pensent être assez intelligentes pour penser au nom de toute une nation. Ils sont trop ignorants pour voir soit la complexité des problèmes, soit leur propre ignorance. Le dictateur est avant tout un ignorant. De plus, si nous regardons attentivement, nous pouvons voir que la plupart des groupes dictatoriaux manquent de culture.

Bien sûr, la démocratie pluraliste ne peut pas apporter tous ses avantages dans des conditions intellectuelles, sociales et économiques difficiles ; mais même dans ce cas, la démocratie pluraliste est bien meilleure que la dictature.

Nous affirmons : une véritable démocratie pluraliste maintenant.

Pour instaurer une véritable démocratie pluraliste, il faut d'abord éliminer les rancunes héritées d'un passé sanglant et nourries par une politique discriminatoire au fil du temps. La réconciliation nationale est indispensable en raison des circonstances historiques. À cette seule condition, nous pouvons nous accepter, accepter nos torts et nous pardonner, vivre ensemble et nous serrer la main pour construire un avenir commun. Autrement, le pluralisme ne signifie qu'une tolérance temporaire, due à un rapport de force temporaire. Un pluralisme sans réconciliation nationale n'est qu'un pluralisme malsain, prélude à un règlement de comptes. À l'inverse, la démocratie pluraliste est également une condition nécessaire à une véritable réconciliation nationale. Une réconciliation sans pluralisme politique n'est qu'une réconciliation trompeuse, la soumission des dominés aux dominants, autrement dit une réconciliation impossible.

Notre pays ne souffre pas seulement de la haine héritée de la guerre. Nous sommes également confrontés à une multitude de causes de division que nous n'avons pas pu résoudre, soit parce que nous n'étions pas conscients de l'importance des problèmes, soit parce que la situation de guerre ne nous a pas permis de les résoudre. Les distinctions liées à la religion, à la localité, à l'origine ethnique, aux riches et aux pauvres, aux points de vue humains, aux opinions politiques, etc. sont nombreuses et, faute d'être prises en compte, elles s'aggravent. La démocratie pluraliste, par son esprit de tolérance et son modèle décentralisé, est une solution permettant à toutes les catégories de personnes d'avoir leur place et leur voix, et ainsi de s'accepter, de se rapprocher, de se réconcilier pour construire un avenir commun.

Nul ne peut nier que le pluralisme est un bel idéal, si beau que les régimes dictatoriaux, bien qu'afligés par lui, n'osent pas le nier définitivement.

La démocratie pluraliste devient le consensus fondamental de notre peuple sur la voie de l'avenir. C'est aussi la voie inévitable de l'humanité. Ceux qui luttent pour la démocratie pluraliste ont le droit d'être fiers de poursuivre un bel idéal et ont également le droit d'être optimistes car ils se battent pour un point de vue surement victorieux.

3. Réconciliation et concorde nationales

Depuis plus de quatre siècles, depuis que la dynastie Mạc a usurpé le trône de la dynastie Lê au début du XVI^e siècle, notre pays est passé continuellement d'une guerre à une autre. Le pays a été divisé à de nombreuses reprises pendant deux siècles, il a été colonisé et placé sous divers régimes administratifs pendant près d'un siècle. Les guerres, les rébellions, les représailles, les vengeances, les persécutions ont été des éléments permanents de notre histoire récente. La dernière guerre de 1945 à 1975 fut la plus féroce, lorsque nous nous sommes affrontés idéologiquement pour la première fois, puis le camp victorieux a mis en œuvre une politique d'emprisonnement et d'humiliation, ainsi que d'innombrables mesures de discrimination.

En raison des circonstances historiques, notre tissu social a été gravement endommagé. Ces destructions nécessitent une très longue période de guérison, ainsi l'esprit fondamental de toute politique pour les générations à venir doit être la réconciliation et la concorde nationales. La réconciliation nationale pour éliminer les haines du passé, afin d'avancer vers la concorde nationale dans l'effort de construire un avenir commun.

Dans un monde qui change aussi rapidement, chaque pays est soumis à des perturbations incessantes. Une activité progresse tandis qu'une autre est en récession, un secteur est en expansion tandis qu'un autre stagne. Des disparités sociales apparaissent en permanence et les politiques, aussi complètes soient-elles, ne peuvent satisfaire tout le monde. Ainsi, chaque pays, chaque nation doit constamment se réconcilier, car les conflits d'intérêts et les tensions surviennent toujours. La réconciliation nationale est devenue la philosophie de l'administration nationale.

La réconciliation est obligatoire pour toutes les nations, quels que soient leur niveau et leur histoire. Mais le peuple vietnamien fait partie de ceux qui ont le plus besoin de réconciliation.

Nous devons réconcilier la communauté nationale dans son ensemble avec les minorités ethniques qui vivent dans ce pays depuis le début et qui ont toujours été piétinées et rejetées tout au long de l'histoire.

Nous devons réconcilier les religions, en particulier le bouddhisme et le catholicisme, qui ont été persécutés, réprimés, discriminés et opposés les uns aux autres par les autorités vietnamiennes et étrangères. De plus, la rancune, conséquence d'une situation historique dans laquelle les deux religions sont victimes, au lieu d'être apaisée, est parfois amplifiée et exploitée à des fins illicites.

Nous devons réconcilier le Sud et le Nord, qui ont souvent été divisés et placés en opposition, et, depuis 1975, divisés par une politique ne différant pas d'une occupation par le Parti communiste.

Nous devons réconcilier le pays avec la communauté vietnamienne d'outre-mer qui a dû abandonner ses proches, ses biens, sa terre ancestrale simplement parce qu'elle ne pouvait accepter un gouvernement dur, et qui a dû endurer de grandes souffrances et pertes à cause des pirates, des tempêtes et de la police.

Nous devons aussi réconcilier les Vietnamiens avec le Vietnam. Nous devons admettre qu'être vietnamien jusqu'à aujourd'hui a été une infortune. La patrie signifie uniquement sacrifice. De plus, les gangs successifs au pouvoir ont commis des crimes très graves au nom du pays. Bien sûr, le pays ne s'identifie pas à ceux qui sont au pouvoir, mais il est matérialisé par les dirigeants. Par conséquent, lorsqu'il n'y a pendant trop longtemps que des dirigeants frauduleux et/ou tyranniques, l'image du pays est compromise et le patriotisme s'affaiblit. Réconcilier les Vietnamiens avec le pays est obligatoire pour restaurer le patriotisme, un facteur indispensable si nous voulons encore un avenir pour le Vietnam.

Pour cela, l'État, représentant du pays, doit être humble, doux et absolument honnête. La patrie vietnamienne doit être ressentie comme un amour et un projet commun d'avenir.

Mais la rupture la plus proche et la plus douloureuse fut que nous nous sommes entretués dans un conflit de trente ans. Cette guerre fut une guerre civile parce que l'écrasante majorité des protagonistes, ceux qui maniaient les armes pour s'entretuer et les victimes, étaient vietnamiens. Ce fut une guerre civile honteuse car les deux camps belligérants ont accepté des ordres et des équipements venus de l'étranger. Le fait que le parti communiste n'ait pas reconnu qu'il s'agissait d'une guerre civile ne fit que la rendre plus féroce, car il ne reconnaissait pas ceux qui étaient en face comme des compatriotes. Il faut comprendre qu'une guerre civile est bien plus dévastatrice qu'une guerre avec un pays étranger car, en plus des pertes humaines et matérielles, elle détruit l'esprit national et la volonté de vivre ensemble, qui sont les fondations d'une nation. À ce jour, aucune nation n'est revenue à la normale après une guerre civile en une ou deux générations, même avec des efforts de conciliation dévoués et même si la guerre civile n'a duré que quelques années. Notre guerre civile fut bien plus longue et féroce. Les blessures qui saignaient encore, au lieu d'être soignées, furent ensuite aggravées par une politique brutale de discrimination.

Dans le dernier conflit, nous n'avions pas de bon choix. Nous n'avions que des choix

pénibles, entre le mauvais et, subjectivement, le pire. Nous avons subi les événements sans les maîtriser. Très peu de Vietnamiens ont réellement combattu pour ce qu'ils aimaient. Dans l'écrasante majorité, les Vietnamiens, nationalistes comme communistes, n'étaient qu'opposés au camp qu'ils considéraient comme pire que le leur. Ceux qui ne supportaient pas la corruption des gouvernements nationalistes se sont rangés dans les rangs communistes, bien qu'ils connaissent leur brutalité ; ceux qui considéraient que laisser le pays tomber aux mains des communistes était un désastre se sont rangés dans les rangs nationalistes, bien qu'ils soient aussi dégoûtés par leur mauvais fonctionnement. Des frères et sœurs, des amis proches, à cause d'évaluations différentes ou simplement poussés, voire forcés par les circonstances, ont dû se tourner le dos, s'injurier et s'entretuer. Ainsi, en plus des pertes matérielles et humaines, il y a une grande fracture dans le cœur et l'esprit de chaque Vietnamien. À la fin, certains ont perdu la guerre, ont été emprisonnés et humiliés ; d'autres ont réalisé que tous leurs sacrifices n'avaient contribué qu'à un projet de destruction du pays. Personne n'avait de raison d'en vouloir à qui que ce soit, nous avons tous échoué honteusement. Nous étions tous des victimes. Nous devons nous serrer la main et refaire l'histoire ensemble.

Le défi qui se dresse devant nous est une clique dirigeante qui a causé de graves destructions au pays, a échoué sur tous les plans, continue à s'arroger avec insolence le droit exclusif de diriger le pays indéfiniment et réprime cruellement toutes les voix d'opposition, même pacifiques. Cette clique utilise tous les moyens pour empêcher la réconciliation nationale, elle sait qu'elle ne peut maintenir son contrôle que si le peuple vietnamien reste impuissant à cause de la haine et des divisions. Non seulement elle n'a pas adouci les blessures de la guerre, mais elle a aussi étendu son hostilité à de nombreux groupes et à la nouvelle génération par la répression politique, la catégorisation des personnes et la discrimination.

Aujourd'hui, l'aspiration de l'écrasante majorité des Vietnamiens est la démocratie. Se reconnaître à nouveau comme frères et sœurs et sourire de nouveau à ses amis doit être l'esprit directeur d'un nouveau rassemblement national, dans lequel il n'y a ni bons ni mauvais, mais uniquement des frères et sœurs égaux qui ont de la peine pour le pays et s'unissent pour une campagne démocratique. La réconciliation et la concorde nationales sont les conditions essentielles pour isoler et vaincre la dictature obstinée.

Au-delà des émotions momentanées, la réconciliation et la concorde nationales sont également une étape historique nécessaire pour briser le cercle vicieux de la haine et des divisions qui nous emprisonne depuis des siècles, surtout depuis un demi-siècle. C'est une rupture très difficile dans l'histoire car le concept de réconciliation nationale est complètement absent des usages politiques vietnamiens. Depuis près de huit siècles, depuis la dynastie Trần, déraciner, éliminer les trois lignées de sang, éradiquer totalement, étaient les méthodes utilisées par les dirigeants au lieu de la réconciliation.

Progressivement, ce comportement violent s'est enraciné dans la psychologie collective et a rendu le concept de réconciliation étranger au peuple vietnamien. C'est

pourquoi beaucoup de gens ont dit que les Vietnamiens n'avaient pas besoin de réconciliation alors que nous sommes en réalité parmi ceux qui en ont le plus besoin. En fait, nous sommes emprisonnés dans la haine à cause d'un manque d'esprit de réconciliation. Ce cercle vicieux nous a empêchés de mobiliser toute la vitalité du pays pour nous relever et il explique pourquoi nous nous débattons dans la pauvreté et l'infériorité.

La réconciliation et la concorde nationales sont les conditions nécessaires au succès de la lutte démocratique actuelle et aussi au succès de notre futur effort de redressement du pays.

La mise en œuvre de la réconciliation nationale n'est pas seulement un sentiment, elle nécessite également des mesures concrètes. Le futur État vietnamien placera la personne libre comme objet de service le plus élevé. Le futur État vietnamien considérera le pluralisme comme une valeur absolue. Le pluralisme dans tous les aspects de la spiritualité, de la culture, de la politique, de l'économie, de la société. Le futur État vietnamien punira sévèrement tout langage et comportement offensants envers toutes les races, communautés, croyances et opinions. Au contraire, l'État encouragera et soutiendra de tout cœur toutes les initiatives et tous les efforts pour rapprocher les Vietnamiens, de toutes les régions, de toutes les races, de toutes les religions, de tous les points de vue, de toutes les opinions politiques, dans un esprit de respect de toutes les différences. Le futur État vietnamien devra restaurer l'honneur de ceux qui ont été humiliés, indemniser les victimes pour les dommages subis, même de manière incomplète, sans créer de nouvelles victimes. Supprimer la haine signifie qu'il n'y aura pas de procès politiques ; au contraire, il y aura une loi interdisant à l'État de poursuivre quiconque pour le poste qu'il a occupé, à moins qu'il n'ait gravement enfreint les lois en vigueur lorsqu'il était en fonction. Chaque citoyen a le droit de dénoncer les intimidations dont il a été victime ; l'État traitera ces différends comme ceux entre citoyens égaux devant la loi, dans l'esprit de réconciliation nationale.

Ces mesures, appliquées avec sincérité pour guérir les blessures laissées par l'histoire, nous aideront à atteindre progressivement la concorde nationale dans notre effort de construire et de partager un avenir commun pour le Vietnam. Nous fermerons une page triste de l'histoire et ouvrirons une nouvelle page écrite dans le sentiment national. La réconciliation et la concorde nationales doivent être notre politique déterminée pour de nombreuses générations.

4. Accepter et affirmer les valeurs porteuses de progrès

Une société avancée doit être construite sur la base de valeurs porteuses de progrès.

Les pays occidentaux se sont fortement développés et ont surpassé le reste du monde parce que leurs sociétés reposent sur des fondements justes. Ces valeurs sont la paix, la liberté, la démocratie, l'égalité, les droits de l'homme, l'état de droit, le dialogue, la coopération, le profit, l'environnement et la solidarité. Ces valeurs ne sont pas exclusives aux peuples occidentaux mais sont inhérentes à chaque société

et à chaque civilisation. Le mérite des pays occidentaux est d'avoir su promouvoir et développer pleinement la plupart de ces valeurs pour en faire une base pour la société. Ainsi, ils ont acquis la force et la prospérité. Au contact de l'Occident, les autres pays ont reconnu leur infériorité et ont cherché à composer avec la civilisation occidentale. Cependant, l'inertie naturelle a conduit la plupart des pays à n'accepter que certains éléments des sociétés occidentales afin de les intégrer à leurs traditions, comme l'apprentissage de la technologie occidentale, tout en conservant l'ancienne structure sociale. Mais une civilisation est un tout composé de valeurs entrelacées, il est donc très difficile de prendre un élément d'une civilisation pour le greffer sur une autre civilisation. Il n'est pas possible d'accepter les technologies occidentales tout en rejetant les valeurs fondamentales qui leur ont donné naissance et ont favorisé leur avancement. L'expérience des nations a montré que cette attitude à moitié engagée n'a apporté que des succès limités, avant de conduire à la crise. Bien que la Russie ait commencé à innover depuis la fin du XVII^e siècle, elle n'a pas réussi à rattraper l'Europe occidentale et est tombée dans le désordre, puis finalement dans le communisme avec les conséquences désastreuses que le monde a vues ; le Japon a accumulé des contradictions qui ont conduit à une guerre d'autodestruction. Aujourd'hui, le Japon a reconnu cette erreur et a adopté toutes les valeurs du monde progressiste depuis la Seconde Guerre mondiale, et vient d'achever une restructuration de trois décennies pour adapter sa société à ces valeurs. La Russie n'aura pas non plus d'autre choix ; le régime mi-démocratique mi-mafieux commence maintenant à vaciller. La Chine, avec la politique d'"économie de marché à orientation socialiste" et la restauration du confucianisme, est également très proche de la crise.

Accepter honnêtement et fermement les valeurs politiques, culturelles et sociales du monde moderne est une condition préalable. Le Japon, grâce à un tel choix, est devenu une puissance mondiale de premier plan. Certains pays asiatiques, comme la Corée du Sud et Taïwan, se sont fortement développés au cours des quatre dernières décennies en suivant le modèle japonais. Accepter toutes les valeurs progressistes est le choix que nous devons faire de manière décisive. Au milieu de l'hésitation des autres pays de la région, ce choix est une opportunité qui nous permet de nous élever, de les rattraper et de les dépasser.

Parmi ces valeurs, celle dont nous avons le plus besoin est la paix. La tradition de lutte contre les agressions étrangères nous a progressivement amenés à considérer la violence comme un moyen naturel de résoudre les conflits. Nous sommes habitués à glorifier les héros qui ont remporté de célèbres victoires et nous minimisons les efforts pacifiques de construction, fondement de tout progrès. Désormais, nous devons maudire la violence et élever la paix au rang de valeur absolue.

Nous ne devrions pas craindre que l'acceptation de nouvelles valeurs nous fasse perdre notre esprit national. Ces valeurs sont déjà présentes dans chaque société, y compris la nôtre ; il est regrettable que nous ne les ayons pas pleinement promues, c'est la cause de notre humiliation et de notre infériorité actuelles. Les accepter ne signifie pas nous renier, cela signifie simplement promouvoir les aspects positifs en nous. De plus, avancer et rattraper le monde sont les conditions pour que nous existions en tant que nation et préservions notre culture et notre identité nationale.

Sur la base de valeurs communes, les pays occidentaux ont construit de nombreux modes de vie différents selon les caractéristiques uniques de chaque pays. La société britannique est différente de la société française, la culture allemande est différente de la culture italienne, les États-Unis sont différents de la Suède. Sur la base de nouvelles valeurs, le Japon et de nombreux autres pays asiatiques ont conservé leurs traditions. Sur la base de nouvelles valeurs, le Vietnam restera le Vietnam, mais ce sera un Vietnam plus glorieux.

Nous avons besoin d'une grande campagne culturelle. Notre éducation, nos lois, nos activités culturelles, sociales et économiques doivent souligner et honorer les valeurs progressistes. L'école, en plus de sa mission centrale de transmission des connaissances, doit être un environnement qui habitue la jeunesse à la tolérance, au sens des responsabilités, à la pensée libre et objective, à l'amour du pays, des compatriotes, de l'humanité et de la nature. Un effort particulier sera également consacré à l'éducation physique et aux sports pour promouvoir l'esprit objectif, l'esprit de compétition amicale, l'esprit de respect de la loi. Cette campagne intellectuelle est l'effort le plus important de tous, car c'est un effort pour construire la base d'une nouvelle société. Nous n'allons pas seulement accepter, mais nous devons avoir l'ambition de contribuer à compléter et à perfectionner les valeurs universelles. Cette campagne intellectuelle nous aidera également à renforcer et à promouvoir une catégorie essentielle de personnes pour la nation, que nous commençons seulement à avoir : les intellectuels politiques, ceux qui investissent du temps et des efforts pour comprendre les problèmes du pays, qui osent avoir leurs opinions et sont prêts à payer le prix pour s'engager dans la lutte pour ce qu'ils pensent être juste pour le pays. Ils sont les guides des masses et l'intellect de la nation. C'est cette absence d'intellectuels politiques tout au long de l'histoire qui a rendu notre pays inférieur, passant d'une erreur à une autre tragédie.

5. Développer le pays sur la base de la démocratie, de l'économie de marché et des initiatives individuelles

Ce qui nous fait le plus souffrir, c'est notre retard et notre pauvreté. La priorité de tous les efforts nationaux doit donc être le développement, et une compréhension approfondie du développement est cruciale.

La moitié de l'humanité vit encore dans la pauvreté, près d'un quart vit dans l'extrême pauvreté. Il y a deux siècles, même dans les pays les plus développés, plus de la moitié de la population mourait avant la puberté. Par conséquent, le développement est un phénomène très nouveau dans certains pays grâce à certaines conditions particulières qu'il nous faut identifier pour les saisir.

Tout d'abord, comment comprenons-nous le développement ?

Le développement est un changement continu et durable dans le temps, permettant une utilisation de plus en plus efficace des ressources et de la main-d'œuvre, donnant à la nation un revenu de plus en plus élevé et donnant aux personnes une vie

meilleure, matériellement et intellectuellement.

Le développement est un concept relatif. Un pays est considéré comme développé lorsqu'il obtient des résultats élevés par rapport au reste du monde en termes de revenu par habitant, d'éducation, de soins de santé, de logement et d'infrastructures, lorsque l'activité économique est forte et moderne, que l'environnement est propre et beau, que les moyens de transport, d'information, d'éducation et de divertissement sont abondants.

Le développement, même avec la définition ci-dessus, n'est pas tout. Le succès d'une nation, outre le développement, est aussi le fait que tous les gens s'attachent volontairement les uns aux autres dans l'effort de construire un avenir commun, que chacun se sente maître de sa vie et vive selon sa volonté, que chacun se sente respecté dans une société non menaçante, jouissant des bénéfices de ses efforts, assuré d'égalités de chances de progression et convaincu que demain sera meilleur qu'aujourd'hui, et que la vie de ses enfants sera meilleure que la sienne. Tel est l'objectif que nous voulons atteindre.

Le développement n'est pas seulement une augmentation du produit national brut. Ainsi, une croissance de 5 % du produit national brut avec de bons systèmes d'éducation et de santé, un environnement naturel protégé et amélioré, un partage des revenus assez équitable, doit être considérée comme bien meilleure qu'une croissance de 15 % dans laquelle toutes les questions culturelles, sociales et environnementales sont abandonnées. Un exemple spécifique est le cas de la Chine. Le taux de croissance est assez élevé, mais les dommages à l'environnement, s'ils sont convertis en dépenses de remise en état, sont encore plus élevés. L'écart entre riches et pauvres est excessif, l'écart entre régions est de plus en plus alarmant ; en outre, une part importante de la population devient des nomades errant dans les rues ou dans des lieux de rassemblement fortuits en banlieue.

Nous ne pouvons tolérer une telle croissance. Nous recherchons un développement harmonieux et équilibré, car seul ce développement peut être durable et mérite d'être considéré comme un objectif national.

Bien que le développement ne soit pas seulement économique, le développement économique est le facteur le plus important et aussi la clé d'un développement équilibré de l'ensemble. Nous sommes l'une des nations les plus pauvres et les moins développées, par conséquent le développement économique est l'objectif le plus urgent pour nous.

Nous devons dissiper immédiatement une confusion catastrophique.

La plus grande tromperie qui persiste encore est l'affirmation qu'une société voulant progresser rapidement a besoin d'une dictature éclairée, d'un retard dans la construction de la démocratie et du sacrifice de certaines libertés fondamentales.

Cette tromperie a été la cause de deuils terribles. Elle a créé et nourri les régimes fascistes et militaristes en Italie, en Allemagne et au Japon. Elle a aidé le mouvement communiste à surgir, à se développer et à survivre. Elle a contribué à maintenir des dictatures en Amérique latine et en Asie par le passé. Et elle est encore utilisée comme appui théorique par de nombreux autres régimes autoritaires, y compris le Vietnam.

Ces régimes n'ont apporté que de mauvais résultats. Les dictatures en Italie, en Allemagne et au Japon ont accumulé les conflits, stagné et ont dû plonger dans des guerres d'autodestruction. Le régime communiste en Union soviétique a détruit les ressources et l'environnement, déporté les populations et s'est effondré. Toutes les autres dictatures ont le même effet : pauvreté, retard et oppression.

En réalité, le développement est une conséquence de la liberté et de la démocratie. Mais comme le développement encourage et promeut aussi la liberté et la démocratie, il est facile de confondre la conséquence et la cause, conduisant à la patience erronée : accepter temporairement la dictature pour se développer, puis le développement apportera la démocratie. Cette méprise a été exploitée par les cliques autoritaires.

L'expérience des nations prouve que démocratie et développement vont de pair.

Le phénomène du développement à l'échelle nationale a commencé à apparaître en Europe et aux États-Unis après l'établissement de sociétés fondées sur la démocratie. La cause du développement est que le poids de l'État dans la vie quotidienne est réduit, qu'une constitution démocratique et stable est respectée, que la loi remplace les décisions arbitraires des dirigeants, que les personnes sont respectées et protégées, que l'économie fonctionne conformément aux règles du marché, que l'entreprise est

honorée, que le commerce et les échanges sont promus, que les idées et les initiatives sont encouragées et récompensées, que le profit est promu en tant que valeur.

Le seul pays asiatique qui a rattrapé les pays occidentaux au début du XX^e siècle est le Japon, qui s'est développé en acceptant rapidement la vie économique occidentale. Sous la domination d'une classe de chevaliers arrogante, séparée des masses, une société démocratique s'est silencieusement formée au sein de la majorité des Japonais et a fait s'élever le Japon dès le XVIII^e siècle, puis fortement à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Le fait que le régime fasciste en Italie et le régime nazi en Allemagne aient réalisé certains progrès initiaux, et que le régime militaire japonais ait maintenu le développement pendant plusieurs décennies, nous aide à identifier un autre élément du développement, inhérent aux développements précédents : le consensus national. Les trois nations, à cette époque, étaient meurtries par leur infériorité et toutes avaient des dirigeants charismatiques pour les unir dans un effort commun.

L'expérience des pays d'Asie récemment développés doit être examinée précisément parce que, contrairement à la vision superficielle de certaines personnes et à l'explication trompeuse des dictatures, ces pays se sont développés parce qu'ils étaient plus démocratiques et plus libres que d'autres pays à progression lente, même s'ils n'avaient peut-être pas atteint une démocratie pleine et entière.

Les pays d'Amérique latine dotés de riches ressources se tordaient depuis plus d'un siècle et demi dans le retard sous des dictatures et ne se sont redressés que depuis les années 1980 grâce à la démocratie.

En Europe, trois pays, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, en raison de leur enlèvement dans des régimes dictatoriaux, ont pris un retard spectaculaire ; ils ne se sont redressés que depuis les années 1970 en abandonnant la tyrannie.

Même les avancées économiques récentes en Chine et au Vietnam ne font pas exception : elles ont été rendues possibles par l'économie de marché et un degré de liberté plus élevé.

L'expérience de toutes les nations a prouvé que la démocratie, le droit de propriété privée, l'économie de marché, un appareil d'État léger sont les facteurs qui engendrent le développement économique.

Mais l'expérience montre aussi que ces mêmes facteurs ont créé des développements économiques différents en vitesse et en intensité selon les pays, et que de nombreux pays aux conditions naturelles défavorables se sont développés plus fortement que d'autres, eux aussi démocratiques et dotés de davantage de ressources naturelles. C'est parce que les facteurs psychologiques et culturels ont joué un rôle décisif.

Après avoir observé l'histoire des nations, nous pouvons aussi aborder le phénomène du développement par un raisonnement économique.

Le développement économique requiert trois facteurs nécessaires et suffisants : les gens ont le désir de faire des affaires, ils peuvent faire des affaires et ils disposent des moyens pour faire des affaires.

Pour vouloir faire des affaires, les personnes ont besoin d'un contexte psychologique favorable : l'activité commerciale est respectée par la société, les idées et les initiatives sont promues, l'acceptation du risque est honorée ; elles ont aussi besoin de raisons d'être optimistes quant au fait que l'activité sera rentable et que les bénéfices leur reviendront. En d'autres termes, pour faire des affaires, avec un contexte économique optimiste, les entrepreneurs ont besoin d'une psychologie sociale favorable aux affaires et d'une garantie sûre de la propriété privée. Cet élément de démarrage du développement explique pourquoi les pays communistes se sont effondrés parce qu'ils ne respectent pas la propriété privée. Mais plus important encore, il explique pourquoi le phénomène du développement n'apparaît

que dans certains pays grâce à une psychologie sociale favorable.

Pour pouvoir faire des affaires, les entrepreneurs ont besoin d'une société ordonnée et sûre, ils ont besoin d'être garantis par la loi et d'être libres d'agir ; ils ne peuvent être liés par trop de règlements, ni enfermés dans un plan national rigide, ni surtaxés, ni harcelés par un appareil gouvernemental corrompu. Nous voyons ici la nécessité d'une démocratie d'État de droit, d'une économie de marché plutôt que d'une économie planifiée, d'un appareil d'État léger. Mais nous voyons aussi, une fois encore, les facteurs psychologiques : la moralité et l'honnêteté. La corruption est aussi une conséquence du déclin de la morale sociale.

Bien sûr, les entrepreneurs ont aussi besoin des moyens, c'est-à-dire des ressources humaines nécessaires avec les capacités requises, d'une bonne infrastructure, de capitaux d'investissement, d'un système de crédit bancaire solide pour mobiliser le fonds de roulement. Le capital d'investissement n'est qu'un des facteurs et pas le plus important. Peu de capital signifie peu d'investissements et le profit générera du capital. En outre, le capital a sa propre sagesse et sa propre logique, surtout dans le contexte de la mondialisation d'aujourd'hui ; le capital ira là où l'activité est rentable. Le facteur le plus important reste les personnes, des personnes franches, honnêtes, compétentes et responsables. Une fois encore, les facteurs centraux sont psychologiques et culturels.

En général, le développement a besoin d'un contexte de liberté et de démocratie et il est principalement une question culturelle et psychologique. C'est pourquoi certains pays, malgré la rareté de leurs ressources, malgré des destructions terribles, se sont fortement relevés. L'Allemagne et le Japon, deux pays vaincus et dévastés, n'ont eu besoin que de quelques décennies pour devenir les pays les plus développés. Le peuple néerlandais, à l'étroit sur une petite terre avec peu de ressources naturelles, a construit l'un des pays les plus prospères du monde. Parce que le développement est principalement une question culturelle et psychologique, il a jusqu'à présent été limité à un certain nombre de pays.

Il faut distinguer la psychologie et la culture de l'intellect et des connaissances. Congénitalement, les êtres humains ont des capacités intellectuelles identiques ou presque ; par conséquent, grâce à l'éducation, ils peuvent atteindre un niveau de compréhension égal. La différence réside dans la psychologie et la culture, les valeurs qui sont prisées et exprimées dans la société, l'esprit de progrès, l'acceptation du risque en affaires, le sens des responsabilités, le comportement dans la vie collective.

Nous devons changer la société et les personnes pour nous développer.

Nous avons besoin d'une société démocratique, qui valorise les personnes, leur fasse confiance, leur permette de décider librement de construire leur vie. Nous avons besoin d'un État de droit, avec des lois complètes et pas trop de règlements, nous avons besoin d'un mécanisme de marché au lieu d'un plan imposé.

Nous avons besoin de personnes libres, responsables, honnêtes, attachées à la communauté, progressistes et compétitives, non jalouses et non destructrices. Nous avons besoin de personnes désireuses de faire des affaires, d'être riches honnêtement.

Nous avons besoin d'un système économique qui fonctionne sans contrainte. Il faut permettre aux entrepreneurs d'agir librement selon les règles objectives des affaires et du marché. La solidarité sociale est une préoccupation permanente d'un gouvernement juste, mais la solidarité sociale doit s'exercer dans la phase de distribution du revenu national, par l'impôt, et ne peut pas interférer avec la gestion des activités économiques.

Nous avons aussi besoin d'un contexte juridique stable, de la constitution et des lois, afin que les personnes puissent être rassurées pour construire leur vie et établir des plans pour l'avenir sans craindre un changement des règles, ruinant soudainement leurs projets d'affaires.

Mais une constitution et des lois stables ne signifient pas un gouvernement stable. Le changement constant des dirigeants dans un contexte juridique stable n'empêche pas la police de continuer à protéger l'ordre et la sécurité, il n'empêche pas les juges de continuer à rendre des jugements, il n'empêche pas une usine de fonctionner. Ce qui pourrait être préjudiciable à l'activité économique, ce sont les révolutions qui bouleversent tout, les changements soudains des lois et des orientations nationales.

En poussant le raisonnement plus loin, on peut dire que des gouvernements démocratiques sans majorité écrasante pour changer arbitrairement les lois et les politiques peuvent aussi être une garantie de la stabilité du contexte juridique, ce qui est bénéfique pour le développement. Un gouvernement écrasant doté de nombreux pouvoirs n'est nécessaire que pour décider rapidement des changements et imposer un plan de développement national. Mais le plan national est quelque chose que nous devrions éviter. Le plan national est un produit irréaliste, vestige d'une époque où le monde n'était ni lucide ni suffisamment expérimenté pour reconnaître qu'il est nécessaire de laisser la société décider quoi faire, en quelle quantité et comment le faire, selon les règles objectives du marché. La planification économique est un obstacle au développement que nous devons éliminer ; ce dont nous avons besoin, c'est d'une orientation nationale et de projets pour chaque problème, en particulier des projets d'infrastructure. Bien sûr, dans un contexte difficile avec de nombreux obstacles au développement, nous avons besoin d'un gouvernement capable de décider des options nécessaires pour lever les goulets d'étranglement laissés par le passé. Un gouvernement démocratique et léger est encore capable de le faire, par la persuasion afin de créer un consensus public et un soutien sur un certain nombre d'options fondamentales obligatoires.

En bref, pour développer le pays, d'abord sur le plan économique, nous avons besoin d'une institution démocratique, d'un État de droit, d'une économie de marché, d'un respect absolu des idées et des initiatives personnelles, d'une forte confiance dans les personnes. Cette institution fera naître la créativité, l'esprit de progrès, le sens

des responsabilités. Mais nous avons aussi besoin d'un important effort culturel pour défendre les valeurs du progrès et pour introduire ces valeurs dans l'âme et les réflexes de chacun. Ces valeurs sont la paix, la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité, l'État de droit, la coopération, le profit, la solidarité et l'environnement.

En construisant une société démocratique pluraliste et en promouvant des valeurs progressistes, nous aurons le développement, en particulier le développement économique. C'est notre doctrine du développement. Nous affirmons que dans une telle société, avec de telles valeurs, même si nous ne voulons pas nous développer, nous nous développerons. À l'inverse, dans une société sans démocratie, ou sans valeurs progressistes, quoi que vous vouliez et essayiez, il n'y aura pas de développement ou seulement un faible niveau de développement. Les ressources naturelles et les capitaux d'investissement sont des facteurs secondaires.

Dans une telle doctrine du développement, le rôle de l'État consiste principalement à préserver la paix, la sécurité et l'ordre, à assurer la défense nationale et la justice, à créer de bonnes relations avec la communauté mondiale, à réconcilier et à arbitrer les différends de la société civile. Le rôle de l'État dans l'économie sera limité à trois domaines : les impôts, les dépenses publiques et l'ajustement du volume monétaire. Les impôts permettent à l'État de disposer du budget pour accomplir sa mission et assurer la sécurité sociale et la solidarité. Les dépenses publiques servent à construire, entretenir et améliorer les infrastructures, à promouvoir et à stimuler un certain nombre d'industries. L'ajustement de la quantité de monnaie en circulation, principalement par la fixation d'un taux d'intérêt de base, l'émission ou le retrait d'obligations, a un effet direct sur les prix, l'investissement et la croissance. Dans ces trois domaines, l'État doit aussi agir avec prudence pour éviter de perturber les activités économiques. La stabilité est l'élément central des affaires. Pour la gestion monétaire, nous devons éviter le cas d'un gouvernement agissant selon des exigences politiques de court terme, en confiant celle-ci à une institution de banque centrale issue du gouvernement, mais non soumise aux directives arbitraires du gouvernement.

Encore une fois, le besoin de développement nous oblige à avoir un État de réconciliation et d'arbitrage afin que la société civile puisse se charger du développement au lieu d'un État qui commande et décide pour la société civile. Le rôle de conciliation et d'arbitrage dans les activités économiques oblige l'État à abandonner toutes les fonctions d'entreprise. Les entreprises d'État ne devraient pas exister, ou si elles existent, elles devraient être considérées comme indispensables seulement pour une période limitée. Dans notre doctrine de développement, l'État n'interfère pas avec la société civile, mais il concentre tous ses efforts pour remplir la véritable fonction d'un État.

V. Les grandes orientations du modèle vietnamien

Pour reconstruire le pays après les dévastations causées par le régime communiste, nous devons complètement rénover le système politique, économique et social, la relation entre l'État et le peuple, la relation entre notre pays et le monde ; nous devons également reconsidérer le rôle de la société civile et l'importance de l'éducation, choisir des solutions à long terme aux questions de solidarité sociale, d'environnement et de population.

Sur la base des réflexions qui viennent d'être expliquées, nous reconstruirons le pays selon les grandes orientations suivantes.

1. Faire de la liberté une force motrice pour promouvoir la créativité et un esprit d'élévation

Notre nation a une glorieuse tradition de défense du pays, mais en retour nous avons aussi passé trop de temps et d'énergie dans l'effort pour combattre les envahisseurs étrangers. Dans ces luttes difficiles, nous devons toujours maintenir la discipline et le consensus, et nous devons toujours mettre de côté les discussions pour faire face aux problèmes urgents. D'un côté, cette histoire difficile nous a rendus très capables de nous adapter aux conditions de vie ; mais de l'autre côté, nous avons progressivement perdu la vision à long terme, l'initiative, l'inventivité et l'esprit d'aventure.

Nous avons une longue côte et un océan doux, mais la mer ne nous a presque jamais appelés. Nous avons manqué de détermination pour conquérir et utiliser la mer. Nous n'avons pas de technologie de construction navale et de navigation, pas de flotte marchande, pas de grands navigateurs. Jusqu'à récemment, nous ne vivions qu'avec la terre, comme un peuple continental. Nous nous sommes contentés du modèle confucéen de génération en génération, sans être conscients que la culture confucéenne est une culture d'esclavage qui aveugle l'intellect et aliène les gens, en particulier les intellectuels. Ce moule autoritaire et draconien, après nous avoir permis d'obtenir quelques réalisations initiales, nous a forcés à rester immobiles pendant les siècles à venir.

La critique et la créativité, l'esprit d'aventure et de progrès sont des choses que nous devons apprendre et auxquelles nous devons nous habituer. Pour cela, nous devons encourager et honorer la liberté de penser et de parler. Nous devons élever au niveau d'une règle absolue que dans le Vietnam futur, il n'y aura ni discussion interdite ni idée interdite. Aucun Vietnamien ne peut être puni pour sa manière de vivre ou pour ce qu'il dit, sauf en cas d'appel direct à la violence.

2. Promouvoir le patriotisme volontaire

Pendant la majeure partie de notre histoire, nous avons vécu sous des monarchies absolues qui considéraient la nation comme une propriété privée d'une dynastie, lorsqu'elle n'était pas soumise à une dépendance étrangère. Notre patriotisme n'a donc pas eu les conditions pour se développer.

Lorsque l'idée d'une nation appartenant à tous et nécessitant la contribution de chacun est apparue, elle a été rapidement absolutisée, comme un héritage de l'époque où le roi était Dieu et le peuple était esclave. La patrie est devenue sacrée et suprême, elle n'a aucune responsabilité et n'accepte aucune exigence. Cette patrie a été utilisée comme un déguisement pour de nombreux crimes. La guerre, le deuil, le désespoir, la souffrance prolongée sous un régime dictatorial à la fois médiocre et tyrannique, ainsi que le complexe d'infériorité envers d'autres nations, ont gravement nui à notre patriotisme. Parce que notre patriotisme n'était pas fort, nous avons laissé le parti communiste — dont l'idéal est de servir un mouvement international plutôt que la nation et qui vénérât une doctrine prônant l'abolition de la nation — attirer un grand nombre de compatriotes et contrôler la scène politique. Parce que notre volonté et notre patriotisme se sont érodés, nous n'avons pas réagi avec vigueur aujourd'hui face à un régime dictatorial à parti unique qui considère le pays comme sa propriété, comme les rois d'autrefois, alors que toute l'humanité avance vers la démocratie et que nous savons aussi que le pays a réellement besoin de démocratie.

Mais nous sommes Vietnamiens, et notre avenir est lié à celui du Vietnam. Nous n'avons pas d'autre choix que de construire un avenir commun pour le Vietnam. Et pour construire cet avenir commun, le patriotisme reste un dénominateur commun. Nous avons besoin d'un nouvel élan de patriotisme. Nous devons retrouver et réinventer le patriotisme.

Nous devons affirmer le patriotisme comme un sentiment volontaire de personnes libres, étroitement liées pour construire un avenir partagé pour elles-mêmes, leurs enfants et leurs petits-enfants. Nous devons permettre à chacun d'être patriote à sa manière ; nous ne pouvons pas permettre que le patriotisme soit assimilé à l'adhésion à une doctrine. Nous devons réconcilier le peuple vietnamien avec le pays. Nous avons besoin d'une patrie pacifique au lieu d'une patrie féroce, d'une patrie avec un cœur au lieu de griffes, d'une patrie aimable au lieu d'une patrie effrayante et détestable, d'une patrie qui encourage au lieu d'interdire, d'une patrie responsable et proche de chacun au lieu d'être si sacrée qu'elle devient abstraite et distante, d'une patrie des droits humains et des droits civiques.

Pour cela, le gouvernement qui représente et agit au nom de la patrie doit être un gouvernement honnête, humble, économe et dévoué, chérissant chaque citoyen et permettant à chacun de voir qu'il est respecté. Ce gouvernement neutralisera toutes les haines, présentera au nom de la continuité nationale des excuses, restaurera l'honneur et indemniserá toutes les victimes d'injustice. Ce gouvernement sera constamment vigilant pour qu'aucun groupe de population ne se sente exclu. Il ne forcera personne à être patriote; au contraire, il mettra tous ses efforts pour créer les conditions permettant aux gens d'être patriotes.

Avec la démocratie, la liberté, les idées, les initiatives et, surtout, le patriotisme, nous aurons une arme clé pour nous aider à assumer l'héritage du parti communiste et à unir nos efforts pour conquérir l'avenir.

3. Honorer et promouvoir la société civile

Chaque nation civilisée doit fonder son existence sur la société civile. L'une des principales raisons pour lesquelles nous sommes très en retard par rapport aux autres pays est l'absence d'une véritable société civile. La société civile est l'ensemble des églises, associations, clubs, œuvres caritatives, syndicats, coopératives, compagnies et entreprises. En général, il s'agit de toutes les associations de personnes, créées en dehors du gouvernement pour poursuivre des objectifs communs sans ambition de pouvoir politique.

Le concept de société civile est apparu en même temps que les sociétés civilisées. Ce sont les cordages entrelacés qui attachent les gens les uns aux autres et les lient à la société. Ces liens interconnectés créent l'enrichissement et la force d'une nation. Les unions citoyennes qui forment la société civile sont également les berceaux des idées, des initiatives et du progrès. Une société civile forte garantit que de nouvelles idées émergent rapidement, que les conflits sont découverts et résolus en temps voulu, que la société évolue constamment dans la paix et l'ordre. Plus important encore, une société civile saine fournit aussi ce que l'on peut appeler le miracle de l'union. Elle a un effet supérieur, c'est-à-dire qu'une union peut donner naissance à des caractéristiques et des capacités entièrement nouvelles qui n'existent pas dans ses éléments. Par exemple, la combinaison de particules élémentaires dans des conditions particulières produit des atomes ; à leur tour, les atomes se combinent pour créer des molécules, puis les molécules se combinent pour donner naissance à la vie. De la même manière, le mouvement coordonné des neurones crée des émotions et des opinions. Les dictatures, en particulier les dictatures communistes, en étouffant la société civile, ont privé les nations de cette capacité remarquable. C'est peut-être la raison pour laquelle les sociétés démocratiques sont supérieures aux dictatures.

Dans notre modèle social, la société civile sera valorisée et encouragée ; de plus, elle se verra confier le rôle important d'exercer la solidarité, d'aider et de défendre les personnes faibles et malchanceuses.

Chaque association crée de la force. Le pouvoir de la société civile est la synergie, mais jamais l'uniformité, des unions civiques qui vont parfois dans la même direction, parfois isolément, parfois en opposition les unes avec les autres. Le pouvoir de la société civile s'intègre parfois à l'État, parfois s'y oppose, mais il l'influence toujours ; il n'a jamais l'ambition de rivaliser avec l'État, car il n'a pas et ne peut pas avoir d'ambition politique.

La société civile garantit le dynamisme de la société et, en même temps, elle assure la liberté, la démocratie et les droits de l'homme, tout en empêchant toutes les intentions autoritaires. Chaque dictature tyrannique cherche d'abord à détruire la société civile. La nature des régimes dictatoriaux est de s'appuyer sur une minorité pour contrôler une société divisée. Les dictatures n'ont pas besoin de confiance et d'amour de la part du peuple, elles ont seulement besoin que les gens ne s'unissent pas afin de pouvoir les manipuler facilement. Rien ne satisfait autant les cliques

tyranniques que l'indifférence et l'absence d'émotion des masses impuissantes en raison de la division.

La philosophie d'une démocratie est, au contraire, de considérer la société civile comme un élément fondamental et prédominant de la nation ; par conséquent, le rôle de l'État est d'augmenter le nombre d'unions civiques, de les faire progresser et se renforcer afin qu'elles contribuent positivement à la prospérité de la société. L'État démocratique pluraliste se considère comme un instrument de la société civile, avec la mission d'assurer le bon fonctionnement de celle-ci, afin que la société civile puisse créer le bonheur des citoyens. Il ne s'agit pas d'une démission, mais d'une nouvelle philosophie politique d'un gouvernement suffisamment confiant pour placer sa confiance dans les citoyens. Dans sa relation avec la société civile, l'État démocratique pluraliste se considère comme un arbitre, coordonnant et exprimant les aspirations de la société civile. L'État sert, mais ne contrôle pas la société civile.

Il n'y aura aucun obstacle à l'établissement et au développement des unions citoyennes. En particulier, les associations à but non lucratif n'auront besoin que de déclarer leur création, et non d'obtenir une licence d'exploitation. Les associations à vocation culturelle et sociale auront également le droit de demander l'aide de l'État.

4. Affirmer le Vietnam comme un pays construit sur les communautés

Bien que notre pays ait une longue histoire, c'est un pays nouveau. Le Centre n'a été intégré que depuis le XVII^e siècle, le Sud depuis le XVIII^e siècle. Notre pays a reçu de nombreuses nouvelles contributions en matière de territoire et d'ethnies. Pourtant, notre organisation n'est pas adaptée à ces changements et le pays est considéré à tort comme le pays d'une seule communauté : la communauté Kinh. Notre histoire est l'histoire des Kinh. Notre culture est la culture des Kinh. Les concepts de morale, de société et de droit sont fondés sur les Kinh et servent principalement le peuple Kinh. Peut-être que notre difficile processus d'ouverture et de défense du pays ne nous a pas donné le temps et les moyens de réfléchir sérieusement à une politique communautaire, mais pour être honnêtes, nous sommes très défailants sur ce point. Tout au long de l'histoire, à quelques exceptions près, les Kinh ont rarement reconnu une quelconque responsabilité envers les minorités ethniques ; ils n'ont fait qu'imposer leur modèle, si nécessaire par la violence. Cette situation, si elle n'est pas clairement identifiée afin d'avoir en temps voulu des politiques appropriées, peut conduire à des conséquences très désastreuses, surtout dans le contexte du monde actuel et à venir. De nombreux pays sont confrontés ou seront confrontés à des situations très difficiles en raison de soulèvements violents de minorités ethniques revendiquant leur identité. Si nous ne sommes pas vigilants et laissons cela se produire, deux vastes régions du pays — les montagnes du Nord et les hauts plateaux du Centre — pourraient devenir instables et impossibles à développer.

Les communautés doivent être respectées de manière égale dans un pays défini comme un pays de communautés. La communauté vietnamienne d'origine khmère

vit dans le Sud depuis longtemps ; la communauté vietnamienne d'origine chinoise a largement contribué à l'ouverture du Sud ; elles doivent être considérées comme pleinement vietnamiennes devant la loi et dans le sentiment national.

La nation vietnamienne doit complètement abandonner l'idée d'homogénéisation pour rechercher le progrès commun dans les différences. Nous devons affirmer que le Vietnam n'est pas défini par une race mais par l'accord de construire et de partager un avenir commun.

Aujourd'hui, les Kinh sont majoritaires sur tout le territoire ; la solution consistant à établir des régions autonomes pour les groupes ethniques n'est plus réalisable, mais la décentralisation permettra aux groupes ethniques d'avoir une voix importante dans les gouvernements locaux. Les cultures et les langues des minorités ethniques doivent être considérées comme une partie de la culture vietnamienne que l'État a le devoir de préserver. L'histoire vietnamienne doit également être revisitée et considérée comme l'histoire des ethnies unies pour former le pays du Vietnam.

L'esprit de respect envers les communautés doit également être étendu aux communautés religieuses, aux communautés idéologiques, aux communautés professionnelles et aux communautés informelles issues des modes de vie particuliers de chaque localité. Ces communautés doivent se voir garantir une place et une voix dans les activités nationales.

Depuis le 30 avril 1975, nous avons une autre communauté nouvelle et importante : la communauté vietnamienne d'outre-mer. Ces Vietnamiens ont dû quitter le pays parce qu'ils ne pouvaient pas supporter les mesures d'humiliation, de répression et de discrimination. Le Vietnam doit leur ouvrir les bras et le cœur. Leurs droits de citoyens doivent être immédiatement et pleinement reconnus, pour eux ainsi que pour leurs enfants nés à l'étranger.

La formation de la communauté vietnamienne d'outre-mer est un élément très nouveau et une grande opportunité pour le pays. Grâce à cette communauté, les Vietnamiens se sont familiarisés avec toutes les civilisations et tous les milieux de vie, ont expérimenté tous les modèles d'organisation sociale et se sont introduits dans toutes les disciplines scientifiques et techniques. Une fois les relations normales rétablies avec le pays, cette communauté sera une garantie que le Vietnam sera un pays ouvert, qui se débarrassera de l'entêtement et des préjugés et sortira définitivement des impasses bornées. Cette communauté, bien qu'elle ne soit pas encore très grande et qu'elle doive encore se renforcer, a le potentiel de contribuer grandement au pays. Les Vietnamiens d'outre-mer seront des têtes de pont scientifiques, techniques, culturelles et commerciales très précieuses que l'État vietnamien n'a pas les moyens de créer lui-même. L'expérience a montré que les pays qui se sont développés rapidement récemment ont bénéficié de la contribution d'une communauté d'outre-mer forte. Tout État vietnamien avisé doit encourager la communication entre les personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, reconnaître une entité vietnamienne d'outre-mer et chercher toutes les initiatives pour rendre la communauté vietnamienne d'outre-mer plus grande et plus forte.

5. Choisir définitivement l'économie de marché et l'entreprise privée

L'expérience mondiale au cours des dernières décennies a montré que les politiques économiques collectives et étatiques ont toutes conduit à l'échec. Elle a également montré que le libre marché est le guide le plus précis de la production et la garantie la plus sûre d'une distribution efficace. Le choix économique qui doit être fait pour le Vietnam est celui d'une économie de marché, prenant l'entreprise privée comme fondation, l'esprit d'entreprise et l'initiative comme force, l'ambition et l'enrichissement comme moteur, et les bénéfices comme récompense et stimulant.

Ce choix signifie que l'État ne fera pas ce que les entreprises privées peuvent faire. Le rôle économique principal de l'État est :

- d'assurer la stabilité monétaire,
- d'empêcher la concurrence illicite,
- d'investir dans les industries prometteuses dans lesquelles le secteur privé n'ose pas encore ou ne peut pas encore investir,
- d'entreprendre un certain nombre de programmes nécessaires de recherche et de prévention.

L'État a également une fonction d'alerte sur les tendances économiques nuisibles et d'encouragement des activités économiques bénéfiques, mais il le fait principalement par l'information et le soutien, et non par les ordres et les interdictions. L'État concentrera ses efforts sur la protection de l'intégrité territoriale, la protection de l'ordre et de la sécurité, la protection de la justice, la protection de l'environnement, la promotion des relations internationales bénéfiques et la construction et le renforcement du consensus national, c'est-à-dire en remplissant les fonctions légitimes d'un État.

Pour remplir ces fonctions et garantir une économie de marché saine, l'État doit s'efforcer continuellement de construire un système juridique approprié dans un esprit empirique, en partant des bonnes bases et en l'enrichissant continuellement par la jurisprudence.

6. Aller vers une économie industrielle et de services

Avec une superficie agricole petite mais fertile, le Vietnam possède un potentiel agricole considérable. À court terme, l'agriculture est un levier pour la relance et le point de départ du développement économique. Par conséquent, l'agriculture est notre priorité économique immédiate et le restera pendant un certain temps.

Cependant, en raison de la limitation des terres et de la grande population, le Vietnam ne peut pas continuer à être un pays agricole. Au contraire, notre position est avantageuse, nos ressources humaines sont abondantes et de haut niveau. Notre fonction naturelle est celle d'un pays industriel, commercial, de services et maritime. Nous devons dès maintenant nous préparer à cet avenir, d'autant plus que cette transformation nous permettra de convertir de nombreuses régions montagneuses impropres à l'agriculture en zones d'activités, ce qui signifie que le pays s'agrandira pratiquement.

Notre objectif économique pour les vingt prochaines années est de transformer l'économie agricole en une économie industrielle, commerciale et de services. Cela signifie que le poids de l'agriculture dans la production nationale totale ainsi que dans la répartition de la main-d'œuvre diminuera. La première étape de cet effort de transformation consiste à développer les industries liées à l'agriculture, telles que l'industrie alimentaire, la fabrication d'engrais, les pesticides, la machinerie agricole, etc., tout en cherchant en parallèle des marchés d'exportation pour les produits agricoles. Notre objectif national durant cette période de transition est que la nourriture vietnamienne soit reconnue dans le monde pour sa très haute qualité, et que les outils et équipements agricoles vietnamiens soient réputés pour un rapport qualité/prix inégalé.

En plus de nos efforts dans les secteurs ayant des perspectives claires tels que la pêche et le tourisme, nous accorderons une attention particulière à deux nouvelles perspectives : les services portuaires et la technologie de l'information. Ces deux industries nécessitent une politique totalement ouverte et franche envers le monde extérieur.

Grâce à notre position géographique avantageuse et à notre longue côte, le Vietnam peut avoir de très grands ports commerciaux. Nous serons prêts à signer des contrats à long terme pour la construction et l'exploitation de plusieurs ports commerciaux avec des entreprises étrangères. Mais le facteur important pour attirer les services commerciaux internationaux est que la situation de sécurité et d'ordre doit être stable, l'institution politique doit être ouverte, le gouvernement doit être honnête et le système de télécommunications doit être complet.

Les Vietnamiens sont assez compétents dans le domaine de la technologie de l'information. C'est une industrie avec beaucoup de potentiel de développement, et qui demande encore de nombreux experts, bien rémunérés. Si elle est utilisée correctement, l'informatique est également un outil objectif de gestion qui peut éliminer de nombreuses causes de corruption. Notre pays a actuellement de nombreux besoins de modernisation informatique dans le secteur public, en attente de financement par les institutions internationales. Nous pouvons utiliser la mise en œuvre de ces projets comme tremplin pour former une équipe de spécialistes en informatique compétents et à jour. Les perspectives sont encore meilleures car les avancées dans les communications permettent de plus en plus d'exécuter des contrats informatiques sans quitter le pays.

L'État doit viser à connecter chaque famille à Internet, afin d'exploiter au maximum ce réseau comme moyen de communication, d'apprentissage, d'échanges et de commerce.

Nous ne créerons pas de zones économiques spéciales avec des réglementations particulières comme des "zones de fabrication et d'exportation", mais nous offrirons toutes les incitations et facilités à l'activité économique sur l'ensemble du territoire, avec une loi commerciale unique pour tout le pays.

Notre pays a la chance d'être un pays côtier, dont les zones densément peuplées sont proches de la côte et non loin de bons ports. En nous appuyant sur cet avantage, nous établirons des zones industrielles réparties sur tout le territoire. Cette politique nécessite un investissement important dans les systèmes de transport et de communication, mais en retour, elle permettra d'économiser des coûts encore plus importants liés aux migrations internes, et elle évitera le problème de la surpopulation des grandes villes que rencontrent tous les pays en développement. Il faut souligner que toute politique future ne sera absolument pas coercitive. La redistribution de la population et de la main-d'œuvre est un phénomène permanent et naturel dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement ; mais la meilleure façon est de donner aux gens le libre choix de leur métier et de leur lieu de vie, après les avoir pleinement informés des opportunités. C'est une manière de faire en sorte que l'intelligence individuelle et la stratégie nationale se complètent et s'ajustent mutuellement.

La condition de réussite de cette transformation importante est d'avoir de bonnes relations avec tous les pays, en particulier les pays développés, et d'être pleinement accepté dans les grands blocs de coopération, comme le Partenariat Trans Pacifique.

7. Renforcer le marché intérieur

Nous utiliserons le marché intérieur comme tremplin pour aller de l'avant. Avec près de 100 millions d'habitants, notre pays constitue un marché immense, et les échanges entre Vietnamiens eux-mêmes représentent un moteur économique extrêmement important. Dans toute économie, même à l'ère de la mondialisation — sauf pour le cas très particulier des pays exportateurs de pétrole — le marché intérieur est toujours plus important que les activités d'importation et d'exportation. Le marché intérieur est important à la fois en termes de volume et comme terrain d'essai pour les exportations ; il est aussi un tampon nécessaire pour faire face aux fluctuations du marché international. Les activités d'exportation ne peuvent se développer sainement que si le marché intérieur est solide. Le marché intérieur sera stimulé en supprimant toutes les contraintes imposées aux entreprises et en promouvant des programmes publics importants. L'agriculture, la pêche, l'industrie alimentaire, le textile, la confection, la fabrication de biens de consommation, de matériaux de construction, d'équipements et d'ameublement seront les premières pierres de soutien de notre marché intérieur.

Le développement du marché intérieur doit aller de pair avec le développement des

entreprises domestiques. Nous ne possédons pas de grands capitalistes, nous devons donc activement promouvoir, soutenir et encourager les entreprises individuelles et les petites entreprises, les aider à prospérer et à grandir, pour qu'elles deviennent progressivement de grands capitalistes.

Un impératif urgent de la politique de développement du marché intérieur est la réparation et le renforcement des systèmes routiers et de communication, ainsi que des moyens de transport et de transmission de l'information.

8. Être constamment vigilant pour renforcer la solidarité sociale

Parmi les missions de l'État démocratique pluraliste, la mission la plus importante est d'assurer la solidarité sociale. Sur sa base philosophique, le pluralisme respecte chaque composante de la société ; il ne tolère donc pas qu'un groupe exploite et piétine un autre. Nous valorisons le profit comme une valeur et nous recherchons le profit principalement pour disposer des moyens nécessaires à la solidarité sociale. En outre, une nation sans solidarité n'est plus une nation. Nous ne pouvons pas abandonner les faibles ni ceux qui restent en arrière, tout comme une société civilisée ne peut refuser une béquille à une personne handicapée. Nous reconnaissons l'égalité des droits et de la dignité de chaque être humain dans la société, et nous devons consacrer les moyens nécessaires pour honorer cette égalité.

La solidarité sociale est une condition obligatoire pour préserver la stabilité de la base sociale, assurer la participation active et enthousiaste de tout le peuple à l'avenir du pays, éviter les conflits qui peuvent briser l'élan de la nation vers l'avenir et provoquer des émeutes.

En réalité, le développement économique engendre souvent et aggrave les disparités sociales. La mission centrale de l'État est de prévenir et de réduire au minimum les causes de tensions que le développement apportera inévitablement, car elles ne peuvent pas être complètement équilibrées.

La solidarité sociale nécessite un effort soutenu et attentif dans la répartition du revenu national afin de protéger les catégories vulnérables.

Elle requiert également un système de protection sociale qui assure à tous la satisfaction des besoins alimentaires et sanitaires minimaux.

Elle exige aussi un système d'éducation et de formation général et continu, qui garantisse des chances égales de promotion pour tous les citoyens.

À court terme, la solidarité sociale peut représenter un fardeau pour la nation et un obstacle au développement économique, mais en y regardant lucidement à long terme, elle est indispensable pour que la dynamique de développement économique puisse se poursuivre. La solidarité est aussi une condition essentielle pour garantir le sentiment national et l'attachement à la nation.

Bien entendu, l'État assume la tâche de mise en œuvre de la solidarité sociale. Mais il encouragera également tout particulièrement la société civile, à travers les organisations caritatives, à contribuer positivement à cette mission importante. Une partie du budget social sera utilisée par l'intermédiaire de la société civile. Les organisations caritatives seront financées proportionnellement — selon les capacités budgétaires — aux ressources qu'elles auront mobilisées auprès des masses pour les missions sociales.

La participation active de la société civile à l'effort de réalisation de la solidarité sociale a pour effet de mobiliser la contribution — émotionnelle aussi bien que matérielle — des masses, et elle a un effet moral particulier. Dans un bureau d'aide sociale de l'État, la personne dans le besoin peut seulement rencontrer un fonctionnaire ; mais dans une organisation caritative, cette personne rencontrera un bénévole engagé, une personne de cœur ; le lien de solidarité sociale et l'esprit de surmonter les obstacles ne peuvent qu'en être renforcés.

Une égalité sociale absolue n'est pas possible. L'important est que l'État considère la solidarité sociale comme une préoccupation permanente. La solidarité sociale est à la fois nécessaire et délicate ; nous devons en prendre soin avec une grande attention, en la traitant comme une lutte pour préserver le pays.

Cependant, nous devons affirmer que la solidarité sociale est le devoir de l'État, avec la coopération de la société civile, et non la responsabilité des entreprises. Les entreprises, en dehors de leur devoir de respecter la dignité des travailleurs, de respecter les lois de l'État et de respecter les contrats signés avec les travailleurs, n'ont pour seule fonction que de faire du profit afin de contribuer à la richesse de la société et de payer des impôts à l'État, pour que celui-ci dispose des ressources nécessaires pour garantir la solidarité sociale. Nous affirmons que la solidarité sociale ne peut pas interférer avec l'activité économique et devenir un obstacle pour les entreprises.

9. Adopter une "doctrine de petit pays"

Nous sommes actuellement un pays très inférieur ; notre exigence la plus urgente est de nous développer et de rattraper les pays développés. Par conséquent, la politique fondamentale du Vietnam pendant cette période doit être ce que nous pouvons appeler "la doctrine d'un petit pays".

Qu'est-ce que la doctrine d'un petit pays ? En termes simples, c'est rester humble aujourd'hui afin de grandir demain.

Sur le plan intérieur, la doctrine d'un petit pays signifie que nous ne nous diviserons pas et ne nous opposerons pas entre nous à propos de doctrines sophistiquées ; nous reconnaitrons humblement la faiblesse du pays ; nous nous chérirons, nous nous aimerons et nous nous protégerons mutuellement pour sortir ensemble de la situation douloureuse actuelle. L'État refusera les dépenses vantardes faites

pour le prestige afin de concentrer toutes les ressources et forces sur les efforts visant à sortir de l'état d'infériorité. L'État protégera et préservera avec respect les quelques réalisations existantes. L'État mettra l'accent sur l'éducation et la formation et investira d'abord dans une éducation pragmatique.

Sur le plan extérieur, nous ne rivaliserons pas pour jouer un rôle international, nous ne nous impliquerons pas dans les différends internationaux, sauf pour défendre les droits de l'homme, la justice, l'éthique et le droit international. Nous nous efforcerons de créer une image pacifique et humble afin d'être acceptés par la communauté internationale comme une nation avec laquelle commercer ; nous ne participerons absolument à aucun conflit international. Cependant, être humble ne signifie pas accepter la dépendance. Nous réexaminerons les accords que le gouvernement communiste a signés avec les pays étrangers et nous abolirons ceux qui sont soit de nature dépendante, soit insultants pour la souveraineté et les intérêts nationaux, en premier lieu les accords secrets dont le peuple vietnamien n'a pas été informé.

Ce qui est préoccupant aujourd'hui, c'est que nous vivons dans une région où des tensions, voire des conflits, sont possibles. Nous considérons la présence militaire active des États-Unis dans la région comme un élément essentiel pour assurer la paix et la stabilité, et nous encouragerons cette présence.

Nous voyons la coopération avec les États-Unis, le Japon et d'autres pays démocratiques comme un grand avantage qui non seulement nous ouvre de vastes marchés et nous fournit des transferts scientifiques et technologiques précieux, mais nous aide aussi à adopter les modes d'organisation, de pensée et de travail des sociétés avancées. Nous coopérerons honnêtement avec eux et nous apprendrons d'eux.

Avec une politique étrangère modeste et pacifique, nous n'aurons pas besoin d'une grande armée. Avec une politique intérieure qui respecte toutes les libertés et qui repose sur l'esprit de réconciliation et d'unité nationales, nous n'aurons pas besoin d'un appareil policier massif. L'armée et la police seront donc réduites au minimum nécessaire, mais suffisant, pour remplir leurs fonctions d'outils non politiques chargés de protéger le territoire, l'environnement, la sécurité et l'ordre.

L'esprit de la "doctrine de petit pays" est de reconnaître notre état d'infériorité et de mobiliser toutes les ressources et toutes les forces pour élever le pays. Avec une population nombreuse et laborieuse, une position géographique favorable, le Vietnam possède un grand potentiel et le droit d'aspirer à une place honorable dans le monde, à condition de persévérer dans ses efforts pendant quelques décennies.

10. Poursuivre une politique étrangère pacifique et coopérative ainsi qu'une bonne politique de voisinage

Dans le monde compétitif d'aujourd'hui, de bonnes relations sont indispensables. Nous ne manquerons aucune occasion d'établir et de renforcer toutes les relations

de coopération avec chaque pays du monde, en premier lieu avec les pays voisins.

Pour les pays occidentaux, en particulier la France et les États-Unis, avec lesquels nous avons eu des relations complexes et tumultueuses, nous normaliserons non seulement les relations diplomatiques mais aussi les relations culturelles et émotionnelles. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux et beaucoup à attendre d'une coopération mutuellement profitable. Nous devons également accorder une attention particulière aux pays où la politique migratoire est encore permissive, ou est susceptible de le devenir, afin de développer au maximum la diaspora vietnamienne, avec pour objectif à moyen terme d'avoir un Vietnamien sur dix vivant dans les pays développés. Une politique étrangère pacifique et humble, combinée à l'exploitation du potentiel de contribution d'une large communauté vietnamienne d'outre-mer prospère et attachée à la patrie, constitue la base de nos efforts diplomatiques.

Mais surtout, nous devons renforcer notre position dans la région Asie-Pacifique, en particulier au sein de l'ASEAN. À l'intérieur de ce bloc, nous contribuerons activement à renforcer la solidarité, à abaisser les barrières culturelles et commerciales, et à promouvoir la formation réelle d'une zone d'échanges libres. Nous devons nous efforcer d'adhérer au Partenariat Trans Pacifique et de tirer parti de toutes les opportunités offertes par ce partenariat afin que notre pays puisse s'élever et rattraper les autres.

De toute urgence, nous devons resserrer notre coopération avec nos deux pays amis et voisins, le Laos et le Cambodge, qui sont de plus en plus influencés par la Chine. Nous avons été victimes d'une politique de division héritée de la période coloniale française, que nous devons briser aujourd'hui. Nos frontières avec ces deux pays n'ont pas changé depuis plus de deux siècles. Ce sont parmi les frontières les plus stables au monde, témoignant de la possibilité d'une coexistence pacifique entre le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Mais nous devons aussi proclamer explicitement une véritable politique pacifiste et faire de grands efforts diplomatiques pour dissiper les malentendus laissés par un passé relativement récent. Nous devons déclarer solennellement à ces deux voisins que nous respectons absolument les frontières existantes et que nous sommes disposés à faciliter la communication et l'utilisation des ports commerciaux afin qu'ils aient accès à l'océan. Nous leur proposerons de coopérer à la construction de routes vers la mer et, si possible, de conclure un accord sur la liberté de mouvement et de migration. Le Laos et le Cambodge ont tous deux besoin d'un accès à la mer via le Vietnam, donc la coopération se fera naturellement s'ils croient fermement que le Vietnam respecte leur souveraineté et leur territoire. Le Vietnam, le Laos et le Cambodge ont de grandes perspectives de former un bloc de coopération égal dans lequel les trois pays en tireront bénéfice et développeront leurs forces économiques spécifiques.

Avec la Chine, nous devons résoudre à l'amiable les différends sur les eaux territoriales et les îles afin d'ouvrir une ère véritablement saine de coopération. Les deux pays partagent une longue frontière, ont autrefois partagé une culture et possèdent aussi de nombreuses similitudes dans le comportement humain, de sorte

que la coopération est une chose naturelle. La préoccupation actuelle est que la Chine accroît d'une part sa puissance militaire et, d'autre part, affiche une politique d'hégémonie régionale. Face à la Chine, nous devons adopter une attitude modeste et amicale mais aussi résolue dans la défense de notre souveraineté sur la terre, la mer et les îles. Nous avons des raisons d'espérer que la présence militaire active des États-Unis et la nouvelle politique assertive du Japon dans la région constitueront une garantie pour la paix et la sécurité. Nous avons également des raisons de croire que la Chine choisira la retenue, la paix et la coopération ; mais la modernisation de nos défenses est un autre facteur qui encouragera la Chine à suivre cette bonne voie. À court terme, tant que la relation entre la Chine et Taïwan restera incertaine, nous accorderons une attention particulière au développement des relations de coopération économique avec Taïwan.

Nous devons reconnaître le rôle économique important du Japon en Asie et promouvoir les relations Vietnam–Japon comme un axe de la politique nationale de développement.

Enfin, nous devons également avoir un jugement sage et pragmatique à propos des pays d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique. Ces pays représentent des marchés potentiels dans lesquels nous avons déjà de nombreux amis, des relations et des connaissances à exploiter.

11. Poursuivre une politique de contrôle des naissances civilisée

Nous avons aujourd'hui une population d'environ 100 millions d'habitants, nous classant au 15^e rang mondial, sur une surface très étroite de 330 000 kilomètres carrés. De plus, la proportion de nos terres réellement cultivables et habitables est très faible, seulement d'un tiers. Pendant ce temps, notre population continue de croître de plus d'un million de personnes par an. D'un autre côté, notre capacité économique et notre niveau de transformation vers une économie industrielle et de services ne nous permettent pas encore d'investir massivement dans l'expansion des zones d'habitation. Bien que la croissance démographique ait diminué ces dernières années, il existe encore un grand problème qui nécessite une vision claire. D'une part, bien que la population ait augmenté de façon significative, le taux de croissance démographique ne peut pas être réduit brutalement sans créer, dans un avenir proche, une charge économique due à l'inversion du ratio jeunes/vieux. D'autre part, la baisse de la croissance démographique a été largement obtenue jusqu'à présent à un coût élevé, faisant de nous l'un des pays ayant les taux d'avortement les plus élevés au monde, avec des conséquences psychologiques et sociales désastreuses.

L'expérience des gouvernements communistes du Vietnam et de la Chine a montré qu'une politique de limitation des naissances poussée jusqu'à la barbarie ne fait que dégrader la population sans réduire la natalité. Le problème doit être résolu à la racine : dans la culture et la conception de la vie. À l'école et dans l'éducation de masse, il est nécessaire de diffuser des connaissances sur la contraception et de normaliser les relations hommes–femmes, en séparant la construction d'une famille et la procréation de la simple satisfaction des besoins physiologiques.

Un taux de natalité élevé est également dû à deux autres raisons qu'il nous faut surmonter : le niveau d'éducation et le faible rôle social des femmes et l'inquiétude liée à la vieillesse. Améliorer le niveau d'éducation des femmes et les intégrer activement aux activités socio-économiques est un investissement nécessaire pour limiter la croissance démographique. Toute l'expérience mondiale a montré que plus le niveau d'éducation est élevé et plus les femmes participent activement aux activités économiques, plus elles ont tendance à restreindre les naissances. L'expérience a également montré que garantir un revenu minimum pour les personnes âgées, une obligation de toute société civilisée, réduit significativement la croissance démographique. En effet, dans les pays dépourvus de sécurité sociale, avoir de nombreux enfants est avant tout une garantie pour la vieillesse. Nous devons donc prendre soin des personnes âgées si nous ne voulons pas avoir un nombre d'enfants si élevé que nous serions incapables de les nourrir et de les éduquer correctement. Cette politique créera un sentiment de sécurité et réduira certainement la fécondité, surtout avec la conviction que les revenus garantis pour la vieillesse augmenteront avec le développement économique.

Enfin, nous avons aussi le droit de croire que la croissance démographique diminuera dans une société civilisée qui ne "valorise pas les hommes et ne dévalorise pas les femmes" au point d'essayer d'avoir un fils coûte que coûte, une société où l'information est complète et où chacun a des possibilités de progresser. Une fois suffisamment optimistes pour planifier leur avenir, les couples comprendront naturellement qu'ils doivent limiter le nombre d'enfants.

12. Construire un bonheur national de qualité au sein même de l'effort

Les dirigeants communistes sont très malhonnêtes lorsqu'ils affirment que le Vietnam d'aujourd'hui est un pays à revenu intermédiaire. La réalité est tout le contraire. Nous sommes très pauvres et largement en dessous de la moyenne mondiale.

En cette année 2015, la production moyenne par habitant dans le monde est d'environ 11 000 USD par an ; dans notre pays, une estimation modérée la situe autour de 1 500 USD, soit seulement 15 % de la moyenne mondiale. Nous sommes tragiquement en retard. Même si nous atteignons une croissance stable supérieure de 2 % à celle du monde à partir de maintenant — ce qui est un bon résultat — il faudrait encore un siècle avant que nous devenions véritablement un pays moyen. Mais avons-nous ce temps avant que le découragement et le désespoir ne désintègrent le pays ? Certainement pas. Nous devons rattraper notre retard en une génération. C'est un immense défi.

Ce défi est d'autant plus grand que tous les facteurs nous sont défavorables. La société est corrompue, les cœurs sont déçus et dispersés, l'esprit national est très faible, l'environnement est pollué, la moralité est décadente, les bandes criminelles sévissent, tandis que la société civile est absente. L'héritage du régime communiste est horrible. Nous devons mobiliser des efforts colossaux dans tous les domaines,

tout en continuant à vivre dans la pauvreté et l'infériorité pendant encore longtemps.

Dans cette situation, nous n'avons pas d'autre choix que de construire dans le pays un bonheur de qualité : c'est-à-dire un contexte national paisible et enthousiaste, où les gens, bien que pas encore riches, sont libres et respectés ; où leur dignité, leurs intérêts, leur santé et leurs opportunités de progrès sont protégés dans une société harmonieuse, pacifique et solidaire, avec un environnement sain. De plus, cette condition est nécessaire pour se relever ; plus l'effort est grand, plus il doit être partagé équitablement. Le modèle social doit avoir l'image d'une famille heureuse, car il est harmonieux et joyeux, partage volontairement et rationnellement les sacrifices et les réussites, sous un toit simple mais propre et ordonné, dans la croyance que demain sera meilleur qu'aujourd'hui.

La chose la plus importante est aussi celle qui peut être réalisée immédiatement car elle ne nécessite pas de grandes dépenses : améliorer l'environnement, les paysages et les lieux publics. En raison de la culture traditionnelle, nous ne sommes pas conscients de l'importance de l'environnement, même si le problème est très grave et affecte directement chacun. Cette cécité a conduit les dirigeants successifs à ignorer le fait que le développement — y compris le développement économique — ne peut être durable que si l'environnement est protégé. Les usines polluantes causent des dommages sociaux à long terme bien plus importants que les revenus à court terme qu'elles génèrent. La corruption est une cause majeure de la destruction de l'environnement ; l'absence de société civile en est une autre. Le fait étonnant est que jusqu'à présent, notre pays ne possède aucune association de protection de l'environnement, alors même que l'environnement a été ravagé jusqu'à des niveaux critiques et continue de l'être, alors que dans les pays riches, puissants et civilisés, la protection de l'environnement est devenue la cible d'innombrables associations, y compris de partis politiques qui en font leur priorité absolue. Dans le monde d'aujourd'hui, l'environnement est devenu une question politique fondamentale.

Nous ne pouvons pas tolérer des usines qui ne traitent pas les fumées et les déchets au nom du gain économique. Nous devons également interdire strictement la déforestation, le remblayage et l'empiètement sur les étangs et les lacs. Les installations sanitaires publiques doivent être adéquates. Le système de drainage doit être complet. La construction doit être ordonnée ; chaque zone ne peut comporter que quelques types de maisons avec des couleurs limitées. Il est nécessaire d'augmenter les transports publics, de créer une taxe environnementale sur les voitures et les motos, d'encourager l'utilisation du vélo, d'interdire les véhicules à essence dans les centres-villes et les zones densément peuplées, et de punir sévèrement les entreprises frauduleuses qui construisent des ponts et des routes. Nous arrêterons le projet de bauxite des Hauts Plateaux, suspendrons les projets d'énergie nucléaire — y compris ceux en construction — et éliminerons l'énergie nucléaire jusqu'à ce que des techniques adéquates de traitement des déchets soient trouvées et que notre pays ait la pleine capacité d'assurer la sécurité absolue des réacteurs. Ces mesures peuvent à court terme réduire les bénéfices de certaines entreprises, mais à long terme, elles apporteront encore de grands avantages économiques, car elles protègent et encouragent les investissements dans de nombreux autres secteurs, notamment le tourisme ; le plus important est la santé

et une vie paisible. La pollution est une violation grave des droits de l'homme, car l'eau propre, l'air pur et l'espace calme sont des droits humains fondamentaux.

Construire une société harmonieuse, paisible et solidaire ne nécessite pas des coûts au-delà des capacités nationales, comme beaucoup le pensent. Les coûts sont négligeables comparés aux sommes volées par les fonctionnaires corrompus ; un gouvernement honnête en aura les moyens. Ce qu'il faut, c'est quelque chose que nous pouvons faire même sans être encore riches :

- que la loi soit absolument honnête, transparente et respectée ;
- un gouvernement déterminé à ne pas transiger avec la corruption ;
- un gouvernement dirigé par des personnes compétentes et visionnaires qui font du service de la nation leur idéal ;
- un gouvernement qui ne puisse être soupçonné de fraude.

Le peuple vietnamien est tellement habitué aux sacrifices et aux souffrances qu'il peut accepter des efforts extraordinaires ; il peut aussi pardonner les erreurs, à condition qu'il croie que les dirigeants se trompent mais ne sont ni ignorants ni trompeurs, qu'ils commettent des erreurs parce que tout le monde peut en commettre face à des décisions difficiles et complexes. Nous pouvons avoir de tels dirigeants, mais ils n'en ont pas encore eu l'occasion car ils ne disposent pas encore de la force d'une équipe. L'effort principal du Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme hier, aujourd'hui et demain, est de découvrir, de regrouper et de former ces personnes dont le pays a besoin.

VI. **Institutions et constitution pour la République vietnamienne**

Le choix d'un régime politique ne peut pas être purement théorique, encore moins la copie d'un modèle existant qui a réussi dans un autre pays, peu importe le respect que nous avons pour l'expérience des peuples dans leur cheminement vers la démocratie et la prospérité.

Nous choisirons un régime politique — et en même temps une constitution — qui répond aux exigences fondamentales du pays :

- Construire honnêtement et irréversiblement une démocratie afin de s'intégrer fermement au monde démocratique.

- Réaliser une réconciliation et une concorde nationales réelles et définitives afin de mobiliser tous les cerveaux, les cœurs et les mains pour s'efforcer de s'élever et de construire un avenir vietnamien commun.

- Développer le pays en suivant le modèle de l'économie de marché, ayant la liberté et la créativité comme moteur.

- Décentraliser afin de permettre aux régions de maximiser leurs avantages particuliers dans un Viêt Nam unifié tout en réduisant au minimum les disparités régionales.

- Promouvoir la société civile et satisfaire les aspirations légitimes des communautés ethniques et religieuses.

- Atteindre une véritable unification, c'est-à-dire dans le consensus national.

À la lumière de ces exigences fondamentales, nous choisirons un système politique démocratique parlementaire et décentralisé.

1. Deux préjugés erronés concernant le régime politique

Avant de discuter d'un régime politiquement approprié pour le Viêt Nam, nous devons dissiper deux préjugés, qui sont aussi deux inquiétudes incorrectes mais très répandues chez les Vietnamiens.

1.1. Démocratie pluraliste et stabilité politique

La première inquiétude est qu'un régime pluraliste et multipartite puisse entraîner une dispersion partisane, dans laquelle aucun parti n'a la majorité pour s'emparer du pouvoir, causant ainsi une instabilité politique. On peut craindre que le gouvernement change continuellement selon l'unité ou la désunion d'alliances temporaires.

Cette préoccupation est sans fondement ; elle provient d'un malentendu causé par une propagande empoisonnée dont beaucoup de Vietnamiens ont été victimes.

Le fait qu'il y ait plus ou moins de partis, et qu'un parti politique ait ou non une majorité stable au parlement, dépend principalement du mode de scrutin, non du degré de liberté politique. Pour dire simplement : le vote nominal à un tour conduit au bipartisme car il élimine les petits partis, tandis que le vote proportionnel conduit à l'émergence de nombreux partis politiques.

Le vote nominal à un tour signifie que chaque circonscription électorale élira un représentant, et les candidats se présentent avec un statut juridique personnel, bien qu'ils puissent porter l'étiquette d'un parti politique ; celui qui obtient le plus grand

nombre de voix sera élu. Ce mode de scrutin est favorable aux grands partis politiques, élimine les petits partis et assure la présence permanente d'une majorité pour former et diriger un gouvernement de manière stable. En revanche, il ne permet pas aux tendances minoritaires d'avoir voix au chapitre au parlement. En réalité, il conduit souvent à un régime bipartisan. Ainsi, le mode de scrutin nominal à un tour est une solution technique au problème de la stabilité gouvernementale, sans qu'il soit nécessaire de restreindre légalement la liberté politique.

Le vote proportionnel signifie que le scrutin est organisé sur l'ensemble du pays ou dans chaque région entre les partis politiques, et que le nombre de représentants élus pour chaque parti politique est proportionnel au nombre de voix qu'il obtient. Par exemple, un parti qui obtient 20 % des voix remportera en principe 20 % des députés. Cette manière de voter est très démocratique parce qu'elle permet à toutes les tendances d'avoir voix au chapitre et une place au parlement, mais en contrepartie elle présente le danger de mener à un parlement fragmenté dans lequel aucun parti n'a une majorité suffisante pour gouverner.

La solution optimale est une combinaison de ces deux modes de scrutin afin de garantir à la fois la démocratie et la stabilité relative du gouvernement. Techniquement, il pourrait y avoir une multitude de formules, y compris le vote nominal à deux tours, qui a pour effet de rassembler au second tour les partis partageant la même tendance.

Ces observations nous permettent d'affirmer que donner la stabilité politique comme raison pour limiter l'activité des partis politiques est infondé. Dans le Viêt Nam de demain, il n'y a pas besoin de restriction, et il n'y en aura pas, sur le droit de former et de développer des partis politiques.

Il faut aussi mettre fin à la confusion trompeuse à propos de la stabilité. La stabilité a deux significations.

La première signification est la stabilité civile, qui signifie la stabilité dans la vie de chaque citoyen : s'assurer qu'il n'y a pas d'arrestation, pas de confiscation de biens, pas d'interdiction de faire des affaires, pas d'application arbitraire ou fréquente de changements de loi ou de décisions gouvernementales. Cette stabilité est essentielle au développement économique, afin que les gens puissent planifier leurs activités en toute confiance. Cette stabilité nécessite la démocratie, les droits de l'homme et un État de droit.

Ces remarques nous permettent d'affirmer qu'utiliser le prétexte de la stabilité politique pour limiter les activités des partis est sans fondement. Dans le Viêt Nam de demain, il n'y a pas lieu, ni possibilité, d'imposer des restrictions au droit de créer et développer des partis politiques.

La deuxième signification est la stabilité du groupe dirigeant, ou en d'autres termes, la prolongation d'un gouvernement avec les mêmes dirigeants. Cette prolongation, si

elle n'est pas due à des élections libres mais à une dictature tyrannique, est très opposée à la stabilité civile et donc complètement contraire au développement, car le peuple doit toujours vivre dans la peur et ne peut pas faire de plans économiques à long terme.

L'expérience a montré que la stabilité civile est essentielle au développement, alors que la stabilité du groupe dirigeant est complètement inutile, voire nuisible, car les gouvernements qui durent trop longtemps mènent presque inévitablement à des abus de pouvoir et à la corruption. Au Japon, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, peu de gouvernements ont duré deux ans. En Italie, la durée de vie moyenne des gouvernements est encore plus courte. Pourtant, les économies de ces deux pays se développent rapidement ; ils sont tous deux membres du groupe des sept pays les plus développés.

Pendant ce temps, les pays ayant des gouvernements qui durent longtemps — comme le Viêt Nam, Cuba, la Corée du Nord et de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine — stagnent et restent en retard.

Lorsque les dictatures — comme la direction du Parti communiste vietnamien — affirment que la stabilité est nécessaire au développement, beaucoup de gens acquiescent parce qu'ils comprennent la stabilité au sens civil, tandis que les dictatures parlent de stabilité au second sens, c'est-à-dire la stabilité du groupe dirigeant. C'est une fraude qui doit être dénoncée.

1.2. Unité et décentralisation

La deuxième inquiétude est que la décentralisation puisse compromettre l'unité territoriale et restaurer la situation des seigneurs de la guerre.

La réponse est clairement non.

Les régions ne sont pas des nations, l'autonomie n'est pas synonyme d'indépendance. Les lois régionales ne peuvent pas être en conflit avec les lois nationales.

Il devrait y avoir une vision plus saine de l'unité, dépassant l'unité administrative lourde et bureaucratique. L'unité est avant tout l'unité dans le cœur des gens. Lorsque chaque personne et chaque localité sentent qu'elles ont une place et une voix dans la communauté nationale, tout en voyant leurs propres caractéristiques respectées, elles se sentiront mieux intégrées à la nation, et la concorde nationale sera plus forte.

Au contraire, dans le monde actuel, rapide et complexe, et dans un pays de près de cent millions d'habitants, un gouvernement centralisé ne peut pas tout décider. Les localités sont en pratique autonomes ; mais cette autonomie est illégale, c'est-à-dire qu'elle est toujours dans une logique de conflit — logique mais illégale — avec le gouvernement central, et donc avec la communauté nationale. Le pouvoir centralisé

a donc conduit aux seigneurs de la guerre plutôt qu'à l'unité. Parce qu'elle peut unir la nation, la décentralisation doit être menée à la fois au niveau national et dans l'organisation de chaque région.

La décentralisation est la tendance écrasante de cette époque ; c'est la conclusion de deux siècles d'expérimentation démocratique sur terre. De manière surprenante, il a fallu beaucoup de temps aux nations pour découvrir une vérité simple : un gouvernement ne peut être composé que d'un petit nombre de personnes, et un petit nombre de personnes ne peut pas tout décider pour un grand pays avec une grande population vivant sur des territoires aux conditions géographiques et humaines différentes.

La décentralisation présente des avantages évidents : elle encourage l'activité politique dans les localités, elle apporte la démocratie partout et à tout le monde, elle évite les longues et compliquées chaînes administratives pour les activités quotidiennes, elle stimule les activités culturelles et de presse locales, elle permet à chaque localité de choisir le mode de vie le plus adapté à ses caractéristiques, et donc de se développer.

Les régions appauvries auront un gouvernement séparé qui donnera la priorité absolue à leur développement et les amènera au niveau national, au lieu d'être oubliées par un gouvernement central occupé par les problèmes urgents des régions fortes et développées. Personne ne signalera fidèlement et précisément les difficultés d'une région comme le fera le gouvernement régional, dont la mission unique est de développer cette région.

La décentralisation contribue également à la stabilité de la nation et de la démocratie. D'une part, elle neutralise les projets de coup d'État (renverser le gouvernement central... et ensuite, que faire des gouvernements locaux ?). D'autre part, elle évite les crises au niveau central qui ne devraient pas se produire, parce qu'elles concernent des problèmes qui apparaissent seulement dans certaines régions à des moments différents. Un autre avantage extrêmement important de la décentralisation est qu'elle atténue les conflits politiques, parce qu'un parti peut perdre au niveau central mais prendre le pouvoir dans certaines localités où il est soutenu. Le conflit entre gouvernement et opposition est donc moins féroce. Dans le contexte de l'histoire actuelle du Viêt Nam, la décentralisation évite ainsi la situation où "le vainqueur prend tout, le perdant perd tout", contribuant ainsi positivement à la réconciliation et à la concorde nationales.

La décentralisation permet également aux tendances minoritaires, aux religions et aux minorités ethniques d'avoir un poids politique significatif dans les régions où elles sont présentes en nombre, atténuant ainsi les sentiments de mécontentement et les idées de séparatisme ou d'autonomie.

Un autre avantage important de la décentralisation est que, grâce aux gouvernements locaux, chaque fois qu'un changement de gouvernement se produit, ceux qui accèdent au pouvoir au niveau central ne sont pas des apprentis ; ils ont au

moins de l'expérience aux niveaux locaux.

Cependant, pour que la décentralisation ait un contenu et un effet réels, les régions doivent avoir une taille et une population viables et développables.

Notre pays compte aujourd'hui plus de 90 millions d'habitants ; lorsque la croissance démographique s'arrêtera, notre population se stabilisera autour de 110 millions. Nous pourrions avoir de dix à quinze régions, comptant chacune entre cinq et quinze millions de personnes.

Pour éviter les lourdeurs administratives et notamment pour l'état civil, chaque région sera une combinaison de plusieurs provinces existantes. Le regroupement des provinces en région sera basé sur des critères ethniques, économiques, de ressources naturelles et de transport.

Chaque région aura son propre parlement avec le pouvoir de nommer le gouvernement régional, d'adopter des lois régionales qui ne sont pas en conflit avec la constitution et les lois nationales, de voter certaines taxes et budgets locaux.

Le gouvernement régional est élu par le parlement local pour mettre en œuvre les politiques votées par ce parlement.

Les régions ne peuvent pas avoir d'armée, elles ne peuvent pas émettre leur propre monnaie, elles n'ont pas de représentation diplomatique, elles ne peuvent pas signer de traités avec d'autres pays, elles ne peuvent pas posséder d'entreprises à but lucratif, elles ne peuvent pas organiser de référendums à but politique. Toutes les élections et référendums doivent être autorisés et reconnus par le gouvernement central pour être valides.

Les régions ne peuvent pas signer de traités entre elles. La coordination entre régions relève entièrement de l'autorité du gouvernement central.

Chaque citoyen a le droit de choisir librement sa résidence sur tout le territoire. Les régions n'ont pas le droit d'interdire l'immigration dans leurs territoires, mais uniquement de restreindre la mobilité des citoyens faisant l'objet d'une enquête judiciaire.

Le nombre de policiers régionaux ne peut pas dépasser un pourcentage — déterminé par le gouvernement central — par rapport au nombre de policiers nationaux présents dans la région.

Le gouvernement central a le droit de fixer un contenu minimum pour chaque niveau d'éducation. Les diplômes permettant l'exercice légal de professions libérales doivent être reconnus par le gouvernement central.

Les structures administratives provinciales et infra provinciales seront définies par une loi nationale suivant le principe de la décentralisation.

2. Le régime politique

2.1. Le régime parlementaire : l'institution la plus démocratique et la plus stable

Nous sommes déterminés à exercer la démocratie de la manière la plus efficace et à prévenir le retour de toute forme de dictature. Nous choisissons l'institution politique sur la base de cette détermination. La première chose à faire est de choisir l'une des trois formules : un régime présidentiel, un régime semi-présidentiel et un régime parlementaire.

Tout d'abord, nous éliminons explicitement le régime présidentiel, c'est-à-dire le régime dans lequel une personne est élue directement au suffrage universel et détient l'ensemble du pouvoir exécutif. Ce régime comporte de nombreux handicaps inacceptables. Nous pouvons citer les deux handicaps les plus courants.

Le premier handicap est la formule qui consiste à voter pour une personne au lieu d'un parti politique. Cette manière de voter empêche le développement des partis politiques, car la condition principale pour accéder au pouvoir est d'avoir un candidat capable d'attirer les électeurs ; ainsi, la condition centrale est d'avoir un bon comité de campagne, et non un appareil de parti. Ce candidat peut être élu pour des raisons superficielles telles que le fait d'être jeune et séduisant, de marcher avec élégance, de parler avec éloquence, etc., plutôt qu'en raison du prestige de son parti et de ses capacités politiques. Une fois élu, ce candidat contrôle le parti ; il ou elle ne dépend pas du parti. L'expérience a montré que dans tous les régimes présidentiels, y compris aux États-Unis, il n'existe pas de partis politiques forts comme dans les régimes parlementaires ; c'est un grand dommage, car les partis politiques sont à la fois le lieu de formation des talents politiques et le milieu de production et de sélection des idées sur les grandes questions nationales.

Le deuxième handicap est qu'il donne trop de pouvoir à une seule personne pendant une durée prédéterminée. Dans le contexte d'un pays qui n'a pas encore de tradition démocratique, cela conduit facilement à des abus de pouvoir et à la dictature, avec pour conséquence la répression, les émeutes, voire la guerre civile. De plus, si le président est discrédité pour une raison quelconque pendant son mandat, les activités nationales seront dangereusement paralysées pour le reste de ce mandat, car le président ne peut pas être remplacé.

En théorie pure, le système présidentiel a l'avantage d'assurer un gouvernement fort, capable de décider rapidement des options stratégiques nécessaires. Mais en réalité, le risque de guerre est désormais écarté, même la guerre froide est terminée ; il n'est plus nécessaire d'avoir un gouvernement fort qui prenne rapidement des

décisions importantes. De plus, ce qu'un président peut faire, un Premier ministre soutenu par une majorité parlementaire peut aussi le faire. La vérité historique est que, jusqu'à présent, tous les régimes présidentiels dans le monde ont échoué ou du moins montré leurs faiblesses ; ils ont souvent conduit à une dictature personnelle — comme dans la plupart des pays ayant choisi ce régime — ou à une impasse conflictuelle entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

C'est l'échec des régimes présidentiels qui a conduit à l'émergence des régimes dits semi-présidentiels, qui combinent un président et un Premier ministre. Le président est le chef de l'État et partage — plus ou moins selon les dispositions constitutionnelles — le pouvoir exécutif avec un Premier ministre responsable devant le parlement dans la plupart des cas. Le président, élu directement au suffrage universel, est très puissant, à l'égal d'un président dans un système présidentiel pur, même si les droits constitutionnels peuvent différer. Cette suprématie est une garantie de stabilité politique, semblable à celle d'un régime présidentiel ; en contrepartie, le prix à payer comprend, d'une part, certains désavantages du système présidentiel et, d'autre part, des conflits d'autorité inévitables au sein de l'exécutif entre le président et le Premier ministre.

Les régimes semi-présidentiels atténuent les inconvénients du système présidentiel en les conciliant avec ceux du régime parlementaire. Plusieurs régimes semi-présidentiels ont réussi. Cependant, le régime semi-présidentiel est très complexe ; sa nature et son contenu peuvent varier selon des facteurs circonstanciels : le président et le Premier ministre appartiennent ou non au même parti, la durée du mandat présidentiel et celle du parlement sont identiques ou non, le président ou le parlement a été élu récemment ou non, etc.

Dans un régime parlementaire, le pouvoir exécutif est entre les mains d'un Premier ministre élu par le parlement et responsable devant lui. Ainsi, en élisant un parlement, le peuple choisit indirectement un Premier ministre. L'avantage des régimes parlementaires est que les électeurs votent d'abord pour le projet politique d'un parti plutôt que pour une personne, puis ils sélectionnent un représentant parmi les candidats proches d'eux qu'ils peuvent évaluer ; à travers leurs représentants, ils peuvent surveiller et contrôler en permanence les activités du gouvernement.

Le régime parlementaire est le système le plus démocratique et le plus judicieux, à condition qu'il ne mène pas à une inflation de partis politiques et à un parlement paralysé, divisé entre de nombreuses tendances opposées. Cette condition, comme l'a prouvé l'expérience, peut être remplie en élisant tous ou la plupart des représentants selon le mode nominal à un tour.

Nous choisirons le régime parlementaire en raison de sa simplicité et de son caractère démocratique.

2.2. Organisation du gouvernement

Une institution décentralisée conduit naturellement à l'existence de deux chambres au niveau central : le Sénat, qui représente les régions, et l'Assemblée nationale, qui représente la population. Dans chaque région, une seule chambre des représentants est nécessaire pour jouer le rôle de parlement local.

Le Sénat n'existe qu'au niveau central. Chaque région dispose d'un nombre égal de sénateurs, élus directement par les électeurs de la région ; la communauté vietnamienne d'outre-mer sera également représentée. Le Sénat joue le rôle de garant de l'unité et de l'harmonie nationales entre les régions ; il présente des propositions de loi, peut faire appel des lois votées par le parlement, et peut recommander et proposer au gouvernement des politiques ainsi que la nomination de hauts responsables. Le Sénat a le droit de convoquer des auditions de responsables gouvernementaux à tous les niveaux.

L'Assemblée nationale est composée de représentants élus en majorité selon le mode nominal à un tour; le reste est élu au scrutin proportionnel. Dans un Viêt Nam de 100 millions d'habitants, l'Assemblée nationale peut compter environ 500 représentants, dont environ 450 élus au scrutin nominal à un tour, et le reste au scrutin proportionnel à l'échelle nationale. Le fait que la majorité soit élue au scrutin nominal garantit qu'il n'y aura pas d'inflation de partis politiques et qu'il existera une majorité (d'un parti ou d'une coalition de plusieurs partis partageant la même orientation) pour former un gouvernement. La petite proportion élue au scrutin proportionnel permet à tous les partis de participer au parlement ; elle permet aussi aux dirigeants de partis politiques d'envergure nationale d'éviter de se présenter à des élections locales et de concentrer leurs efforts sur les affaires nationales.

Dans chaque région, le nombre de représentants élus au scrutin proportionnel peut être plus important: la moitié peut être élue au scrutin nominal à un tour, l'autre moitié au scrutin proportionnel.

Pour limiter le nombre de partis politiques, il est nécessaire de fixer un seuil minimal pour accéder à l'Assemblée nationale ou au parlement régional par le vote proportionnel — par exemple, 5 %.

Au niveau exécutif central, le Premier ministre est élu par l'Assemblée nationale et responsable devant elle. Les ministres sont nommés par le Premier ministre.

Dans les régions, le pouvoir exécutif est entre les mains d'un gouverneur, élu par le parlement régional et responsable devant lui.

Le chef de l'État, le président, peut être élu par un collège électoral composé de tous les députés et sénateurs au niveau central. Le président, parce qu'il est élu par un large collège électoral, sera digne de confiance. Le président ne détient pas de pouvoir spécifique, mais il est un véritable chef de l'État, se tenant au-dessus et en dehors du législatif, de l'exécutif et du judiciaire, garantissant la continuité, la stabilité et l'unité de la nation.

La Cour suprême, composée de juges choisis parmi les avocats, a un mandat long, d'environ dix ans ; elle est nommée par le président, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale, chacun désignant un tiers des membres. La Cour suprême a le droit de juger la constitutionnalité des lois, d'arbitrer les différends entre autorités, de juger les dirigeants de haut rang et de réviser les jugements rendus par les tribunaux nationaux et locaux.

2.3. Les partis politiques : un élément intime du gouvernement

Dans un tel régime, il peut exister de nombreux partis politiques, mais en raison de la procédure électorale — la majorité des représentants étant élus au scrutin nominal à un tour — il n'y aura que quelques partis importants au niveau central. Dans chaque localité, il n'existera qu'un nombre limité de partis locaux en plus des partis d'envergure nationale.

Toutes les véritables démocraties doivent respecter l'activité des partis politiques. Il n'existe pas d'activité politique digne sans partis politiques. Dans le contexte de notre pays, après tant d'années de dictature durant lesquelles toute activité politique a été réprimée, les partis politiques ne sont pas seulement nécessaires : ils doivent être créés, encouragés et soutenus. Les partis politiques sont un élément indispensable au pays ; par conséquent, l'État ne peut pas interdire leurs activités politiques, il doit au contraire les soutenir.

Les partis politiques doivent d'abord se financer grâce aux contributions de leurs membres et sympathisants, mais les grands partis seront financés par le budget public. En contrepartie, toutes les autres méthodes de financement, y compris l'acceptation de soutiens financiers d'entreprises, seront sévèrement punies par la loi.

Environ 1 % du budget national sera consacré au financement des partis politiques au niveau central, et une proportion équivalente au niveau régional. Ce financement, au niveau central comme local, est divisé en deux parties : une partie est attribuée aux partis politiques en fonction du nombre de leurs représentants, l'autre partie est répartie en fonction du nombre total de voix obtenues par chaque parti.

Pour éviter une inflation de partis politiques, il est nécessaire de fixer un seuil minimal — basé sur le nombre de représentants ou sur le nombre de voix — pour recevoir un financement. Le coût du financement des partis politiques est certes élevé, certains penseront peut-être qu'il est trop élevé, mais cela évitera des pertes encore plus grandes lorsque les partis politiques, faute de financement, deviennent les otages des puissances économiques, ou lorsqu'ils doivent obtenir des ressources par des moyens illicites. Une fois que la communauté nationale finance les partis politiques,

en retour elle a le droit d'exiger une honnêteté absolue de leur part. L'activité politique gagnera ainsi en respect, et la démocratie sera plus saine.

3. La constitution de la République vietnamienne

La constitution de la République vietnamienne formalise l'institution politique mentionnée ci-dessus et, en même temps, exprime la détermination de construire une démocratie selon le modèle social contenu dans les idées fondamentales et les grandes orientations présentées dans les deux chapitres précédents.

Dès le préambule, la République vietnamienne déclarera solennellement la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies et ses conventions associées comme une composante intime de la constitution, avec la réconciliation et la concorde nationales comme esprit directeur de toutes les politiques.

Dans le premier chapitre de la constitution, il y aura des affirmations qu'au Viêt Nam il n'y a aucune idée interdite de soulever, et aucun sujet interdit de discuter ; que le peuple vietnamien et l'État condamnent la guerre civile et toute intention d'utiliser la violence pour atteindre des objectifs ou résoudre des conflits ; que l'État vietnamien n'approuve pas et abolira la peine de mort.

Après les chapitres et articles sur l'organisation de l'appareil d'État, la constitution comportera également un chapitre spécial avec des articles soulignant les grands objectifs nationaux : que le Viêt Nam a la vocation d'un pays commercial, industriel, de services et touristique ; que le Viêt Nam fera tous les efforts pour vivre dans un esprit d'amitié et de coopération avec les autres pays, contribuant à renforcer la paix dans la région et dans le monde ; que la responsabilité particulièrement importante du peuple et de l'État vietnamiens est de préserver et d'améliorer continuellement l'environnement, l'air, les forêts, les côtes, le plateau continental et les eaux territoriales.

Pour construire les lois à partir de la constitution, nous choisirons la méthode empirique, c'est-à-dire, d'abord en promulguant, ou en amendant pour conserver, des lois fondamentales simples mais précises et transparentes, puis en s'appuyant sur la jurisprudence pour résoudre les cas similaires, et en même temps, en complétant et en modifiant les lois.

VII. La lutte pour instaurer une démocratie pluraliste

Le problème majeur qui se dresse devant nous est de mettre fin à la dictature dirigée par un parti unique dans les plus brefs délais et dans les meilleures conditions possibles.

Le Parti communiste vietnamien a été une véritable catastrophe pour notre peuple.

Il est le principal responsable de la guerre civile de trente ans qui a déchiré le pays et causé la mort de plusieurs millions de personnes. Dans sa frénésie à imposer le communisme, il a également commis des crimes atroces : il a sciemment massacré des centaines de milliers de patriotes ou de civils innocents. Il a employé toutes les ruses pour s'emparer du pouvoir et, une fois au pouvoir, il a échoué dans tous les domaines et sur tous les plans, plongeant notre pays dans la pauvreté et un retard tragique par rapport au reste du monde. Nous faisons partie des dernières nations de la planète à qui l'on refuse encore les droits humains fondamentaux. De plus, notre pays reste dépendant de puissances étrangères et a perdu des terres, des zones maritimes et des îles. Le régime communiste ne se maintient que par la violence et la persécution.

Personne ne peut nier le droit de résister à une telle tyrannie par tous les moyens, y compris par la force. Cependant, nous rejetons résolument la violence au nom de la sagesse et du patriotisme. Le Vietnam a trop souffert de destructions pour accepter une nouvelle guerre civile ; nous ne pouvons pas non plus tolérer une période de chaos post-communiste.

L'histoire récente dans le monde a également montré que la lutte non violente est la méthode la plus appropriée et la plus efficace pour faire triompher la démocratie.

C'est la méthode que nous choisissons.

La caractéristique la plus marquante du pays aujourd'hui est que tous les Vietnamiens s'accordent à reconnaître que la dictature du parti unique est une catastrophe ; la lutte pour établir une démocratie pluraliste fait l'objet d'un consensus national. Néanmoins, le Parti communiste vietnamien s'accroche obstinément à une dictature qui est non seulement totalement erronée, mais qui est en outre condamnée comme un crime contre l'humanité ; pire encore, il s'arroge le monopole du pouvoir pour une durée indéterminée. La prolongation du régime communiste constitue un défi majeur à la logique et à l'honneur du peuple vietnamien. Les générations futures du Vietnam ne pourront pas comprendre cette période historique et ne sauront pas comment juger les générations d'aujourd'hui.

Ce paradoxe a une cause qu'il nous faut identifier : l'absence d'une classe intellectuelle politique. En raison de la tradition confucéenne, nous n'avons que des universitaires professionnels, dont la vocation est de servir comme instruments d'un gouvernement ; nous n'avons pas de personnes capables et prêtes à réfléchir de manière indépendante aux problèmes du pays et à relever tous les défis pour défendre leur point de vue — c'est-à-dire des intellectuels politiques. C'est précisément cette absence d'intellectuels politiques qui nous empêche de prendre conscience que la fin de la dictature et l'instauration de la démocratie constituent la plus grande révolution de l'histoire de notre pays ; c'est également pourquoi nous ne savons pas quelles sont les conditions à réunir ou à créer pour que cette révolution réussisse. De plus, en l'absence de cette classe, nous n'arrivons pas à nous accorder

sur la feuille de route de la campagne démocratique ni sur les actions à mener à chaque étape.

1. Les quatre conditions nécessaires et suffisantes d'une révolution démocratique

L'histoire des grands mouvements politiques dans tous les pays et à toutes les époques montre qu'il existe quatre conditions à la fois nécessaires et suffisantes pour qu'une révolution — au sens positif d'un changement en profondeur à la fois du régime et des orientations nationales — puisse réussir :

La première condition est que tous les habitants du pays s'accordent à reconnaître que le régime actuel est inacceptable et qu'il doit être remplacé.

La deuxième condition est que le parti ou la classe dirigeante, ayant perdu le consensus idéologique ou sombré dans la corruption, se divise et perde l'instinct de survie collectif.

La troisième condition est que la grande majorité de la population parvienne à un consensus sur un nouveau régime politique et sur de nouveaux objectifs nationaux.

La quatrième condition est qu'émerge un rassemblement politique correspondant aux aspirations de l'ensemble du peuple, servant de point de convergence pour les volontés de changement.

Bien entendu, aucune condition ne peut être remplie à 100 %, mais lorsqu'un certain degré de maturité est atteint, on peut considérer la condition comme réalisée.

En observant le contexte actuel du pays, nous pouvons affirmer que les deux premières conditions sont déjà réunies. Toute la population est écoeurée par le régime et attend impatiemment un changement. Le désir de démocratie grandit au sein du peuple ; de plus en plus, la transition démocratique est perçue comme naturelle et incontournable — et plus elle est retardée, plus les dégâts pour le pays sont importants. Non seulement la population, mais aussi un grand nombre de cadres et de membres du Parti communiste perdent patience face à l'immobilisme de la direction.

D'un autre côté, le Parti communiste est en ruine. Ses cadres et membres ont perdu toute confiance dans le socialisme et considèrent leurs dirigeants comme une oligarchie corrompue, tandis que ces mêmes dirigeants voient la majorité de leurs membres comme des tricheurs incompetents et sans qualité. De très graves conflits ont éclaté jusqu'aux plus hauts niveaux du pouvoir. La mentalité dominante au sein du parti est celle de la compétition pour s'emparer des ressources, chacun pour soi. Le Parti communiste a perdu la volonté et la vitalité d'un corps uni. Le bloc de cinq millions de membres du Parti n'est plus un parti politique, mais une classe prédatrice.

La troisième condition est également presque remplie. La vaste majorité de la population, y compris les membres du Parti communiste, s'accorde pour dire que le futur régime politique du Vietnam doit être une démocratie pluraliste, garantissant une place égale à chacun. Tous conviennent également que l'économie vietnamienne doit reposer sur une économie de marché fondée sur l'entreprise privée, utilisant la concurrence comme moteur et le profit comme stimulant. En outre, nous sommes conscients que cette révolution démocratique doit être menée de manière non violente, dans un esprit de réconciliation nationale. Il nous manque simplement un projet politique clair et transparent, définissant les grands problèmes du pays ainsi que les solutions à y apporter. C'est dans cet esprit que ce projet politique s'inscrit comme une contribution.

Enfin, nous observons également des efforts de collaboration importants. Des militants issus d'horizons politiques différents commencent à se connaître entre eux et à être connus du public. La prise de conscience de la nécessité impérieuse d'une lutte organisée est de plus en plus partagée. Les conditions pour la constitution d'un rassemblement démocratique deviennent de plus en plus favorables.

Il reste donc à compléter la troisième condition — parvenir à un consensus autour d'un projet politique

— et à construire la quatrième — former un large rassemblement démocratique. On peut dire que nous avons parcouru les trois quarts du chemin vers la démocratie. Mais le dernier quart du chemin, celui de la construction d'un véritable rassemblement politique capable de cristalliser les aspirations démocratiques, est aussi le plus difficile. La raison en est que nous faisons face à une alliance puissante entre, d'une part, la politique de répression brutale d'un parti au pouvoir extrêmement obstiné, et, d'autre part, la passivité d'une nation démoralisée par tant de déceptions et de blessures ; passivité renforcée par l'absence d'un grand mouvement démocratique unificateur.

2. Les 5 étapes de la campagne pour la démocratie

Comment construire ce rassemblement démocratique ? L'histoire de nombreux pays, à toutes les époques, montre que toute lutte révolutionnaire doit passer par cinq étapes distinctes pour réussir. La campagne pour la démocratie, bien que tolérante dans son esprit et non violente dans sa méthode, reste une lutte révolutionnaire car elle vise à changer à la fois le régime politique et l'organisation sociale. Nous devons donc, nous aussi, traverser ces cinq étapes — un long et difficile parcours qui exige des efforts persistants sur de nombreuses années.

2.1. Construire une base idéologique

La base idéologique d'un rassemblement politique, outre les valeurs reconnues et honorées en commun, comprend un projet politique, les arguments pour défendre les choix de ce projet et un consensus sur la stratégie de lutte. Ce projet doit être

une synthèse élaborée d'une observation rigoureuse du contexte du pays et des idées les plus justes du moment. Un mouvement politique doit être bâti sur une base idéologique solide pour réussir. Cette base doit proposer un idéal suffisamment attractif et réalisable pour souder les camarades et obtenir le soutien au mouvement. La phase de construction de la base idéologique peut être considérée comme presque achevée lorsqu'existe un projet politique jugé à la fois sérieux et réalisable par les meilleurs intellectuels du pays.

2.2. Constituer une équipe centrale de cadres

Obtenir l'adhésion au projet politique, organiser les ressources humaines et les moyens pour conduire la lutte à la victoire : telle est la tâche de l'équipe centrale de cadres. Dans la campagne pour la démocratie actuelle, nous faisons face à une grande difficulté, car les personnes ayant des aptitudes politiques sont à la fois rares et dispersées. L'effort principal consiste donc, d'une part, à rassembler ces éléments rares et précieux et, d'autre part, à former de nouveaux cadres centraux. Ce travail est très difficile mais incontournable, car, en dernière analyse, toute lutte politique est une compétition entre équipes de cadres. Une organisation politique doit toujours respecter une certaine proportion entre son équipe centrale et le nombre total de ses membres. La santé importe plus que la taille. La qualité prime sur la quantité. À l'époque actuelle, où les médias modernes permettent à un petit groupe d'interagir directement et en permanence avec les masses, le rôle des cadres centraux est encore plus déterminant.

2.3. Construire et passer en revue les moyens

Toute lutte a besoin de moyens pour réussir. Les moyens ne sont pas seulement matériels. Ils peuvent provenir de l'organisation, de ses membres et sympathisants, d'organisations alliées, ou encore de la capacité de mobiliser l'appui d'organisations internationales, de médias, d'organisations de défense des droits humains et de la liberté de la presse, ou de personnalités crédibles dans un certain contexte. Les moyens peuvent prendre de nombreuses formes et provenir de sources diverses. Il est important d'en anticiper l'existence et d'en planifier la disponibilité. Construire et passer en revue les moyens est capital, car, dans la lutte politique, soit nous disposons des moyens nécessaires pour notre ligne politique, soit nous devons appliquer, au moins en partie, la ligne politique du fournisseur des moyens.

2.4. Construire une base populaire

La base populaire doit être comprise comme l'ensemble des membres qui ne font pas partie de l'équipe centrale. L'appartenance au noyau central ou à la base dépend du niveau politique de chacun ou d'autres raisons : santé, temps disponible pour la lutte, situation familiale ou personnelle à un moment donné. La base populaire est aussi la communauté des sympathisants, en particulier les sympathisants de confiance. Enfin, elle correspond au capital de sympathie que l'organisation a su gagner. L'effort de construction de la base populaire est essentiellement un travail de communication poursuivant deux objectifs : convaincre les masses de la nécessité

de contribuer à une solution commune pour le pays plutôt que de chercher chacun à résoudre ses propres problèmes avec ses propres moyens ; obtenir l'adhésion des masses à l'organisation. On peut considérer la base populaire comme satisfaisante lorsqu'elle est assez forte pour servir de courroie de transmission entre l'organisation et la population des grandes villes.

2.5. Se relever pour prendre le pouvoir

Ce n'est qu'une fois les quatre étapes précédentes accomplies — c'est-à-dire lorsque l'organisation est suffisamment forte — que l'on peut envisager un effort pour conquérir le pouvoir et déterminer la méthode pour y parvenir. En réalité, les démocrates vietnamiens doivent rejeter sans équivoque l'option armée dès le départ, car gagner le pouvoir par la violence implique de déclencher une guerre civile, ce que tous les Vietnamiens doivent condamner. Rien ne détruit plus un pays qu'une guerre civile et personne n'a le droit, au nom de quoi que ce soit, de l'initier. Le monde civilisé a renoncé à la violence comme moyen de lutte politique ; le peuple vietnamien, après les douloureuses expériences de la récente guerre civile, doit la refuser plus explicitement encore. La stratégie des démocrates vietnamiens est celle de l'évolution pacifique. Elle signifie que la victoire de la démocratie résultera d'une pression sociale. Cette pression se manifeste principalement de deux façons : d'abord, le changement des mentalités et des comportements place le régime en position de hors-jeu ridicule — le langage officiel du gouvernement devient une plaisanterie, les dirigeants ont honte de leur position ; ensuite, les masses se défont progressivement de la peur et sont de plus en plus encouragées à participer à de grandes manifestations ; à un certain point, le gouvernement devra choisir entre faire des concessions ou être renversé par le soulèvement populaire. Bien entendu, nous préférons le scénario où le gouvernement communiste cède et participe au processus de démocratisation.

Mais comment mobiliser les masses ? Toutes les recherches et l'expérience montrent que, quelle que soit l'ampleur du mécontentement, une population ne se soulève que si trois conditions sont réunies :

- 1) chacun se sent lié à un destin commun et comprend qu'il n'existe qu'une issue collective — "ruser" individuellement n'est pas la solution —, et chacun s'accorde à reconnaître que la tragédie commune a une origine nettement identifiée ;
- 2) il existe une organisation pour encourager et diriger les masses ; son rôle central est de maintenir l'enthousiasme de la lutte et d'éviter les erreurs décourageantes ;
- 3) l'organisation dirigeante est suffisamment forte pour que le public croie fermement à la victoire.

Ces dernières années, de nombreuses protestations ont visé l'empiètement chinois ou les expropriations de terres par l'État. Si l'objectif est de changer le régime, elles

restent très en deçà du niveau nécessaire, même pour un succès relatif, car elles suivent un processus inadéquat. La mobilisation de masse ne peut être que la dernière des cinq étapes ; en outre, ces protestations ne remplissent aucune des trois conditions requises pour motiver les masses.

Les cinq étapes doivent se succéder, mais il n'est pas nécessaire qu'une étape soit achevée pour que commence la suivante : elles se chevauchent. Ce processus en cinq étapes est une recette d'action — une condition nécessaire, mais non suffisante. Ne pas le suivre conduit presque sûrement à l'échec ; le suivre ne garantit pas la réussite. Celle-ci dépend aussi de facteurs quantitatifs : degré d'acceptation de la base idéologique, nombre de cadres, qualité de leurs compétences, abondance des moyens, etc.

Remarque très importante : les deux premières étapes — construire la base idéologique et former l'équipe centrale de cadres — absorbent la majeure partie du temps et des efforts d'une révolution. Il faut plusieurs décennies pour disposer d'une base idéologique saine et juste, acceptée par les masses, et d'une équipe de quelques centaines de cadres, dont quelques dizaines de noyaux durs, maîtrisant la base idéologique, dotés d'une forte personnalité et détermination, de la technique et de la discipline de la lutte. Mais une fois ces deux éléments réunis, l'organisation peut s'appuyer sur une opportunité historique pour croître très vite et réussir en quelques années, voire en quelques mois. La vision du Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme est que la campagne pour la démocratie n'en est qu'au milieu de la première étape et au début de la deuxième. On ne doit toutefois pas en conclure, de manière pessimiste, que la victoire de la démocratie est encore lointaine.

3. Le contenu de la campagne pour la démocratie

D'après l'analyse ci-dessus, les efforts de lutte du Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme pour mettre fin à la dictature et instaurer la démocratie se concentreront sur les tâches clés suivantes.

3.1. Éveiller les masses à la nécessité d'une solution commune pour la nation entière

La contradiction douloureuse entre le formidable potentiel du pays et sa situation tragique, entre le large désir de démocratie et la prolongation obstinée du régime totalitaire, a une cause principale : la mentalité consistant à se débrouiller individuellement pour résoudre ses propres problèmes. Cette mentalité est un héritage historique et culturel de milliers d'années au cours desquelles le peuple n'avait strictement aucune voix au chapitre, devait supporter le gouvernement comme une fatalité et chercher à s'adapter pour survivre.

Se faufiler pour survivre oblige, d'un côté, à accepter d'agir de façon malhonnête et à contribuer ainsi à la corruption générale de la société, et de l'autre, à faire des compromis avec le régime, à collaborer malgré soi et, de fait, à contribuer à sa survie

— ce que personne ne souhaite vraiment.

Le premier effort, immense et ardu, des démocrates est donc d'éveiller le peuple à la nécessité d'une solution commune, à savoir un changement de régime politique. Il est erroné de s'isoler et de chercher à résoudre ses propres problèmes de manière individuelle. Seule une minorité négligeable peut réussir ainsi, et même alors, cette réussite serait temporaire et fragile.

Nous devons commencer par démanteler cette "philosophie de la débrouille" et promouvoir la volonté d'être honnête, digne et responsable. Tant que la population ne croira pas que tous les Vietnamiens sont liés par un destin commun et qu'une solution commune est nécessaire, la campagne démocratique ne pourra pas réussir, et la dictature continuera d'exister. Et même si elle s'effondrait d'elle-même, elle laisserait place à une situation anarchique pire encore.

La principale difficulté de cette révolution psychologique est qu'elle exige à la fois des arguments rationnels et une stimulation émotionnelle ; seuls des groupes politiques peuvent mobiliser efficacement dans ce domaine. Les chercheurs, penseurs ou notables, aussi respectés soient-ils, sont impuissants, car le simple fait qu'ils agissent seuls prouve qu'ils ont choisi une solution individuelle, ce qui rend leurs appels à une prise de conscience commune bien moins efficaces. Le Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme comprend sa responsabilité et son rôle dans cette percée psychologique.

3.2. Remporter une victoire décisive sur le plan des idées et du raisonnement

Dans toute lutte révolutionnaire, la victoire intellectuelle et idéologique précède inévitablement la victoire politique ; inversement, un gouvernement qui n'a plus rien à dire finit toujours par disparaître. Aujourd'hui, le gouvernement communiste est complètement désorienté sur le front idéologique, mais l'opposition démocratique vietnamienne n'a pas encore remporté de victoire décisive dans ce domaine.

Le Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme continuera à contribuer activement à cette bataille d'idées pour démolir les arguments fallacieux en faveur de la dictature et dissiper les confusions persistantes au sein de la population, y compris chez certains démocrates. Cette lutte idéologique est essentielle, même après l'instauration de la démocratie, car elle constitue le cœur de la transformation des mentalités et donc du cours de l'histoire.

Nous devons détruire l'argument selon lequel la démocratie mènerait au chaos. Il faut prouver que, au contraire, la démocratie est la condition fondamentale pour éviter le désordre, un système qui permet à la société d'évoluer et d'innover dans un cadre ordonné.

Nous devons affirmer que le pays ne pourra pas se redresser sans vaincre la corruption, car celle-ci sabote tous les plans et projets. Or, l'expérience universelle

montre qu'un gouvernement corrompu ne peut être réformé ; la seule solution est de le remplacer. La démocratie est précisément le système qui permet de changer de gouvernement sans provoquer le chaos ; elle est donc la solution incontournable pour un pays confronté à une corruption structurelle comme le Vietnam.

Nous devons aussi réfuter l'argument selon lequel le développement nécessite de la discipline, et que pour obtenir cette discipline, il faut sacrifier la démocratie, la liberté et les droits humains. Le peuple vietnamien doit comprendre qu'il n'existe aucune autre discipline nationale légitime que celle de la Constitution et des lois. La démocratie, la liberté et les droits humains ne sont pas des obstacles au développement ; ils en sont au contraire les conditions indispensables. Les progrès initiaux réalisés dans certaines dictatures comme la Chine ou le Vietnam ont été possibles uniquement grâce à l'assouplissement partiel des libertés et à la réduction limitée du contrôle autoritaire — mais ce modèle atteint rapidement ses limites sans véritable démocratisation. En réalité, la dynamique de développement s'est déjà essouffée dans ces deux pays précisément parce qu'ils refusent de poursuivre les réformes démocratiques.

Nous devons également rejeter l'argument selon lequel l'Orient est fondamentalement différent de l'Occident et que, par conséquent, la liberté individuelle, la démocratie et les droits humains seraient des valeurs exclusivement occidentales. Ces valeurs sont en réalité universelles ; on les retrouve dans toutes les civilisations, y compris la vietnamienne. La supériorité des pays occidentaux vient du fait qu'ils ont su les promouvoir efficacement. Pour avancer, nous devons les adopter pleinement et, compte tenu de notre retard, les promouvoir avec d'autant plus de vigueur.

De même, il faut dénoncer le sophisme selon lequel les valeurs culturelles asiatiques seraient plus propices au développement que les valeurs occidentales. Derrière cet argument démagogique se cache souvent la volonté de justifier les régimes autoritaires. Il n'est pas surprenant que le régime chinois cherche à réhabiliter le confucianisme, ni que le régime vietnamien lui emboîte le pas. Certes, les cultures asiatiques ont des aspects positifs, mais aussi des aspects négatifs nombreux et profonds. Les pays asiatiques les plus développés l'ont été non pas en rejetant l'Occident, mais en adoptant ses méthodes démocratiques d'organisation et de travail. De plus, il n'existe pas de "valeurs asiatiques" homogènes : les cultures et coutumes asiatiques sont très diverses.

Il faut comprendre que ces débats ne sont pas théoriques : derrière les arguments en faveur des dictatures se cachent des prisons, des tortures et des victimes parmi les personnes les plus précieuses du pays, tandis qu'une minorité d'exploiteurs pille librement les ressources nationales.

Nous devons également rejeter l'"économisme", cette tendance de certains gouvernements — y compris le gouvernement vietnamien — à justifier la restriction ou la négation des libertés et droits humains au nom de la croissance économique. L'économie n'est pas tout, et même sur le plan strictement économique, le taux de

croissance n'est pas tout. Un gouvernement ne peut pas se vanter d'une croissance de 10 % si celle-ci ne sert qu'à rattraper en partie le retard qu'il a lui-même provoqué, tout en détruisant la culture, la morale et l'environnement.

L'objectif national que nous poursuivons pour tous les Vietnamiens est une société prospère, cultivée, équitable, solidaire, libre et digne, capable de progresser sans cesse dans un environnement protégé et amélioré.

Un autre effort essentiel consiste à convaincre les membres du Parti communiste et les fonctionnaires de l'État qu'ils n'ont rien à craindre de la fin de la dictature, et qu'ils ont au contraire tout à gagner à l'avènement de la démocratie. Leur honneur, leur dignité et leurs droits légaux seront respectés ; ils pourront tourner la page de leur collaboration avec un régime frauduleux et contribuer avec fierté au redressement national.

La difficulté de cet effort est liée aux séquelles psychologiques de la guerre et à la nature répressive du régime. Beaucoup doutent qu'il soit possible d'effacer la haine, surtout lorsque certaines minorités irresponsables tiennent encore des discours extrêmes. La campagne démocratique doit donc affirmer avec force l'esprit de réconciliation et d'unité nationales, tout en garantissant l'absence de mesures discriminatoires. Pour ce faire, elle doit rassembler des personnes de toutes les origines politiques. Un rassemblement limité à une seule des anciennes factions (nationalistes ou communistes) est voué à l'échec.

Enfin, les démocrates eux-mêmes doivent adopter la bonne conception de la lutte politique : il ne s'agit jamais d'une lutte individuelle mais toujours d'une lutte organisée. Mettre fin à la dictature et instaurer la démocratie est un combat complexe et de longue haleine qui nécessite une organisation solide, construite par des efforts intelligents et persistants. Les contributions individuelles — experts, écrivains, artistes — sont utiles mais insuffisantes : seule une organisation démocratique peut vaincre une dictature.

Une autre erreur fréquente consiste à croire qu'on peut créer une organisation politique rapidement. Cette croyance conduit souvent à des initiatives précipitées, qui dispersent les efforts au lieu de les concentrer. L'expérience montre que des milliers d'organisations ont vu le jour en quarante ans, la plupart sont restées embryonnaires et ont disparu ; même certaines formations expérimentées se sont éteintes faute d'évolution intellectuelle. Construire une organisation politique sérieuse demande donc intelligence, effort, temps et chance, et il vaut mieux renforcer une organisation existante que multiplier les créations superficielles.

Enfin, il faut corriger le malentendu qui consiste à croire que la priorité doit être donnée exclusivement aux organisations de la société civile. Celles-ci sont importantes mais limitées à des domaines spécifiques et n'ont pas vocation à diriger une lutte politique globale. Leur rôle est d'exercer une pression ciblée sur des aspects particuliers de la dictature. La direction de la lutte démocratique incombe aux organisations politiques.

3.3. Former un front démocratique et lutter pour des élections libres

Mettre fin à la dictature et instaurer la démocratie exige une direction unifiée, indispensable pour gagner le soutien international, inspirer confiance dans la victoire et mobiliser les masses. La mobilisation populaire échouera si le mouvement démocratique reste dispersé et si les appels sont contradictoires.

Cette direction unifiée peut prendre la forme d'un front démocratique rassemblant les organisations véritablement démocratiques. Un tel front est nécessaire pour que l'opposition vietnamienne apparaisse sur la scène internationale comme une alternative crédible et unie, plutôt qu'un ensemble fragmenté et rival.

Ce front est aussi la condition pour inspirer aux masses la confiance nécessaire pour se mobiliser et arracher des concessions au régime communiste. La première étape de sa formation consiste à intensifier les contacts et échanges directs entre les acteurs démocratiques, dans un esprit de respect mutuel, afin d'analyser le contexte international et national, de confronter les choix politiques fondamentaux et d'identifier les partenaires crédibles pour l'action commune.

Cette phase doit se dérouler simultanément à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en parallèle avec la diffusion de l'idéal démocratique auprès des masses. Elle doit permettre de détecter les organisations factices créées par le Parti communiste pour saper le mouvement démocratique.

L'union dans un front démocratique doit dépasser les divisions héritées du passé, dans un esprit sincère de réconciliation nationale tournée vers l'avenir. Cette union doit être ouverte à toutes les personnes et tous les groupes partageant sincèrement l'idéal démocratique, l'esprit de réconciliation et le rejet de la violence. Elle doit reposer sur le consensus quant aux objectifs et aux méthodes de lutte, ainsi que sur la confiance mutuelle.

Pour être efficace, comme toute alliance politique, le front démocratique aura besoin d'une organisation locomotive assurant la stabilité. Le Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme se prépare à assumer ce rôle, tout en étant prêt à le céder à une autre organisation démocratique plus compétente.

La forme, la tactique et la direction dépendront de la situation : Si le régime fait des concessions, la campagne deviendra publique et la direction du front sera basée dans le pays. Si le régime persiste dans la répression, les activités intérieures resteront discrètes et la direction sera installée à l'étranger.

Dans les deux cas, il faudra une présence active dans tout le pays, saisir chaque occasion, établir des liens avec toutes les personnes désireuses de rénover le pays et multiplier les bases d'opposition actives et visibles. Il faudra ouvrir progressivement le régime tout en exerçant une pression croissante sur sa faction la plus conservatrice, jusqu'à ne lui laisser d'autre issue que la démocratie pluraliste.

La mission du front démocratique est de lutter pour la démocratie et des élections libres. Elle sera accomplie après la première véritable élection libre.

Ces élections ne peuvent pas être organisées uniquement par le gouvernement communiste : l'opposition démocratique vietnamienne doit avoir son mot à dire sur l'institution à élire, la date et les modalités du scrutin, ainsi que sur les droits de vote et d'éligibilité. Elles ne pourront avoir lieu qu'après la reconnaissance officielle et solennelle de toutes les libertés politiques fondamentales et l'abrogation des lois répressives.

Avant les élections, tous les prisonniers politiques doivent être libérés et leurs droits civiques rétablis ; les jugements politiques passés doivent être annulés ; la diaspora vietnamienne doit être reconnue comme pleinement citoyenne, avec droit de vote et d'éligibilité.

Les élections doivent être organisées par un gouvernement crédible, capable de garantir leur honnêteté, et en présence illimitée d'observateurs internationaux impartiaux.

Le résultat de ces élections importe moins que leur existence : même si le Parti communiste, ou une version rénovée de celui-ci, remportait le scrutin, il ne pourrait plus exercer un pouvoir autoritaire. Le régime démocratique serait établi et le grand gagnant serait la nation vietnamienne. Il est néanmoins hautement probable que le Parti communiste subira une lourde défaite, voire disparaisse, une fois ses crimes et erreurs exposés publiquement.

Dans cette lutte pour des élections libres, le Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme défend fermement l'esprit de réconciliation nationale et le respect de toutes les opinions politiques dans la construction d'un avenir commun. Cette attitude ne doit pas être confondue avec une compromission. Le Rassemblement poursuivra son objectif avec constance et acceptera les compromis tactiques qui raccourcissent le chemin vers la démocratie, sans jamais transiger sur trois principes fondamentaux : l'idéal démocratique et pluraliste, l'esprit de réconciliation nationale et la méthode non violente.

VIII. **Pour une transition réussie vers la démocratie**

1. **Le problème de la transition**

Après la fin de la dictature, nous traverserons une période de transition extrêmement

difficile. En l'espace d'environ cinq ans, notre pays devra fournir des efforts extraordinaires pour surmonter des défis immenses avant de pouvoir devenir un pays normal et véritablement intégré à la communauté internationale.

Nous devons passer d'un système monolithique, centralisé et autocratique à un régime pluraliste et décentralisé, fondé sur la séparation des pouvoirs.

Nous devons remplacer une économie planifiée basée sur les entreprises d'État par une économie de marché reposant sur les entreprises privées.

Nous devons transformer un appareil d'État corrompu, bureaucratique et arrogant — instrument d'un parti — en un État efficace, responsable, sain et au service du bien commun.

Nous devons mettre fin à une gestion arbitraire par résolutions et directives pour établir un véritable État de droit démocratique.

Nous devons remplacer l'appareil policier, conçu et organisé comme un outil de répression du Parti communiste, par une police qui protège la sécurité, l'ordre et les droits civiques ; remplacer les tribunaux, considérés comme une extension de la police, par des tribunaux indépendants dont la seule mission est de dire le droit.

Nous devons remplacer une éducation faite de propagande, d'endoctrinement et de faible qualité, par une éducation objective, libérale et de haute qualité. Nous considérons l'éducation et la formation comme un combat vital pour le pays.

Nous héritons d'un pays complètement dégradé ; la criminalité est endémique, la corruption est institutionnalisée, la tromperie et la fraude sont devenues des réflexes nationaux, les maladies infectieuses sont incontrôlées, la jeunesse est illettrée et abandonne l'école, la population est déprimée, pessimiste et désabusée, l'écart entre riches et pauvres est flagrant et provocateur, des dizaines de millions de personnes vivent dans une extrême pauvreté, des millions de victimes d'expropriations foncières sont frustrées depuis de nombreuses années, indemnisées à des prix dérisoires, l'environnement est détruit et pollué, la souveraineté et même des terres ont été perdues au profit d'intérêts étrangers. Nous devons transformer ce pays en un pays honnête et intègre, discipliné, souverain, confiant, solidaire, économiquement résilient et attractif pour les investissements étrangers.

Nous héritons d'un pays rempli de haine accumulée à cause de la guerre et des politiques discriminatoires. Nous devons guérir les blessures sans en créer de nouvelles. Nous devons restaurer l'honneur de ceux qui ont été offensés sans en offenser d'autres, indemniser les victimes sans en créer de nouvelles.

Notre société vietnamienne traverse une grave crise de confiance. Le peuple, à juste titre, associe la politique à la domination et les affaires à la cupidité. La transition doit être la première étape décisive et

convaincante d'un effort permanent pour réconcilier les masses avec la politique et les affaires. Elle doit inaugurer une nouvelle philosophie politique et une nouvelle manière de faire des affaires, avec des hommes politiques qui choisissent de servir la société plutôt que de s'enrichir, et des entrepreneurs compétents, créatifs, audacieux et capables de prendre des risques.

Nous devons préciser : il ne s'agit pas de trouver une formule miraculeuse qui puisse rapidement transformer le pays en une nation riche et puissante, une telle formule n'existe pas. La question est de partir des réalités du pays et du contexte mondial, d'identifier les problèmes à prioriser et de proposer des solutions.

L'objectif de cette période de transition est de poser les fondations d'un gouvernement démocratique honnête et responsable, de doubler la production nationale en l'espace d'environ cinq ans, tout en améliorant l'environnement et les relations sociales, en dissolvant toute haine et animosité, en levant les blocages psychologiques et en plaçant réellement un Vietnam harmonieux sur l'orbite du progrès. Cet objectif peut, et devra, être atteint par des politiques et des mesures qui ne sont pas en contradiction avec les grandes orientations tracées.

Nous avons de nombreux problèmes socio-culturels graves et urgents à résoudre, mais nous disposons de ressources très limitées. Si nous consacrons trop de ressources à ces problèmes, il n'en restera plus pour le développement économique et nous resterons dans la pauvreté. À l'inverse, certains problèmes sociaux et culturels sont si graves que, s'ils ne sont pas résolus, ils détruiront tous les efforts économiques. Nous devons reconnaître la dure réalité : nous devons encore vivre avec la pauvreté et la précarité pendant de nombreuses années. Dans un contexte de budgets serrés, nous devons établir une hiérarchie des priorités. L'esprit directeur est de traiter en urgence les questions essentielles à la réconciliation nationale, à la sécurité sociale et au développement économique ; les autres seront abordées selon un ordre différent de priorités dès que les possibilités économiques le permettront.

2. Les mesures politiques

2.1. Rendre le gouvernement au peuple

Tout Vietnamien patriote et lucide doit souhaiter que la transformation démocratique se déroule dans la paix et l'ordre, dans un esprit de réconciliation et d'unité nationale. Nous ferons tous les efforts possibles pour impliquer le Parti communiste dans le processus de démocratisation. Mais dans tous les cas, la période de transition commencera par un Pacte provisoire de la République vietnamienne, qui rendra le gouvernement au peuple et affirmera solennellement les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression et de la presse, le droit de former et de rejoindre des organisations, le droit de vote et d'éligibilité, ainsi que le droit de propriété foncière. Ce Pacte provisoire résumera les principes contenus dans les grandes orientations pour la construction d'un Viêt Nam démocratique et pluraliste, et guidera

toutes les actions du gouvernement transitoire jusqu'à ce que la nouvelle constitution de la République vietnamienne soit adoptée et mise en vigueur.

La première mesure concrète à prendre est la dépolitisation de l'appareil gouvernemental, de l'armée et de la police. Les fonctionnaires et le personnel militaire auront le droit d'adhérer à des organisations politiques, mais non de participer à des activités politiques. Toutes les activités partisans dans les organes administratifs, sécuritaires et militaires de l'État seront strictement interdites. L'administration, l'armée et la police doivent être des outils non politiques, totalement indépendants de tous les partis politiques, absolument respectueux de la constitution et entièrement soumis aux gouvernements élus. Les forces armées et la police retrouveront leur noble mission : défendre le pays, maintenir la sécurité et l'ordre. À ce titre, elles devront être complètement séparées de toute activité commerciale. Les entreprises actuellement détenues par l'armée et la police seront privatisées. Les personnes y travaillant pourront être démobilisées pour continuer leur activité.

L'armée sera modernisée dans son équipement et sa formation, tout en étant réduite en effectifs. Le budget de la défense donnera la priorité au renforcement de la marine et de l'aviation.

Les organisations périphériques établies par le Parti communiste pour contrôler la société civile — qu'elles se présentent comme des fronts, des syndicats ou des associations — perdront tout rôle et avantage officiels. Si elles continuent d'exister, elles deviendront de simples associations ordinaires, égales devant la loi à toutes les autres organisations de la société civile.

2.2. Mettre en œuvre la réconciliation et la concorde nationales

Un effort qui doit commencer immédiatement et se poursuivre pendant de nombreuses années consiste à appliquer une politique de réconciliation et de concorde nationales. La réconciliation et la concorde nationales sont la politique fondamentale de la période transitoire et constitueront la philosophie politique future du Viêt Nam. Elles exigent à la fois équité envers le passé et respect pour l'avenir.

Tous les prisonniers politiques seront libérés et leurs droits civiques rétablis immédiatement.

Toutes les personnes qui, pour des raisons politiques — à cause de politiques anticapitalistes, de la réforme agraire ou parce qu'elles étaient d'anciens fonctionnaires ou militaires du Sud — ont été emprisonnées ou humiliées verront leur honneur rétabli ; elles seront indemnisées pour leurs pertes, au moins symboliquement.

Au nom de la continuité nationale, l'État assumera la responsabilité des erreurs passées, notamment pour ceux qui sont morts injustement, quel que soit leur camp ou la période concernée.

Les personnes dont la propriété a été confisquée pour des raisons politiques seront remboursées par l'État. Ce remboursement effectif sera mis en œuvre progressivement selon les capacités économiques de l'État.

Tous les citoyens auront le droit de demander à l'État de réexaminer les jugements dont eux-mêmes ou leurs proches ont été victimes, s'il existe des preuves d'erreurs judiciaires. Lorsqu'il sera prouvé qu'un juge a trahi les lois et sa conscience professionnelle, et qu'il a rendu sciemment un jugement injuste sur ordre, il ne pourra plus exercer la fonction de juge et, dans les cas graves, pourra être poursuivi.

Tous les citoyens dont les terres ont été expropriées auront le droit de demander au gouvernement de réexaminer leur cas pour récupérer leurs terres ou obtenir une compensation plus appropriée ; ils auront aussi le droit de dénoncer les ventes forcées à bas prix opérées au nom de l'intérêt public.

Les Vietnamiens de l'étranger pourront, s'ils le souhaitent, obtenir la nationalité vietnamienne pour eux et leurs enfants nés à l'étranger.

Une agence spéciale de rang ministériel sera créée pour mettre en œuvre la politique de réconciliation nationale, notamment pour recevoir et traiter les plaintes et réclamations de la population. Une commission parlementaire veillera à ce que toutes les lois et réglementations respectent cette politique nationale de réconciliation et de concorde. Un Conseil de réconciliation et de concorde nationales, indépendant du gouvernement et composé de représentants des partis politiques, des religions, des groupes ethniques et de personnalités de la société civile, sera créé pour superviser la mise en œuvre de cette politique.

L'État interdira strictement tout acte de vengeance ou de discrimination. Tous les Vietnamiens, quel que soit leur passé, seront traités à égalité dans leurs droits et devoirs. Tous les fonctionnaires et militaires seront en principe maintenus dans leur poste. Tout changement de personnel devra être justifié par des raisons objectives et légitimes.

La mise en œuvre de la réconciliation et de la concorde nationales prendra beaucoup de temps. Toutes les mesures de l'État devront toujours manifester une réelle bonne volonté pour guérir les blessures du passé, afin que tous les Vietnamiens puissent unir volontairement leurs efforts pour reconstruire le pays.

Pour donner à cette politique une base légitime et solide, une loi sur la réconciliation et la concorde nationales sera rédigée et soumise à référendum populaire.

2.3. Promulguer une nouvelle constitution pour la République vietnamienne et réviser les lois

Cette constitution sera adoptée par une Assemblée constituante, première institution élue. Elle correspondra au régime politique pluraliste, parlementaire et décentralisé

choisi et présenté. Elle ne contiendra aucune référence à une doctrine, une religion ou un parti politique. Elle affirmera également l'intégration complète et définitive du Viêt Nam dans la communauté internationale. La Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies et les conventions qui y sont annexées seront considérées comme faisant partie intégrante de la constitution vietnamienne. La peine de mort sera abolie car elle est inhumaine et inefficace. Le crime de "trahison" sera supprimé du langage juridique vietnamien. Après le vote de la nouvelle constitution, le Parlement législatif — peut-être la même Assemblée constituante se transformant en parlement législatif si la situation le permet — adoptera les lois fondamentales. L'esprit directeur de la rédaction de ces lois sera la simplicité, la clarté, la facilité de compréhension et d'application dans le contexte national. Les premières lois n'auront pas besoin d'être parfaites ; il s'agit de poser des bases saines pour la vie nationale. Elles pourront ensuite être complétées et perfectionnées. Les lois existantes seront révisées : certaines seront conservées après suppression des références au socialisme et au Parti communiste, ainsi que des dispositions antidémocratiques ou contraires aux libertés constitutionnelles.

2.4. Mettre en pratique la décentralisation

Il sera nécessaire de mettre en œuvre la décentralisation politique dès que possible. Cela implique une loi d'organisation territoriale définissant les pouvoirs des régions, leur nombre, leurs frontières ainsi qu'un calendrier pour les élections et la mise en place des gouvernements locaux. Le principe directeur est que les régions devront regrouper des provinces voisines préexistantes, relativement homogènes en termes de géographie, de transports, de structure ethnique et de vocation économique. Elles devront disposer d'une superficie et d'une population suffisantes pour être viables et pouvoir se développer.

2.5. Préserver le Vietnam pour le peuple vietnamien

Pendant de nombreuses années, le gouvernement communiste a ignoré, voire délibérément laissé, des terres stratégiques passer entre les mains d'étrangers. L'achat et la vente de ces terres, souvent par l'intermédiaire de prête-noms vietnamiens, représentent une grande perte pour le pays. De nombreuses forêts stratégiques ont été louées à long terme à des étrangers et sont presque devenues des zones étrangères sur le sol vietnamien. De véritables quartiers exclusivement étrangers se sont également formés. Cette situation est intolérable. Il faut réexaminer les transferts de terres afin de stopper ces ventes douteuses à des étrangers. Les transferts illégitimes seront annulés ; dans les cas graves, les terres pourront être confisquées sans compensation.

Une mesure permettant à la fois d'attirer des capitaux et de préserver les terres vietnamiennes consiste à encourager les Vietnamiens de l'étranger à obtenir la nationalité vietnamienne et à acheter des maisons et des terrains. C'est aussi un moyen de renforcer leur lien avec la patrie.

Plus important encore, il faudra revoir les traités signés par le Parti communiste et

l'État avec des pays étrangers, en particulier ceux dont le contenu n'a jamais été publié. Les traités signés uniquement par le Parti communiste seront immédiatement déclarés nuls et non avenus. Ceux signés par l'État mais non ratifiés par l'Assemblée nationale ou non rendus publics seront également annulés. Seuls les traités conformes aux intérêts nationaux seront conservés, après renégociation si nécessaire.

3. Les mesures socio-culturelles

Les problèmes les plus aigus et urgents auxquels le pays est confronté ne sont pas économiques, mais sociaux et culturels.

3.1. Renforcer la sécurité et l'ordre

Le Viêt Nam est aujourd'hui l'un des pays les plus insécures au monde. La première menace pour la sécurité est le Parti communiste et l'État eux-mêmes. Les arrestations arbitraires, les emprisonnements et les passages à tabac sauvages sont devenus une pratique courante. Le manque de sécurité est également dû à l'augmentation du nombre d'individus criminels, souvent protégés par la police. Bien sûr, les maux sociaux sont le produit naturel de la situation d'impasse actuelle et ils diminueront certainement avec le retour de l'espoir et de la confiance. Mais, quoi qu'il en soit, notre pays restera instable pendant longtemps, et la sécurité et l'ordre seront un problème épineux pour un gouvernement démocratique nouvellement établi. Assurer la sécurité et l'ordre n'est pas une limitation de la liberté, mais une condition indispensable pour une liberté réelle.

La loi doit être stricte — pas nécessairement dure, et surtout pas violente.

Tous les Vietnamiens, une fois majeurs, recevront des cartes d'identité et des passeports. Ils auront le droit de résider où ils veulent et de se déplacer librement à l'intérieur du pays ou à l'étranger.

Des lois peu claires sont également une cause importante de violations. À l'avenir, notre pays aura besoin de lois simples, faciles à comprendre et à respecter, mais sévères à l'égard des infractions.

Le gouvernement actuel dispose d'un grand nombre de policiers, mais ceux-ci sont principalement utilisés pour protéger le monopole politique du Parti communiste plutôt que pour garantir la sécurité et l'ordre, pour réprimer les aspirations à la liberté et à la démocratie plutôt que pour combattre les maux sociaux. Par conséquent, dès la période de transition, une majorité des agences de renseignement et de protection politique seront transférées vers des forces de sécurité publique et de protection de l'environnement. Renforcer la sécurité et l'ordre passe donc par une réforme de l'appareil sécuritaire. Cette réforme n'est pas coûteuse ; au contraire, elle peut permettre de réaliser d'importantes économies budgétaires. Un gouvernement vietnamien véritablement démocratique, n'ayant pas besoin de réprimer l'opposition,

pourra réduire le budget sécuritaire tout en améliorant significativement l'ordre public.

3.2. Lutter contre la corruption et les maux sociaux

Nous assistons actuellement à une relation ambiguë entre le gouvernement communiste et des réseaux criminels opérant sous la protection d'officiels de l'État. La contrebande, la fraude fiscale et le commerce illégal sont devenus courants. Ce fléau doit cesser, car il représente un défi pour la nation, une perte énorme pour le budget et un obstacle dangereux à une activité économique saine.

La lutte contre la corruption aura la plus haute priorité pendant la période de transition, car si la corruption n'est pas éradiquée, aucune politique nationale — aussi judicieuse soit-elle — ne pourra réussir. Aujourd'hui, la corruption a atteint un niveau étouffant. La cause principale de la corruption réside dans la nature même du régime totalitaire, dans lequel la nomination et la révocation des responsables sont entièrement indépendantes de la population et de l'opinion publique. S'y ajoutent un appareil d'État écrasant et pléthorique, ainsi que des lois compliquées et contradictoires, permettant des interprétations arbitraires favorisant les collusions entre fonctionnaires pour se couvrir mutuellement.

Le gouvernement communiste est la cause structurelle de la corruption ; par conséquent, une période favorable à sa lutte commencera dès qu'un gouvernement démocratique le remplacera. La tâche du gouvernement de transition sera d'infliger un coup fatal à la corruption et d'empêcher toute résurgence. La corruption étant un abus du pouvoir public, il faut pour la combattre réduire le poids de l'État, c'est-

à-dire remplacer l'appareil étatique lourd et autoritaire par un État plus léger, aux pouvoirs limités. Il faut aussi des lois simples et transparentes, afin que les citoyens sachent clairement ce qu'ils peuvent faire ou non et ne soient plus otages des fonctionnaires. Pour marquer cette nouvelle phase, le gouvernement démocratique adoptera des mesures fortes : interdiction stricte pour les fonctionnaires d'accepter des cadeaux en toute circonstance ; obligation pour tous les agents publics de déclarer leurs biens chaque année ; obligation pour toutes les administrations de publier régulièrement les résultats de leurs efforts anti corruption.

Le gouvernement démocratique éliminera résolument les réseaux criminels. Aucune indulgence ne sera accordée, quelles que soient les circonstances ou les raisons.

La lutte contre la corruption, la contrebande et les autres maux sociaux demande de la détermination mais aussi la confiance et le soutien de toute la population. L'un de nos alliés dans ce combat difficile sera la liberté d'expression. Dans un régime véritablement libre, la corruption et les abus, s'ils ne sont pas totalement éradiqués, doivent être réduits à un niveau faible. Les dénonciations par des citoyens libres et conscients de leurs droits sont l'arme anticorruption la plus efficace.

Toutes les initiatives visant à obtenir le soutien actif de la population dans les efforts de moralisation nationale seront encouragées.

3.3. Abolir totalement toutes les mesures et politiques de censure

Le Pacte provisoire ainsi que la nouvelle constitution reconnaîtront solennellement la liberté de créer et de publier des livres et des produits culturels, et interdiront toutes les lois visant à censurer. Dans le futur Vietnam, il n'y aura aucune restriction de la liberté d'expression imposée par le gouvernement. La loi ne sanctionnera que les propos incitant ouvertement à la violence ou portant atteinte à l'honneur et aux droits d'individus ou de groupes de citoyens, à condition que ceux-ci portent plainte. Les associations civiles joueront un rôle clé dans la protection de la santé culturelle. Il ne faut pas oublier que la société civile est la base de la démocratie pluraliste.

3.4. Garantir l'objectivité de l'éducation et un niveau minimum d'instruction pour tous les citoyens

Il n'y aura plus de question de manuels scolaires officiels imposés par l'État. Le droit de créer des manuels ne sera pas limité, et le choix appartiendra entièrement aux enseignants. Une institution indépendante de l'État, composée d'enseignants, rédigera les premiers manuels et pourra en recommander certains pour leur qualité, sans pouvoir les imposer. L'éducation est un investissement national coûteux ; elle doit être entièrement orientée vers la transmission du savoir et le développement intellectuel, et ne doit plus être utilisée comme outil de propagande unilatérale.

Une attention particulière sera portée à l'enseignement de la langue vietnamienne. Un niveau minimum d'éducation et de communication est une condition essentielle au développement économique, à la stabilité sociale et à la paix civile.

Depuis des années, le gouvernement communiste a totalement abandonné l'éducation. Nous avons perdu de nombreux élèves et étudiants, et la qualité de l'enseignement à tous les niveaux s'est gravement détériorée, surtout depuis l'instauration d'une "économie de marché sauvage".

L'instruction obligatoire et gratuite devra être assurée au moins jusqu'à la fin du collège (9e année). Le budget ne permettra probablement pas de recruter le nombre d'enseignants nécessaire ; il faudra donc lancer un mouvement national de solidarité culturelle, avec des étudiants aidant bénévolement les élèves plus jeunes, et des classes supérieures aidant les classes inférieures, éventuellement contre une petite rémunération symbolique. Il faut noter que la situation tragique du système éducatif actuel n'est pas difficile à corriger : elle résulte largement des politiques du régime communiste. L'éducation est vue comme une source de revenus pour l'État plutôt qu'un investissement pour l'avenir, et elle est confondue avec la propagande. Les élèves sont endoctrinés avec des connaissances que même les enseignants savent fausses et inutiles. De plus, l'impasse économique et la corruption sociale ont sapé la valeur de l'éducation aux yeux des jeunes et de leurs parents. Toutes ces causes

disparaîtront dans un régime respectueux de la liberté, des citoyens, et qui considère l'éducation comme un combat vital pour la nation.

3.5. Améliorer l'environnement et les paysages

Notre pays a été tellement dévasté qu'il faut préserver et entretenir soigneusement les sites historiques et naturels. Ce sont des patrimoines précieux, sources de fierté et de cohésion nationale. La restauration de ces sites ne sera pas très coûteuse en raison de leur nombre limité, et elle pourra même ne rien coûter à l'État. On mettra en place des appels d'offres pour déléguer à des entreprises vietnamiennes privées l'exploitation touristique et l'entretien de certains sites historiques et paysages. Certains sites religieux seront confiés aux Églises.

Étant donné la densité de population et l'exiguïté du territoire, le pays doit être aménagé comme une grande ville : propre, belle et sûre, avec des services administratifs, culturels, éducatifs et médicaux répartis harmonieusement, et des forêts traitées comme des parcs publics.

Des normes de construction strictes devront être définies et appliquées pour éviter que des constructions dangereuses ou chaotiques n'endommagent les paysages. Le tourisme sera une activité économique importante, et il est difficile d'imaginer son succès si notre pays n'est pas attrayant.

La politique actuelle de pêche désordonnée a gravement appauvri les ressources marines. Il faudra immédiatement appliquer des règlements simples, transparents et stricts pour sauver la mer et les ressources halieutiques. La déforestation anarchique et la vente de bois — encore en cours — risquent de transformer le pays en désert ; ce phénomène doit être immédiatement arrêté. La restauration des forêts est coûteuse et exigeante en entretien ; le budget de l'État ne pourra pas la financer seul. Il faudra envisager de confier la restauration et l'exploitation des forêts à des entreprises vietnamiennes privées dans le cadre de contrats clairs.

Parallèlement au développement industriel, des règles claires devront être établies pour le traitement des déchets.

Le projet d'exploitation de la bauxite dans les hauts plateaux du centre devra être immédiatement et définitivement suspendu.

Les projets de construction de centrales nucléaires devront être suspendus jusqu'à ce que des techniques sûres de traitement des déchets soient disponibles et que le Vietnam soit capable d'assurer une sécurité totale dans l'exploitation de ces centrales.

4. Les mesures économiques

D'un point de vue économique, la première tâche d'un gouvernement digne de ce nom est de mettre fin à la gouvernance par résolutions, annonces, décisions et directives, et de la remplacer par des lois claires, transparentes et stables. Un nouvel ensemble de lois économiques est indispensable et ne peut pas attendre. Dans le même temps, il est nécessaire de concentrer les efforts nationaux sur les questions urgentes

4.1. Privatiser la majorité des entreprises et des terres appartenant à l'État

L'État n'a pas vocation à fabriquer des voitures, vendre des vêtements, gérer des entreprises touristiques et des restaurants, ni administrer des hôtels et des discothèques. Les entreprises d'État et les fermes collectives affaiblissent l'esprit d'initiative et de prise de risque, bloquent la créativité et diluent les responsabilités. Nous considérons l'entreprise privée comme la pierre angulaire de l'économie nationale. Par conséquent, la privatisation des entreprises publiques et des terres est une politique centrale de la période de transition. L'expérience des pays passés à l'économie de marché montre que la privatisation doit être menée avec vigilance pour éviter la spéculation, la dispersion des actifs nationaux et la dégradation des entreprises à privatiser.

Nous procéderons immédiatement à la privatisation de toutes les entreprises d'État pouvant l'être, c'est-à-dire celles qui opèrent normalement dans des secteurs ne relevant pas des secrets de défense, afin d'insufler une nouvelle vitalité à l'économie.

Nous encouragerons aussi immédiatement la privatisation des terres, selon le principe de rendre la propriété aux personnes qui les cultivent ; selon les cas, cela pourra se faire par attribution ou revente aux agriculteurs des terres allouées par l'État.

Le principe directeur de la privatisation est que l'État ne doit pas faire ce que le secteur privé peut faire. Cette politique devra être fondamentalement achevée au bout de cinq ans.

4.2. Encourager au maximum les investissements, y compris étrangers

Les lois actuelles sur l'investissement seront progressivement abolies, car elles sont trop restrictives et accordent aux étrangers des droits dont les Vietnamiens eux-mêmes ne bénéficient pas ; elles divisent également la population du pays et la diaspora. À l'avenir, les investisseurs étrangers disposeront de tous les droits dont ils jouissent actuellement, et de plus de liberté, mais ils ne bénéficieront d'aucun privilège dont les Vietnamiens ne disposent pas. Le temps nécessaire pour accomplir toutes les formalités de création d'entreprise ne devra pas dépasser une semaine. Il est important de bien comprendre la valeur relative des lois incitatives à l'investissement :

- Si les privilèges sont à court terme, ils n'attireront que des investissements superficiels.

- Si les privilèges sont valables sur le long terme, la loi sur l'investissement tendra à devenir une loi économique normale.

De plus, la décision d'investissement dépend beaucoup moins des incitations que du contexte politique et économique général.

4.3. Concentrer les efforts sur deux infrastructures de transport stratégiques

Les deux grands projets à lancer immédiatement et à poursuivre pendant de nombreuses années — en plusieurs étapes — sont :

- la modernisation et l'extension de la ligne ferroviaire Thống Nhất (Réunification) aux normes internationales

- la transformation de la route nationale Xuyên Việt (Trans-Vietnam) en une autoroute reliant Hanoi à Saïgon.

Ces infrastructures sont essentielles à l'activité économique, à la concrétisation de l'unité nationale et à la création d'emplois sur tout le territoire. Les attentes actuelles pour ces deux projets restent très en deçà des besoins réels du pays, dont la plupart des activités se concentrent le long de ces axes. Leur extension et modernisation sont également indispensables pour le projet de construction et d'exploitation du port de Cam Ranh, un projet clé que nous mènerons avec vigueur pendant de nombreuses années, afin d'apporter une puissance économique à l'ensemble du pays et en particulier à la région centrale — la plus prometteuse du pays grâce à sa façade maritime, mais actuellement la moins développée.

Compte tenu de la forme très particulière du pays et de son histoire récente difficile, l'autoroute Xuyên Việt doit être à la fois l'axe de transport principal et un grand symbole paysager, représentant la belle et forte unité nationale.

5. Les sources de financement pour l'effort de renaissance

Un programme de renaissance, même modeste, nécessite beaucoup d'argent. Les objectifs de la période de transition sont également très ambitieux. Nous ferons face à de nombreuses difficultés, mais nous aurons aussi des financements.

Tout d'abord, nous devons mettre fin aux dépenses imprudentes créées par le gouvernement communiste, la plus importante étant celle créée par le Parti communiste vietnamien lui-même. Des centaines de milliers de personnes sont aujourd'hui rémunérées pour travailler uniquement pour l'appareil du parti communiste. Des milliers de maisons et de pièces sont occupées illégalement en tant

que sièges ou bureaux des cellules du parti. Les cadres et membres du parti corrompus abusent de leur pouvoir pour détourner une partie importante de la production nationale. À l'avenir, lorsque le parti communiste devra accepter une position normale au même titre que les autres partis politiques, l'État réalisera de grandes économies, libérera un important capital humain et récupérera certaines grandes ressources.

La deuxième source de financement est la réduction des budgets de la défense et de la sécurité. Nous n'avons aucune intention de conquérir un pays, et au contraire, nous n'avons plus peur d'être conquis militairement. La défense des zones frontalières, des mers et des îles ne nécessite pas une grande force d'infanterie comme aujourd'hui, mais une armée motorisée d'élite, principalement l'armée de l'air et la marine. L'actuel appareil policier – principal et auxiliaire – peut compter plus de deux millions de personnes, utilisées principalement pour protéger le parti communiste et réprimer les aspirations démocratiques. Un État véritablement démocratique peut réduire une part importante des coûts, mais aussi renforcer la capacité à protéger le territoire et à maintenir la sécurité et l'ordre.

La troisième source de financement provient de la privatisation des entreprises publiques. Comme indiqué ci-dessus, le principal objectif de la politique de privatisation est de rationaliser et de rendre l'activité économique saine. Cependant, le programme de privatisation apportera également une ressource importante.

La quatrième source de financement viendra de la contribution plus active de la communauté vietnamienne d'outre-mer, lorsqu'un véritable régime démocratique, en accord avec les profondes aspirations des compatriotes d'outre-mer, aura été établi. La communauté vietnamienne d'outre-mer, comptant plus de trois millions de personnes, principalement installées dans des pays développés et disposant d'un revenu annuel supérieur à 50 milliards USD, peut épargner 10 milliards USD par an. Mais la communauté vietnamienne d'outre-mer n'est pas seulement une source d'investissement, elle peut également apporter d'autres contributions importantes à la culture, à la science et à la technologie. Une fois les relations avec le pays normalisées, la communauté vietnamienne d'outre-mer sera un grand levier pour les efforts de développement du pays.

Mais la source de financement la plus importante, de plus en plus abondante, provient du développement économique lui-même. Actuellement, de nombreuses industries sont paralysées, de nombreux talents sont éliminés à cause de l'interdiction ou du harcèlement par le gouvernement communiste. Rendre la véritable liberté commerciale au peuple libérera beaucoup d'énergie nouvelle et nous pouvons nous attendre à de nouvelles contributions. Notre politique économique correcte et honnête est capable de mobiliser les ressources financières restantes parmi le peuple. Il n'y a pas de puissance plus grande que celle que nous aurons, grâce à la libération et à la mobilisation de la vigueur d'une nation de près de 100 millions de personnes industrielles. Nous avons le droit d'attendre des résultats rapides et considérables. L'objectif de doubler la production nationale totale au cours des cinq années de la période de transition nécessite un taux de croissance de 15 % par an, mais c'est un objectif à notre portée, car nous sommes un pays côtier bien situé avec un peuple

diligent ; la capacité d'attirer les investissements étrangers est énorme. C'est le taux que les provinces côtières de la Chine ont atteint, même sous le régime communiste. De plus, notre pays a beaucoup de potentiel inexploité. Nous sommes à la traîne, non pas à cause de difficultés objectives, mais à cause du mauvais gouvernement communiste corrompu.

6. **La transition vers la démocratie réussira, le pays se relèvera**

Nous avons le droit d'espérer et d'être optimistes. Bien que notre pays ait trébuché, il est encore capable de se redresser et d'avancer.

Nous n'avons pas besoin d'attendre un miracle ou une faveur. Nous pouvons créer ce miracle nous-mêmes, nous pouvons nous accorder cette faveur de manière simple.

Normaliser les relations entre les Vietnamiens. Affirmer solennellement que le pays appartient à tous et non à un parti ou à une doctrine quelconque. Reconnaître l'égalité de statut pour tous et pour chaque personne. Retirer les chaînes de la haine et de l'intolérance pour se regarder comme des frères.

Apporter optimisme et confiance dans un État fidèle et honnête. Apporter des garanties claires et fermes aux droits de propriété privée et d'entreprise. Détermination à éliminer la corruption et les maux sociaux qui détruisent le corps national. Nous pouvons faire tout cela et nous pouvons le faire immédiatement. Alors nous verrons ce pays changer de peau et de chair, et nous verrons ce peuple se lever pour conquérir l'avenir. Nous découvrirons le miracle de valeurs très simples comme la liberté, la démocratie, la concorde nationale. Le pays se lèvera, avancera et progressera fortement.

IX. **Partager le rêve vietnamien**

Notre pays a le potentiel de devenir un grand pays, riche et puissant, si nous savons mobiliser tous les cœurs, toutes les intelligences et toutes les énergies au service de la construction d'un avenir commun. Pourtant, la triste réalité est qu'aujourd'hui, nous luttons encore pour obtenir ce que la plupart des nations possèdent déjà : la démocratie.

Cette lutte a duré plus longtemps que souhaité, car, en plus des difficultés déjà identifiées, il existe une autre raison : il s'agit d'un combat totalement nouveau dans l'histoire de notre pays. Jusqu'à présent, nous n'avons connu que des guerres civiles entre des forces dominantes se disputant le pouvoir, ou des guerres contre des agressions étrangères, dont le but, au fond, n'était que de remplacer un joug étranger par un joug domestique. Nous n'avons jamais été un peuple libre. Cette fois,

nous nous battons pour ouvrir une ère entièrement nouvelle, la seconde grande ère de l'histoire de notre pays : l'ère des Vietnamiens libres et d'un Vietnam démocratique.

C'est une lutte pour faire passer le peuple et la nation vietnamienne des ténèbres de l'esclavage et de la pauvreté vers la lumière de la liberté et de la prospérité. Pour la première fois, nous avons un combat digne d'être mené. Les Vietnamiens d'aujourd'hui doivent comprendre qu'ils ont devant eux l'opportunité de créer le plus grand et le plus glorieux événement historique, une opportunité que les générations futures n'auront pas.

Le défi qui nous attend est immense, mais l'espoir qui nous anime est encore plus grand. Car ce combat n'est pas seulement noble et légitime : il est promis à la victoire. Nous sommes portés par la vague démocratique mondiale et par l'aspiration commune d'une nation qui se relève peu à peu de ses blessures. Nous recevons le renfort d'une nouvelle génération qui s'est libérée et qui est déterminée à être libre. Derrière les obstacles se trouve un avenir radieux.

Nous réussirons.

Le peuple vietnamien s'est éveillé après avoir payé un lourd tribut à la haine et aux divisions, au monopole de la vérité, au fanatisme et au culte de la violence. Nous avons compris, avec notre sang et nos larmes, et ressenti dans notre chair, des valeurs simples mais miraculeuses : la liberté, la démocratie, la paix, la justice, la tolérance et l'effort. Nous sommes imprégnés d'un amour national et d'un sentiment de fraternité nés de notre humiliation commune d'infériorité. Nous avons pris conscience que tous les Vietnamiens sont liés par un même destin. Nous avons atteint le plus grand consensus national depuis la fondation du pays par nos ancêtres. Ce consensus sera une arme invincible qui nous permettra de surmonter tous les obstacles.

La plus grande leçon de l'histoire mondiale est qu'une nation qui veut se relever n'a besoin que de trois éléments :

- une société libre,
- un peuple travailleur,
- et un consensus national.

Nous sommes un peuple travailleur, nous avons le consensus national, et nous sommes sur le point de conquérir la liberté. Nous nous relèverons. Nous avons le droit d'être optimistes dans notre marche vers l'avenir.

Nous sommes optimistes et fiers parce que notre combat est transparent. Il ne vise à détruire ou à humilier personne ; c'est un combat pour honorer l'être humain, pour

honorer le droit d'être humain et le droit au bonheur, en tant que grand peuple que nous sommes.

Cette dictature sera la dernière dictature au Viêt Nam. Une fois abattue, nous entrerons définitivement dans une nouvelle ère, l'ère de la liberté, de la démocratie, de la tolérance, de la protection mutuelle, l'ère glorieuse des efforts communs et des succès partagés.

Unissons nos mains et proclamons ensemble notre serment commun :

Le Vietnam sera un grand pays.

Jusqu'à présent, être Vietnamien a été un malheur ; dans un avenir proche, être Vietnamien devra devenir une joie, une bénédiction et une source de fierté.

Le monde a connu le Vietnam comme une victime de la haine, des divisions et du monopole de la vérité. Demain, il devra connaître le Vietnam comme une terre de tolérance, un modèle réussi de fraternité retrouvée, et de renaissance après la ruine et la destruction.

C'est l'idéal de notre époque. C'est l'héritage que nous laisserons aux générations futures. C'est le rêve vietnamien que tous les membres du Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme poursuivent ensemble et souhaitent partager avec tous les Vietnamiens, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, aujourd'hui et demain.

Rassemblement pour la Démocratie et le Pluralisme